

(I)

(N° 113.)

—
CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

(SESSION 1881-1882)

—
SITUATION GÉNÉRALE

DU

TRÉSOR PUBLIC,

AU 1^{er} JANVIER 1882,

DÉPOSÉE PAR M. LE MINISTRE DES FINANCES.



BRUXELLES,

F. HAYEZ, IMPRIMEUR DE L'ACADÉMIE ROYALE,

Rue de Louvain, 108.

—
1882

(11)

SITUATION GÉNÉRALE DU TRÉSOR PUBLIC

AU 1^{er} JANVIER 1882.

EXPOSÉ

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre l'Exposé de la situation du Trésor, au 1^{er} janvier 1882.

Les prévisions favorables formées au sujet des résultats de l'exercice 1880 se sont réalisées à 90,000 francs près. C'est, en effet, à ce dernier chiffre que se réduit le déficit de l'exercice, évalué d'abord à 800,000 francs.

Mais, pour 1881, la situation se présente dans des conditions moins satisfaisantes. A en juger par les éléments que l'Administration possède actuellement, cet exercice se clôturera par un déficit assez important. La cause principale de cette situation se trouve dans les charges toujours croissantes qu'impose au Trésor le réseau des chemins de fer de l'État, par l'extension considérable qui lui a été donnée dans ces dernières années.

Aux premières lignes construites et exploitées par l'État, dont le trafic croissant d'année en année donnait un produit net qui contribuait à alimenter le Trésor public, sont venues se joindre d'abord des lignes rachetées à haut prix, puis des voies ferrées secondaires dont le coût d'établissement, et les frais d'exploitation relativement élevés ne sont pas compensés par un produit, qui non-seulement est faible, mais qui est emprunté en majeure partie aux lignes principales. Le chemin de fer a cessé de couvrir ses charges, et son déficit a rompu l'équilibre du Budget.

Avant d'examiner les résultats de l'exercice 1881, il convient d'établir, dans l'ordre habituel, ceux des deux derniers exercices clos, les prévisions pour le Budget en cours d'exécution et, enfin, les engagements du Trésor par rapport à ses ressources de toute nature.

L'Exposé se terminera, selon l'usage, par la situation au 31 décembre 1881 de la Dette consolidée et de la Dette flottante.

I.

RÉSULTATS DES EXERCICES CLOS DE 1879 ET DE 1880.

§ 1^{er}.EXERCICE 1879 (*Service ordinaire*).

Les résultats de cet exercice ont été arrêtés définitivement comme il suit :

Recettes	fr. 270,491,119 90
Dépenses	275,606,472 90
	DÉFICIT . . . fr. 5,115,353 »

La situation du Trésor au 1^{er} janvier 1881 faisait ressortir un déficit de fr. 3,119,551 99

Il y a donc une amélioration de fr. 4,178 99

§ 2.

EXERCICE 1880.

A. — *Service ordinaire*.

Le déficit pour l'année 1880, évalué dans l'Exposé de l'année dernière à fr. 884,089 95 c^s, n'atteindra pas cette somme.

En effet, les recettes s'élèveront très-approximativement à fr. 291,920,814 57
et les dépenses à 292,009,653 78

L'équilibre pour 1880 sera donc atteint à peu de chose près; il ne s'en faudra que de. fr. 88,859 21

B. — *Service extraordinaire*.

Les ressources spéciales de l'année 1880 étaient évaluées dans la situation du Trésor au 1^{er} janvier 1881 à fr. (1). 167,128,525 99

(1) Ressources extraordinaires réalisées. (Voir page 6 de la situation du Trésor au 1^{er} janvier 1881) fr. 102,257,053 99

Ressources extraordinaires créées. Versements restant à effectuer, au 1^{er} janvier 1881, sur l'emprunt 4 % du 8 janvier 1880 64,871,290 »

ENSEMBLE. . . fr. 167,128,525 99

REPORT. . . . fr. 167,128,525 99

Il y a lieu d'y ajouter :

1° La somme reçue au delà de ces produits 57,787 52

2° Celle de 4,178 99

trouvée en moins sur le déficit de 1879.

ENSEMBLE . . . fr. 167,170,292 50

En regard de ces ressources, doivent se placer les charges et dépenses ci-après :

Excédent de dépenses constaté dans la situation antérieure fr.	18,725,452 58
Dépenses extraordinaires de 1880, soit	90,898,774 97
Déficit de 1880	88,859 21
	<hr/>
	109,713,046 56

La réserve du Trésor au 1 ^{er} janvier 1881, fixée précédemment à fr. 56,620,028 71 cs., était donc réellement de . . . fr.	57,457,245 74
--	---------------

II.

RÉSULTATS PROBABLES DE L'EXERCICE EN COURS DE 1881.

A. — *Service ordinaire.*

Les recettes ordinaires de cet exercice, qui ont été évaluées au Budget des Voies et Moyens à 286,568,639 francs, s'élèveront au moins à fr 295,710,115 54

Dans ce chiffre, se trouve comprise une somme de 2,000,000 de francs restée sans emploi, sur les subventions allouées pour la constitution de rentes viagères au profit des miliciens des classes de 1871 à 1874; cette somme a été reversée au Trésor et rattachée à l'exercice, ainsi que l'avaient été, en 1876 et en 1878, les sommes demeurées disponibles sur la subvention de 1875.

Les dépenses ordinaires, évaluées par la loi du Budget à fr. 296,219,571 97 se sont accrues par le vote des crédits supplémentaires suivants :

Loi du 9 avril 1881, *Moniteur* n° 103, Dotations. . . fr. 250,000 »

Loi du 28 juin 1881, *Moniteur* n° 182, Finances . . . 76,567 89

A REPORTER. . . . fr.	526,567 89	296,219,571 97	295,710,115 54
-----------------------	------------	----------------	----------------

REPORT. . . fr.	326,567 89	296,219,571 97	295,710 115 54
Loi du 27 juillet 1881, <i>Moniteur</i> n° 208, Non- Valeurs et Remboursements . . . fr.	34,000 »		
Loi du 1 ^{er} août 1881, <i>Moniteur</i> n° 215, Instruction publique	315,526 90		
Loi du 14 août 1881, <i>Moniteur</i> nos 228-229, Tra- vaux publics.	400,000 »		
Loi du 15 août 1881, <i>Moniteur</i> n° 250, Justice . .	88,695 90		
Loi du 50 janvier 1882, <i>Moniteur</i> n° 51, Travaux pu- blics	7,005,244 17		
Loi du 15 février 1882, <i>Moniteur</i> n° 54, Justice . .	11,000 »		
	<hr/>	8,176,852 86	
		<hr/>	304,596,404 85

Elles s'accroîtront encore des crédits ci-
après restant à demander :

Service de la Dette publique fr.	755,754 15
Département des Affaires Étran- gères	60,000 »
— de l'Instruction pu- blique.	54,667 75
— de l'Intérieur	57,869 20
— de la Justice	145,000 »
— des Travaux pu- blics	540,400 »
	<hr/>
	1,575,691 08
	<hr/>
TOTAL. fr.	505,970,095 91

Toutefois, en égard aux sommes qui
restent annuellement sans emploi, il est
permis d'évaluer les annulations de crédits
à fr. 4,000,000 »

Les dépenses se réduiraient ainsi à fr. 501,970,095 91

Et le déficit serait de fr. 6,259,982 57

D'après la répartition qui en a été faite, la part du chemin de fer, dans ce
déficit, est de fr. 4,861,725 18
et celle des autres services de fr. 1,398,256 89

ENSEMBLE. fr. 6,259,982 57

On sait que, depuis l'année 1878, le compte des charges du chemin de fer a été établi sur des bases nouvelles.

Jusqu'à cette époque, les charges annuelles du réseau, du chef de son premier établissement, avaient été calculées proportionnellement aux dépenses résultant, pour le Trésor lui-même, du service des intérêts et de l'amortissement des emprunts qu'il avait contractés pour fournir au chemin de fer son capital de construction et d'exploitation. Ce mode de procéder faisait subir aux résultats des comptes du chemin de fer, d'une année à l'autre, des fluctuations très-grandes et absolument anormales. Tantôt, en effet, le chemin de fer était dispensé d'amortir, parce qu'un obstacle légal avait empêché le Trésor de racheter des rentes. D'autrefois, il était, au contraire, obligé de consacrer à son amortissement des sommes relativement considérables, parce que l'État avait jugé avantageux de rembourser, par anticipation, certaines de ses dettes (1). Enfin, le chemin de fer était exonéré du service de l'intérêt d'un capital de 96,000,000 de francs qui lui avait été avancé par le Trésor, sur ses ressources ordinaires.

En vue d'établir le compte des charges du réseau sur des bases plus rationnelles, il a été admis, en 1878, que le Trésor serait désormais considéré comme le banquier du chemin de fer, et qu'il lui ferait des avances de fonds au taux uniforme de 4 p. %, et remboursables en 90 ans.

L'adoption de ces bases a permis d'évaluer, d'après une mesure commune, les résultats successifs de l'exploitation du réseau et d'obtenir ainsi une valeur relative indiscutable.

Des comptes nouveaux, il résulte que, jusqu'en 1872 inclusivement, le chemin de fer a contribué largement aux charges du Trésor; mais depuis lors il a dû être subventionné par celui-ci.

Voici comment se répartissent les résultats des Budgets de 1869 à 1881, entre le chemin de fer et les autres services.

ANNÉES	EXCÉDENTS: + BONI. — MALI.	QUOTE-PART.	
		DU CHEMIN DE FER.	DES AUTRES SERVICES.
1869.	+ 12,961,987 76	+ 6,612,217 06	+ 6,349,770 70
1870.	— 1,506,924 44	+ 6,907,257 14	— 8,214,161 58
1871.	+ 13,458,886 60	+ 12,132,158 27	+ 1,306,728 55
1872.	+ 12,464,528 77	+ 5,521,906 88	+ 7,142,621 89
1873.	+ 10,271,766 96	— 8,823,709 54	+ 10,095,476 50
1874.	+ 2,410,658 05	— 6,047,754 55	+ 8,458,592 58
1875.	— 1,080,475 16	— 5,272,256 58	+ 4,191,785 22
1876.	+ 5,554,402 08	— 2,952,145 75	+ 8,506,545 85
1877.	— 5,859,449 52	— 5,521,918 61	+ 1,662,469 29
1878.	— 5,645,202 55	— 4,106,577 85	— 1,538,624 50
1879.	— 3,115,555 .	— 1,704,715 65	— 1,410,659 35
1880.	— 88,859 21	+ 218,212 49	— 507,051 70
1881.	— 6,259,982 57	— 4,861,725 48	— 1,598,256 89

(1) Il en a été ainsi, par exemple, en 1869 lorsque l'État remboursa la dette 4 p. % de 1856, et en 1870 lorsqu'il racheta la dette à 3 p. % de 1858.

On le voit, si le déficit a de nouveau envahi le Budget, cela provient surtout de ce que le chemin de fer a été impuissant à faire face à ses charges.

B. — Services spéciaux.

Il a été constaté plus haut qu'au 31 décembre 1880 le Trésor disposait d'une réserve de fr. 57,457,245 74

Elle s'est accrue en 1881 :

De produits extraordinaires (aliénation d'immeubles, fonds d'amortissement, etc., énumérés dans l'annexe n° 5, page 55).	5,476,183 09
et du montant des titres 4 p. % créés en vertu de diverses lois relatives à la construction de chemins de fer	15,655,100 »
	<hr/>
	Fr. 78,586,528 83

Par contre, les charges spéciales du Trésor, pour 1881, s'établissent comme il suit :

Déficit probable de 1881. fr.	6,259,982 57
Dépenses sur crédits extraordinaires et spéciaux	99,490,450 15
	<hr/>
	105,750,412 52

Au 31 décembre 1881, les dépenses pour services extraordinaires dépassaient donc les ressources de fr. 27,163,885 69

III.

BALANCE.

§ 1^{er}.

RESSOURCES DU TRÉSOR.

Pour couvrir définitivement cet excédent de charges, qui a été convert provisoirement par des Bons du Trésor, et pour faire face à ses autres engagements, le Trésor peut réaliser les ressources ci-après :

1^o Montant des divers emprunts que le Gouvernement est autorisé à contracter fr. 155,592,924 65

2^o Titres de rente à 4 p. %, restant à délivrer en paiement des chemins de fer ci-après :

REPORT. . . . fr. 135,392,924 63

Lignes dans le Luxembourg et dans la province de Namur (loi du 27 mai 1876) fr.	17,411,400 »	
Lignes de Tirlemont à la ligne d'Anvers à Glabach (loi du 19 décembre 1876).	498,100 »	
Lignes énumérées dans la convention du 1 ^{er} juin 1877 (loi du 26 juin 1877)	30,159,200 »	
Ligne de Battice à Aubeil (loi du 5 juin 1878)	109,500 »	
	<hr/>	48,178,200 »
3 ^o Montant des crédits à couvrir par la ville d'Anvers, en exécution de la convention du 19 janvier 1882		4,290,000 »
4 ^o Partie du crédit de 2,500,000 francs alloué par la loi du 27 août 1880, restant à couvrir par les annuités à rece- voir à titre de remboursement d'avances faites pour la con- struction des maisons d'école (lois des 4 juin 1878 et 27 août 1880).		1,505,189 16
5 ^o Sommes à recevoir en remboursement d'avances faites et restant à faire aux instituteurs, en vertu de la loi du 25 août 1880, n° 259 :		
Avances faites fr.	395,864 38	
Avances à faire	453,000 »	
	<hr/>	846,864 38
		<hr/>
ENSEMBLE fr.		190,015,178 17

§ 2.

ENGAGEMENTS DU TRÉSOR.

Au 1 ^{er} janvier 1882, ces engagements s'élevaient, suivant l'annexe n° 5, à fr.	169,990,119 42
Il y a lieu d'y ajouter l'excédent des dépenses sur services extraordinaires	27,163,883 69
	<hr/>
ENSEMBLE fr.	197,154,003 11
Il y a donc, au total, une insuffisance de ressources de .	7,140,824 94
	<hr/>

Si, contrairement aux prévisions de l'Exposé de la situation au 1^{er} janvier 1880, ce découvert persiste, et cela nonobstant l'attribution faite au Trésor des fonds d'amortissement demeurés disponibles, c'est à raison du déficit laissé par l'exercice de 1881.

DETTE CONSOLIDÉE ET DETTE FLOTTANTE.

§ 1^{er}.

DETTE CONSOLIDÉE.

Au 1^{er} janvier 1881, la dette consolidée comprenait les capitaux nominaux suivants :

Dette à 2 1/2 p. %	fr.	219,959,631	74
— 3 p. %		582,998,500	»
— 3 p. % (servitudes militaires)		1,409,654	95
— 4 p. % (1 ^{re} série)		689,677,282	22
— 4 p. % (2 ^e série).		154,719,000	»
TOTAL		fr.	1,428,764,048 91

Il y a lieu d'y ajouter les émissions faites en 1881, savoir :

Titres 4 p. %, 1^{re} série, délivrés :

1 ^o En vertu de la convention-loi des 31 janvier-15 mars 1873.	fr.	954,800	»
2 ^o En vertu de la convention-loi des 25 avril-3 juin 1870		13,895,900	»
3 ^o En vertu de l'arrêté royal du 10 juin 1878		822,400	»
		15,653,100	»
TOTAL.		fr.	1,444,417,148 91

Il a été racheté, en 1881, pour l'amortissement, des titres à 3 p. %, s'élevant ensemble au capital de. fr. 1,009,000 »

Au 31 décembre 1881, le capital nominal de la dette était donc de fr. 1,443,408,148 91

L'action de l'amortissement n'a pu s'exercer sur la dette à 4 p. %, 1^{re} série, dont les titres se sont constamment maintenus au-dessus du pair.

§ 2.

DETTE FLOTTANTE.

Pour faire face aux besoins du service, en attendant la réalisation des emprunts autorisés et qui s'élevaient à 155,400,000 francs au 31 décembre

1881, il a dû être émis, pendant l'année 1881, des bons du Trésor pour un capital de 31 millions de francs, savoir :

Le 30 avril 1881. fr.	5,000,000	»
» 12 mai 1881	2,000,000	»
» 20 id.	1,000,000	»
» 23 id.	1,000,000	»
» 24 id.	1,000,000	»
» 27 id.	6,000,000	»
» 30 id.	1,000,000	»
» 20 août 1881.	12,000,000	»
» 30 novembre 1881	4,000,000	»

Ces émissions ont été faites à trois mois de date; celles des mois d'avril et mai étaient à l'intérêt de 3 p. % l'an; elles ont été renouvelées — pour une durée égale — une première fois aux mêmes conditions, et une seconde fois à l'intérêt de 4 p. %.

L'émission du mois d'août, également à 3 p. %, a été, à son échéance, renouvelée à 4 p. %; celle du mois de novembre a été faite au taux de 4 p. %.

Le Ministre des Finances,

CHARLES GRAUX.



TABLEAU

DE

LA SITUATION GÉNÉRALE DU TRÉSOR

AU 1^{er} JANVIER 1882.

TABLEAU de la situation générale

RECET

EXERCICES.	PRODUITS ET REVENUS ORDINAIRES.			
	PRÉVISIONS.			RÉSULTATS.
	ÉVALUATIONS du BUDGET des Voies et Moyens.	AUGMENTATIONS prévues dans des lois spéciales.	TOTAL.	RECouvreMENTS effectifs ou probables.
1879.	264,455,260 »	»	264,455,260 »	270,491,119 90
1880.	275,497,060 »	»	275,497,060 »	291,920,814 57
1881.	286,568,659 »	»	286,568,659 »	295,710,115 54

du Trésor au 1^{er} janvier 1882.

TES.

RESSOURCES EXTRAORDINAIRES ou spéciales.	RÉSULTAT GÉNÉRAL. — PRODUITS ORDINAIRES et ressources extraordinaires ou spéciales.	POUR MÉMOIRE.		Observations.
		EXCÉDENT		
		des RECETTES ORDINAIRES sur les évaluations.	DES ÉVALUATIONS sur les recettes ordinaires.	
50,510,695 47	500,801,815 57	6,055,859 90	»	
102,294,825 51	594,215,657 88	18,425,754 57	»	
81,140,795 00	576,850,906 65	9,541,474 54	»	

Suite du TABLEAU de la situation générale

DÉPEN

EXERCICES.	SERVICE ORDINAIRE.							
	PRÉVISIONS.						A RASTRANCHER: Crédits transférés à l'exercice suivant, en vertu de l'art. 30 de la loi sur la comptabilité.	RESTE ou CRÉDITS RATTACHÉS définitivement à l'exercice.
	CRÉDITS ALLOUÉS par les lois de Budgets.	CRÉDITS supplémentaires et extraordinaires accordés par des lois spéciales.	CRÉDITS complémentaires à réclamer pour couvrir des dépenses faites au delà des crédits.	CRÉDITS transférés des exercices antérieurs, en vertu de l'art. 30 de la loi sur la comptabilité.	TOTAL.			
1879. .	274,544,517 80	2,707,065 02	1,416,155 21	2,125,924 06	280,595,442 60	1,622,828 46	278,970,614 25	
1880 .	278,818,549 04	16,557,256 49	1,554,565 59	1,622,828 46	298,155,177 58	1,554,465 50	296,778,714 08	
1881. .	296,219,571 97	8,176,852 86	1,575,601 08	1,554,465 50	307,524,559 21	1,554,465 50	305,970,095 91	

du Trésor au 1^{er} janvier 1882.

SBS.

DÉPENSES effectives OU PROBABLES.	SERVICES SPÉCIAUX en dehors des Budgets. — DÉPENSES EFFECTIVES et depenses probables.	DÉPENSE GÉNÉRALE. — SERVICE ORDINAIRE et services spéciaux.	POUR MÉMOIRE. — EXCÉDANT à annuler DES CRÉDITS ALLOUÉS pour les services ordinaires sur les dépenses des mêmes services.	Observations.
275,606,472 90	70,052,545 17	545,659,016 07	5,564,141 55	
292,009,655 78	90,898,774 97	582,908,428 75	4,769,040 50	
501,970,095 91	99,490,459 15	401,460,526 06	4,000,000 »	

RÉSULTATS

	BUDGETS ORDINAIRES.		SERVICES EXTRAORDINAIRES ET SPÉCIAUX.		BUDGETS ET	
	RECETTES.	DÉPENSES.	RECETTES.	DÉPENSES.	RECETTES.	
1850 à 1857 incl.						
1858	155,154,108 22½	159,154,509 70	726,651 15	5,610,495 66	155,880,759 57½	
1859	156,628,276 70	148,574,184 93	1,721,569 15	4,515,494 69	158,549,645 85	
1860	155,612,571 17½	142,880,769 90	14,096,647 44	16,144,607 42	169,709,218 61½	
1861	156,771,924 87	145,774,861 53	15,462,486 97	17,657,007 78	172,254,411 84	
1862	161,116,559 51½	149,551,221 29	5,421,575 01	27,751,059 51	164,557,914 52½	
1865	165,241,641 14	151,096,577 13	5,685,679 35	55,965,945 02	168,925,520 49	
1864	164,249,550 74½	155,715,678 89	17,264,924 25	52,507,450 69	181,514,251 97½	
1865	169,059,660 28	156,741,911 70	9,047,290 89	52,051,825 01	178,086,951 17	
1866	168,841,101 54	165,481,967 11	18,206,576 99	57,724,704 85	187,047,478 55	
1867	172,971,952 24	169,700,707 24	50,452,961 18	21,905,608 68	225,404,895 42	
1868	176,294,575 54	172,697,628 82	55,547,120 07	19,225,511 50	209,641,495 41	
1869	185,201,172 59	172,259,184 85	25,891,261 26	27,596,688 95	211,092,455 85	
1870	190,557,001 95	191,845,926 57	14,905,107 47	25,065,874 15	205,442,109 40	
1871	207,705,992 90	194,267,106 50	48,957,975 54	45,924,116 81	256,645,968 44	
1872	215,552,689 40	200,888,160 65	26,587,748 50	51,086,552 17	259,940,457 90	
1875	227,028,529 52	216,756,762 56	114,057,649 51	151,141,616 24	541,086,178 65	
1874	245,454,192 59	241,045,554 54	72,459,447 82	60,599,200 54	515,915,640 21	
1875	245,977,557 67	247,058,010 85	52,754,048 96	45,164,484 58	278,711,586 65	
1876	255,105,724 70	249,749,522 62	71,517,018 96	44,586,605 24	526,620,745 66	
1877	257,514,920 47	261,574,569 79	88,769,605 80	124,698,774 20	546,284,526 27	
1878	260,249,605 41	265,894,805 76	107,540,858 52	85,552,952 14	567,590,461 95	
1879	270,491,119 90	275,606,472 90	50,510,695 47	70,052,545 17	500,801,815 57	
1880	291,920,814 57	292,009,655 78	102,294,825 51	90,898,774 97	594,215,657 88	
Exercice clos. (résultats définitifs.)						
1881	295,710,115 54	501,970,095 91	81,140,795 09	99,490,450 15	576,850,906 65	
Exercice en cours d'exécution. (résultats probables.)						

L'excédent de dépense sur l'ensemble des opérations des années 1850 à 1881 est donc de

Les crédits restant ouverts pour services spéciaux et extraordinaires s'élèvent en outre à (voir annexe n° 5)

Pour couvrir ces charges, le Trésor possède les ressources réalisées et réalisables ci-après :

1° La partie non encore employée au 1^{er} janvier 1882, sur le produit d'emprunts, savoir :

Emprunt du 8 septembre 1859	fr.	144,887 45	
— du 28 mai 1865		20,447 85	
— du 8 janvier 1880		4,859,780 »	5,025,115 28

2° Les titres de la Dette publique à 4 p. % restant à émettre en vertu de la loi du 27 mai 1876.

5°	Id.	id.	id.	id.	id.	19 déc. 1876.	498,100 »	
4°	Id.	id.	id.	id.	id.	26 juin 1877.	50,159,200 »	
5°	Id.	id.	id.	id.	id.	9 juin 1878.	109,500 »	48,178,200 »

6° L'emprunt autorisé par la loi du 26 avril 1880.

7°	Id.	id.	27	id.			4,000,000 »	
8°	Id.	id.	25	mai 1880			4,500,000 »	
9°	Id.	id.	25	id.			26,500,000 »	
10°	Id.	id.	25	août 1880.			900,000 »	
11°	Id.	id.	25	id.			964,421 62	
12°	Id.	id.	25	id.			197,000 »	
13°	Id.	id.	25	id.			572,800 »	
14°	Id.	id.	26	id.			25,598,500 »	
14°	Id.	id.	27	id.			4,665,865 45	

A REPORTER. fr. 67,496,587 05 53,205,515 28

du Trésor, au 1^{er} janvier 1882.**GÉNÉRAUX.**

SERVICES RÉUNIS.	EXCÉDENTS						
	DÉPENSES.	SUR LES BUDGETS ORDINAIRES :		SUR LES SERVICES EXTRAORDINAIRES et spéciaux :		SUR LES BUDGETS ET SERVICES RÉUNIS :	
		de recette.	de dépense.	de recette.	de dépense.	de recette.	de dépense.
							7,412,621 65
144,745,005 56	16,019,598 52½	"	"	4,885,864 51	11,155,754 01½	"	"
152,889,679 62	8,254,091 77	"	"	2,794,125 54	5,459,966 25	"	"
159,025,577 52	12,751,801 27½	"	"	2,047,959 98	10,685,841 29½	"	"
165,451,869 51	10,997,065 54	"	"	2,194,520 81	8,802,542 55	"	"
177,082,280 60	11,785,118 22½	"	"	24,529,484 50	"	"	12,544,566 07½
187,062,522 17	12,145,265 99	"	"	50,282,265 67	"	"	18,157,001 68
186,225,129 58	10,555,651 85½	"	"	15,242,526 46	"	"	4,708,874 60½
188,795,756 71	12,297,748 58	"	"	25,004,554 12	"	"	10,706,785 54
205,206,671 94	5,559,154 25	"	"	19,518,527 84	"	"	16,159,195 61
191,604,515 92	5,271,225 "	"	28,529,552 50	"	51,800,577 50	"	"
191,920,910 52	5,596,746 52	"	14,123,808 57	"	17,720,555 09	"	"
199,655,875 76	12,961,987 76	"	"	1,505,427 67	11,456,560 09	"	"
216,907,800 50	"	1,506,924 44	"	10,158,766 66	"	"	11,465,691 10
258,191,225 11	15,458,886 60	"	5,015,858 75	"	18,452,745 55	"	"
251,974,512 80	12,464,528 77	"	"	24,498,605 67	"	"	12,054,074 90
550,898,578 60	10,271,766 96	"	"	20,035,966 95	"	"	9,812,199 97
501,642,754 68	2,410,658 05	"	11,860,247 48	"	14,970,905 53	"	"
292,222,495 21	"	1,080,475 16	"	12,450,455 42	"	"	15,510,908 58
294,555,925 86	5,554,402 08	"	26,950,415 72	"	52,984,817 80	"	"
586,075,145 99	"	5,859,449 32	"	55,929,168 40	"	"	59,788,617 72
549,427,757 90	"	5,645,202 55	25,807,906 58	"	18,162,704 05	"	"
545,659,016 07	"	5,115,555 "	"	59,721,849 70	"	"	42,857,202 70
582,008,428 75	"	88,859 21	11,596,048 54	"	11,507,209 15	"	"
401,460,526 06	"	6,259,982 57	"	18,549,657 06	"	"	24,609,610 45
							191,558,158 57
							225,727,157 54
							fr. 52,188,998 97
							169,990,119 42
							ENSEMBLE. fr. 202,179,118 59
							REPORT. fr. 67,496,587 05 55,205,515 28
15°	L'emprunt autorisé par la loi du 4 janvier 1881.			567,700 "			
16°	Id. id. 2 avril —			22,400,000 "			
17°	Id. id. 20 id. —			515,957 58			
18°	Id. id. 18 juin —			1,159,000 "			
19°	Id. id. 30 juillet —			5,000,000 "			
20°	Id. id. 14 août —			39,575,700 "			
21°	Id. id. 25 id. —			1,100,000 "			
							155,592,924 65
22°	Les annuités restant à recevoir à titre de remboursement d'avances pour construction d'écoles. (Lois du 4 juin 1878 et 27 août 1880).				1,505,189 16		
23°	Les remboursements d'avances sur les crédits } sur la partie dépensée				595,864 58		
	des 25 août 1880 et 1 ^{er} août 1881 } sur la partie non dépensée				455,000 "		
24°	Les versements à faire par la ville d'Anvers en exécution de la convention du 19 janvier 1881				4,290,000 "		
							195,058,295 45
	L'insuffisance des ressources au 31 décembre 1881 est par conséquent de						fr. 7,140,824 94

(8)

ANNEXE N° 1.



ÉTAT DE LA SITUATION

DU

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES DE L'EXERCICE 1880.

AU 31 OCTOBRE 1881.



ÉTAT de la situation du Budget général des

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.
RESSOURCES ORDINAIRES.	
IMPÔTS.	
CONTRIBUTIONS DIRECTES, DOUANES ET ACCISES.	
Foncier	22,467,000 »
Personnel	15,558,000 »
Patentes	5,745,000 »
Redevances sur les mines	540,000 »
Douanes	18,752,500 »
Vins étrangers	2,750,000 »
Eaux-de-vie indigènes	16,900,000 »
Bières et vinaigres	9,575,000 »
Sucres de canne et de betterave	2,860,000 »
Glucoses et autres sucres non cristallisables	150,000 »
Tabac	150,000 »
Garantie. — Frais d'essai des matières d'or et d'argent	20,000 »
Recettes diverses. { Droits de magasin des entrepôts, perçus au profit de l'État	225,000 »
{ Recettes extraordinaires et accidentelles, etc.	
ENREGISTREMENT ET DOMAINES.	
Enregistrement	24,450,000 »
Greffe	420,000 »
Hypothèques	4,214,000 »
Successions	15,900,000 »
Droits de mutation en ligne directe	2,825,000 »
Droits dus par les époux survivants	520,000 »
Timbre	5,550,000 »
Naturalisations	5,000 »
Amendes en matière d'impôts	440,000 »
— de condamnation en matières diverses	580,000 »
A REPORTER fr.	149,754,500 »

recettes de l'exercice 1880, au 31 octobre 1881.

RECETTES RÉELLES.	RECouvreMENTS effectués au 31 décembre 1880.	RECouvreMENTS du 1 ^{er} janvier au 31 octobre 1881.	COMPARAISON des évaluations avec les recettes réelles.		Observations.
			EXCÉDENT des ÉVALUATIONS sur les recettes réelles.	EXCÉDENT des RECETTES RÉELLES sur les évaluations.	
22,592,379 75	21,654,543 68	957,836 07	•	125,379 75	
15,612,465 02	14,801,950 24	810,515 38	•	54,465 02	
6,080,718 10	4,412,997 21	1,667,720 89	•	555,718 10	
286,112 15	282,765 56	3,346 59	55,887 85	•	
21,656,642 90	21,656,642 90	•	•	2,904,142 90	
3,065,091 84	3,065,091 84	•	•	555,091 84	
16,655,588 02	16,551,190 19	122,198 75	246,611 08	•	
9,155,019 58	9,135,486 77	152 61	257,580 62	•	
3,037,272 80	3,020,994 11	7,278 69	•	177,272 80	
185,896 44	185,896 44	•	•	35,896 44	
167,457 •	145,989 87	21,467 15	•	17,457 •	
17,957 52	17,957 52	•	2,042 48	•	
452,488 79	452,407 01	81 78	•	207,488 79	
25,516,928 95	25,516,928 95	•	933,071 05	•	
456,352 27	456,352 27	•	•	56,352 27	
3,894,466 15	3,894,466 15	•	519,555 85	•	
17,254,535 56	17,138,911 14	95,624 22	•	1,554,535 56	
2,974,284 24	2,909,528 60	64,755 64	•	149,284 24	
531,457 54	530,596 97	1,060 57	•	11,457 54	
5,720,779 22	5,720,755 97	45 25	•	390,779 22	
2,000 •	2,000 •	•	3,000 •	•	
505,778 11	501,050 35	4,747 78	•	65,778 11	
592,692 59	592,692 59	•	187,307 61	•	
155,930,745 44	150,173,956 11	3,756,807 55	1,982,834 54	6,179,077 98	

Suite de l'état de la situation du Budget général des

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.
REPORT. fr.	149,734,500 »
PÉAGES.	
ENREGISTREMENT ET DOMAINES.	
Rivières et canaux	1,700,000 »
Routes appartenant à l'État	»
TRAVAUX PUBLICS.	
Chemins de fer	99,000,000 »
Produits des postes	6,519,600 »
Télégraphes électriques	2,252,800 »
MARINE.	
Produits du service des bateaux à vapeur entre Ostende et Douvres	800,000 »
CAPITAUX ET REVENUS.	
ENREGISTREMENT ET DOMAINES.	
Domaines (valeurs capitales)	550,000 »
Forêts	800,000 »
Dépensances des chemins de fer	170,000 »
Établissements et services régis par l'État	145,000 »
Produits divers et accidentels, y compris ceux des examens universitaires	380,000 »
Revenus des domaines	800,000 »
TRAVAUX PUBLICS.	
Abonnements au <i>Moniteur</i> , etc., perçus par l'administration des postes	115,000 »
TRÉSOR PUBLIC.	
Produits divers des prisons (pistoles, cantines, vente de vieux effets)	95,000 »
— de l'emploi des fonds de cautionnements et de consignations	2,200,000 »
— des actes des commissariats maritimes	100,000 »
— des droits de chancellerie	7,000 »
— des droits de pilotage	1,750,000 »
— des droits de fanal	600,000 »
— de la régie du <i>Moniteur</i> (arrêté royal du 21 juin 1868).	50,000 »
— des écoles de réforme	195,000 »
— du placement des fonds disponibles du Trésor	800,000 »
Part réservée à l'État, par les lois des 5 mai 1850 et 20 mai 1872, dans les bénéfices annuels réalisés par la Banque Nationale	1,000,000 »
Bonification d'un quart pour cent par semestre sur l'excédent de la circulation moyenne au delà de 275 millions de francs des billets de la Banque Nationale. (Loi du 20 mai 1872, art. 1 ^{er} , n° 4.)	250,000 »
A REPORTER. fr.	270,011,900 »

recettes de l'exercice 1880, au 31 octobre 1881.

RECETTES RÉELLES.	RECouvreMENTS effectués au 31 décembre 1880.	RECouvreMENTS du 1 ^{er} janvier au 31 octobre 1881.	COMPARAISON des évaluations avec les recettes réelles.		Observations.
			EXCÉDENT des ÉVALUATIONS sur les recettes réelles.	EXCÉDENT des RECETTES RÉELLES sur les évaluations.	
153,950,745 44	150,173,956 11	3,756,807 35	1,982,834 54	6,179,077 98	
1,721,165 93	1,708,060 19	13,105 74	»	21,165 93	
10,818 01	10,818 01	»	»	10,818 01	
109,317,042 72	105,123,670 82	4,193,371 90	»	10,317,042 72	
6,975,902 53	6,563,897 39	412,005 14	»	456,502 53	
2,615,042 07	2,307,237 17	307,804 90	»	362,242 07	
773,333 61	773,333 61	»	26,466 39	•	
630,092 78	628,161 81	1,930 97	»	80,092 78	
890,917 22	872,614 58	18,302 64	»	90,917 22	
211,997 87	205,805 94	6,191 93	»	41,997 87	
142,971 71	135,936 14	7,035 57	2,028 29	»	
448,696 •	448,696 •	»	»	68,696 •	
647,508 11	630,218 01	17,290 10	152,491 89	»	
148,679 67	148,679 67	»	»	35,679 67	
87,136 78	50,140 95	36,995 83	5,865 22	»	
2,295,590 53	2,295,590 53	»	»	95,590 53	
103,200 93	103,200 93	»	»	3,200 93	
9,726 80	8,574 80	1,152 •	»	2,726 80	
1,921,479 06	1,921,479 06	»	»	171,479 06	
664,367 53	664,367 53	»	»	64,367 53	
105,442 19	40,431 74	64,990 45	»	35,442 19	
170,946 02	83,590 16	87,355 86	24,055 98	»	
437,319 74	•	437,319 74	342,680 26	»	
1,045,533 53	511,402 63	534,130 90	»	45,533 53	
174,760 21	95,726 78	79,033 43	75,239 79	»	
285,500,614 99	275,483,790 56	10,014,824 43	2,611,658 36	18,100,373 35	

Suite de l'ÉTAT de la situation du Budget général des

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.
REPORT. fr.	270,011,900 »
REMBOURSEMENTS.	
CONTRIBUTIONS DIRECTES, DOUANES ET ACCISES.	
Frais de perception des centimes provinciaux et communaux.	325,000 »
Remboursement, par les communes, des centimes additionnels sur les non-valeurs des contributions directes . .	75,000 »
ENREGISTREMENT ET DOMAINES.	
Reliquats de comptes arrêtés par la Cour des Comptes. — Déficit des comptables	18,000 »
Recouvrement d'avances faites par les divers Départements	600,000 »
TRÉSOR PUBLIC.	
Recouvrement d'avances faites par le Ministère de la Justice aux ateliers des prisons, pour achat de matières premières.	259,000 »
Remboursement, par les provinces, des centimes additionnels sur les non-valeurs des contributions directes . .	25,000 »
Recettes accidentelles	700,000 »
Abonnement des provinces pour le service des ponts et chaussées.	59,000 »
Abonnement des provinces pour réparations d'entretien des maisons d'arrêt et de justice; achat et entretien de leur mobilier	21,500 »
Prélèvement sur les fonds de la caisse générale de retraite, à titre de remboursement d'avances	1,000 »
Recette du chef d'ordonnances prescrites	15,000 »
Quote-part de la ville d'Ostende dans les frais de manœuvre des écluses des bassins de commerce	1,560 »
Prélèvement sur les fonds de la masse d'habillement de la douane, à titre de remboursement d'avances	9,000 »
Prélèvement sur les fonds de la masse d'habillement des employés du Département des Travaux publics, à titre de remboursement de frais d'administration.	9,000 »
Prélèvement sur le fonds de la caisse tontinière de la milice, à titre de remboursement d'avances.	30,000 »
Part d'intervention de la Banque Nationale dans les frais de trésorerie	175,000 »
Quotes-parts d'annuités dues au Trésor en exécution de l'article 37 de la convention des 1/26 juin 1877. . . .	862,500 »
Parts des provinces et des communes dans le payement des pensions des instituteurs communaux. (Loi du 16 mai 1876.)	500,000 »
TOTAUX. fr.	275,497,060 »
RESSOURCES EXTRAORDINAIRES ET SPÉCIALES.	
Produit d'aliénations extraordinaires d'immeubles (vente de dunes, etc.).	50,000 »
Prix de vente des terrains à bâtir de l'École vétérinaire de l'État, à Cureghem	100,000 »
Prix de vente des immeubles devenus disponibles par suite de la suppression de places fortes	1,500,000 »
A REPORTER. fr.	1,650,000 »

recettes de l'exercice 1880, au 31 octobre 1881.

RECETTES RÉELLES.	RECOUVREMENTS effectués au 31 décembre 1880.	RECOUVREMENTS du 1 ^{er} janvier au 31 octobre 1881.	COMPARAISON des évaluations avec les recettes réelles.		Observations.
			EXCÉDENT des ÉVALUATIONS sur les recettes réelles.	EXCÉDENT des RECETTES RÉELLES sur les évaluations	
285,500,614 00	275,485,790 56	10,014,824 43	2,611,658 36	18,100,373 35	
375,072 21	353,209 92	21,862 29	•	50,072 21	
91,057 70	91,057 70	•	•	16,057 70	
95,076 01	17,298 64	75,777 37	•	75,076 01	
557,580 67	544,594 33	213,186 54	42,419 33	•	
217,738 22	63,627 75	154,110 49	41,261 78	•	
40,407 15	40,407 15	•	•	15,407 15	
5,670,109 49	5,670,109 49	•	•	2,970,109 49	
33,566 66	18,466 67	15,099 99	25,433 34	•	
27,508 •	21,508 •	6,000 •	•	6,008 •	
•	•	•	1,000 •	•	
28,558 10	28,558 10	•	•	15,558 10	
1,560 •	1,560 •	•	•	•	
8,199 84	8,199 84	•	800 16	•	
9,000 •	•	9,000 •	•	•	
•	•	•	30,000 •	•	
175,000 •	175,000 •	•	•	•	
862,587 04	862,587 04	•	•	87 04	
229,778 49	229,778 49	•	70,221 51	•	
291,920,814 57	281,410,953 66	10,509,860 91	2,822,794 48	21,246,549 05	
272,400 74	265,182 13	7,218 61	•	222,400 74	
45,810 16	45,789 91	20 25	54,189 84	•	
590,320 68	583,732 22	6,588 46	909,679 32	•	
908,531 58	894,704 26	15,827 32	965,869 16	222,400 74	

Suite de l'ÉTAT de la situation du Budget général des

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.
REPORT. fr.	1,650,000 •
Quotes-parts payées par les États maritimes dans le rachat du péage de l'Escaut, en vertu des traités conclus en exécution de la loi du 15 juin 1865	170,584 •
Fonds d'amortissement des dettes à 4 et à 4 $\frac{1}{2}$ p % attribué au Trésor en vertu de l'article 4 de la loi du 12 juin 1869	2,238,700 45
Fonds provenant du recouvrement d'avances faites aux provinces et aux communes sur les crédits de 20 millions et de 6 millions de francs pour construction de maisons d'écoles	764,826 09
Produit de l'emprunt de 134,719,000 francs à 4 p. % autorisé par diverses lois (partie recouvrée en 1880) . . .	77,594,052 50
Produit de la fabrication de monnaies divisionnaires d'argent	1,000,000 •
Remboursement de traitements avancés à des instituteurs communaux (loi du 25 août 1880)	3,228 69
Titres de la Dette publique, à 4 p. %, créés en 1880 :	
1° En vertu de l'article 2 de la loi du 27 mai 1876 à valoir sur le prix des lignes de chemin de fer à construire en exécution de la convention du 31 janvier 1875 ci	4,566,100 •
2° En vertu de l'article 3 de la loi du 26 juin 1877, à valoir sur le prix des lignes à construire par la Société anonyme de construction de chemins de fer énumérées dans la convention du 1 ^{er} juin 1877 ci.	13,994,200 •
3° En vertu de la convention du 9 juin 1878 approuvée par arrêté royal du 10 du même mois pour la construction du chemin de fer de Battice à Aubel ci.	1,054,600 •
TOTAUX. fr.	105,036,291 73
REPORT DES RESSOURCES ORDINAIRES fr.	275,497,060 •
TOTAUX GÉNÉRAUX fr.	376,533,351 73

recettes de l'exercice 1880, au 31 octobre 1881.

RECETTES RÉELLES.	RECouvreMENTS effectués au 31 décembre 1880.	RECouvreMENTS du 1 ^{er} janvier au 31 octobre 1881.	COMPARAISON des évaluations avec les recettes réelles.		Observations.
			EXCÉDENT des ÉVALUATIONS sur les recettes réelles.	EXCÉDENT des RECETTES RÉELLES sur les évaluations	
908,531 58	894,704 26	15,827 32	963,869 16	222,400 74	
170,584 »	170,584 »	»	»	»	
2,238,700 45	2,238,700 45	»	»	»	
764,826 09	764,826 09	»	»	»	
77,594,052 50	77,594,052 50	»	»	»	
1,000,000 »	780,516 »	219,484 »	»	»	
3,228 69	3,228 69	»	»	»	
4,566,100 »	4,566,100 »	»	»	»	
13,994,200 »	13,994,200 »	»	»	»	
1,054,600 »	1,054,600 »	»	»	»	
102,294,823 31	102,061,511 99	233,311 32	963,869 16	222,400 74	
291,920,814 57	281,410,933 66	10,509,880 91	2,822,794 48	21,246,549 05	
394,215,637 88	385,472,465 65	10,743,172 23	3,786,663 64	21,468,949 79	
			17,682,286 15		

(18)

ANNEXE N° 2.



ÉTAT DE LA SITUATION

DU

BUDGET GÉNÉRAL DES DÉPENSES DE L'EXERCICE 1880,

AU 31 OCTOBRE 1881,

COMPRENANT LES TRANSFERTS DES EXERCICES 1876 A 1879.



ÉTAT de la situation du Budget général des dépenses de l'exercice 1880,

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS VOTÉS PAR LA LÉGISLATURE.					RESTE.
	BUDGET primitif.	AUGMENTATION.	DIMINUTION.	Art. 50 de la loi de comptabilité et 167 de l'arrêté royal du 10 décembre 1868. SOMMES TRANSFÉRÉES des exercices 1876, 1877, 1878 et 1879.	SOMMES TRANSFÉRÉES à l'exercice 1881.	
SOMMES TRANSFÉRÉES						
Département de la Justice.	»	»	»	69 75	»	69 75
— des Travaux publics.	»	»	»	1,050 71	»	1,050 71
— de la Guerre.	»	»	»	250 »	»	250 »
	»	»	»	1,370 46	»	1,370 46
SOMMES TRANSFÉRÉES						
Département des Travaux publics.	»	»	»	80,598 11	35,495 90	45,102 21
— de la Guerre.	»	»	»	800 »	»	800 »
	»	»	»	81,398 11	35,495 90	45,902 21
SOMMES TRANSFÉRÉES						
Département de la Justice.	»	»	»	22,408 48	»	22,408 48
— des Affaires Étrangères.	»	»	»	1,500 »	»	1,500 »
— de l'Intérieur.	»	»	»	2,500 »	2,500 »	»
— des Travaux publics.	»	»	»	378,059 41	17,286 90	360,772 51
— de la Guerre.	»	»	»	12,205 73	»	12,205 73
	»	»	»	416,673 62	19,786 90	396,886 72
SOMMES TRANSFÉRÉES						
Dette publique.	»	»	»	30,000 »	»	30,000 »
Département de la Justice.	»	»	»	83,378 »	1,594 60	81,783 40
— de l'Intérieur.	»	»	»	4,345 »	»	4,345 »
— de l'Instruction publique.	»	»	»	33,064 75	»	33,064 75
— des Travaux publics.	»	»	»	785,862 77	41,453 58	742,429 19
— de la Guerre.	»	»	»	188,733 75	39,016 30	149,719 45
	»	»	»	1,123,386 27	82,044 48	1,041,341 79

au 31 octobre 1881, comprenant les transferts des exercices 1876 à 1879.

DÉPENSES AUTORISÉES par la Trésorerie.			SOMMES à annuler.	SOMMES régularisées par la Cour des comptes, en 1879 et en 1880.	PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier.		Observations.
EN 1880.	EN 1881.	TOTAL.			Sur ordonnances en circulation au 31 octobre 1880.	Sur ordonnances d'ouverture de crédits.	
DE L'EXERCICE 1876.							
•	•	•	69 75	•	•	•	
•	107 87	107 87	942 84	•	•	•	
•	240 •	240 •	10 •	•	•	•	
•	347 87	347 87	1,022 59	•	•	•	
DE L'EXERCICE 1877.							
4,600 26	31,657 98	36,258 24	8,845 97	•	•	•	
•	780 •	780 •	20 •	•	•	•	
4,600 26	32,437 98	37,038 24	8,865 97	•	•	•	
DE L'EXERCICE 1878.							
•	22,408 48	22,408 48	•	•	•	•	
•	1,500 •	1,500 •	•	•	•	•	
•	•	•	•	•	•	•	
51,140 55	74,775 09	125,915 64	254,858 87	•	•	•	
•	11,810 34	11,810 34	305 39	•	•	•	
51,140 55	110,491 91	161,632 46	255,254 26	•	•	•	
DE L'EXERCICE 1879.							
•	11,521 31	11,521 31	18,478 69	•	•	•	
56,375 51	25,409 89	81,785 40	•	•	•	•	
4,345 •	•	4,345 •	•	•	•	•	
20,564 75	12,487 50	33,052 25	12 50	•	•	•	
253,042 68	210,052 12	465,094 80	279,334 39	•	•	•	
12,209 69	134,104 02	146,494 61	3,224 84	•	•	•	
345,625 63	393,665 74	740,291 37	301,050 42	•	•	7	

É T A T de la situation du Budget général des dépenses de l'exercice 1880,

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS VOTÉS PAR LA LÉGISLATURE.				
	BUDGET primitif.	AUGMENTATION.	DIMINUTION.	SOMMES TRANSFÉRÉES à l'exercice 1880. Art. 30 de la loi de comptabilité et 167 de l'arrêté royal du 10 décembre 1869.	RESTE.
					BUDGET DE
Dettes publiques	70,024,246 92	4,978,972 50	•	105,000 •	85,898,218 72
Dotations. — Liste civile	3,300,000 •	•	•	•	3,300,000 •
— S. A. R. le comte de Flandre	200,000 •	•	•	•	200,000 •
— Sénat	120,000 •	•	•	•	120,000 •
— Chambre des Représentants	810,000 •	•	•	•	810,000 •
— Cour des Comptes	217,475 •	•	•	•	217,475 •
Département de la Justice	16,042,509 •	150,254 57	•	212,518 53	15,960,245 24
— des Affaires Étrangères	2,133,435 •	103,625 •	•	1,000 •	2,256,060 •
— de l'Intérieur	9,529,883 82	99,342 84	•	9,092 50	9,629,154 56
— de l'Instruction publique	16,541,122 •	1,503,705 25	•	4,109 37	18,049,717 88
— des Travaux publics	86,682,168 •	9,453,007 67	•	754,397 35	95,580,778 52
— de la Guerre	44,162,700 •	•	•	131,218 67	44,051,481 35
— des Finances	15,380,010 •	68,319 16	•	•	15,448,329 16
Gendarmerie	3,488,200 •	•	•	•	3,488,200 •
Non-Valeurs et remboursements	1,187,000 •	9 50	•	•	1,187,009 50
TOTALfr.	278,818,549 04	16,537,236 49	•	1,217,156 02	295,958,649 51
Excédents des dépenses sur les crédits non limitatifs :					
1° Sur les articles 19 et 22 du Budget de la Dette publique				276,820 48	
2° Sur l'article 16 du Budget du Département de la Justice				546,124 79	
3° Sur l'article 15 du Budget du Département de l'Intérieur				37,440 •	
4° Sur l'article 95 du Budget du Département des Travaux publics				239,319 07	
5° Sur les articles 27, 28 et 52 du Budget du Département des Finances				45,766 97	
6° Sur les articles 1, 2, 5, 6, 9, 10 et 11 du Budget des Non-Valeurs				411,092 08	
					1,354,563 39
				ENSEMBLEfr.	295,293,212 90
RÉCAPITU					
Sommes transférées de l'exercice 1876					1,370 46
— — — — — 1877					45,902 21
— — — — — 1878					596,886 72
— — — — — 1879					1,041,341 79
Budget de l'exercice 1880					293,293,212 90
TOTAUX GÉNÉRAUXfr.					296,778,714 08

au 31 octobre 1881, comprenant les transferts des exercices 1876 à 1879.

DÉPENSES AUTORISÉES par la Trésorerie.			SOMMES à annuler.	SOMMES régularisées par la Cour des comptes, en 1880 et en 1881.	PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier.		Observations.
EN 1880.	EN 1881.	TOTAL.			Sur ordonnances en circulation au 31 octobre 1881.	Sur ordonnances d'ouverture de crédits.	
L'EXERCICE 1880.							
67,328,835 20	15,213,056 41	82,541,891 61	1,653,147 59	•	•	•	A.
3,500,000 •	•	3,500,000 •	•	•	•	•	
200,000 •	•	200,000 •	•	•	•	•	
70,000 •	47,660 42	117,660 42	2,339 58	•	•	•	B.
755,842 27	52,852 27	808,694 54	1,305 46	•	•	•	
205,784 17	8,715 56	214,499 73	2,075 27	•	•	•	
12,852,800 74	2,624,758 12	15,457,558 86	848,811 17	•	•	•	C.
2,050,137 24	162,063 99	2,212,791 23	23,268 77	•	•	•	D.
7,501,607 13	2,155,677 52	9,457,284 65	200,289 71	•	•	•	E.
13,612,261 26	4,155,841 29	17,768,102 55	272,615 33	•	•	•	F.
62,161,920 76	53,047,187 85	95,209,108 61	410,988 78	•	•	•	G.
43,578,790 51	479,749 04	45,858,539 55	172,941 78	•	•	•	H.
4,247,964 27	10,773,535 05	15,021,519 32	470,576 81	•	•	•	I.
¹⁾ 5,402,817 21	20,024 58	5,423,741 79	64,458 21	•	•	•	J.
602,506 15	876,644 85	1,478,950 98	119,150 60	•	•	•	K.
221,451,056 91	69,619,286 93	291,070,343 84	4,222,849 06	•	•	•	

*Voir
d'autre part.*

(1) Les dépenses inscrites à la Trésorerie, en 1880, sont diminuées de fr. 78,178 71 c^o par suite d'annulation sur crédits ouverts aux intendants militaires.

LATION.

•	347 87	347 87	1,022 59	•	•	•
4,600 26	32,457 98	37,058 24	8,863 97	•	•	•
51,140 55	110,491 91	161,632 46	255,254 26	•	•	•
346,625 63	395,665 74	740,291 37	301,050 42	•	•	•
221,451,056 91	69,619,286 95	291,070,343 84	4,222,849 06	•	•	•
221,853,423 35	70,156,250 43	292,009,655 78	4,769,040 30	•	•	•

OBSERVATIONS.

A. Le Budget de la Dette publique est fixé, par la loi du 15 mars 1880, <i>Moniteur</i> du 17, n° 77, à	fr. 79,024,246 22
Par l'article 8 de la loi du 14 mars 1880, <i>Moniteur</i> du 17, n° 77, un crédit de 760,000 francs, est alloué à ce Budget, par suite de l'augmentation des pensions militaires, ci.	fr. 760,000 »
Par l'article 4 de la loi du 14 mai 1880, <i>Moniteur</i> du 19, n° 140, l'article 22 de ce Budget est augmenté d'une somme de	fr. 1,750 »
Par l'article 4 de la loi du 26 août 1880, <i>Moniteur</i> du 28, n° 241, il est alloué un crédit de 600,000 francs, qui formera l'article 15 ^{bis} de ce Budget, ci.	fr. 600,000 »
Par la loi du 30 décembre 1880, <i>Moniteur</i> du 31, n° 366, un crédit supplémentaire, de	fr. 75,000 »
a été ajouté à l'article 20. L'article 2 de cette loi a alloué un crédit de fr. 3,542,222 50 c, qui formera les articles 18 ^{bis} et 18 ^{ter} , ci	fr. 3,542,222 50
	3,617,222 50
	ENSEMBLE. . . fr. 84,005,218 72
dont il faut déduire la somme transférée à l'exercice 1881, en exécution de l'article 30 de la loi du 15 mai 1846, ci.	fr. 105,000 »
	RESTE. . . fr. 83,898,218 72
 B. Le Budget des Dotations est fixé, par la loi du 4 août 1879, <i>Moniteur</i> du 8, n° 220, à	fr. 4,647,475 »
 C. Le Budget du Département de la Justice est fixé, par la loi du 23 décembre 1879, <i>Moniteur</i> des 26 et 27, n°s 360 et 361, à	fr. 16,042,309 »
Par l'article 2 de la loi du 18 mai 1880, <i>Moniteur</i> du 21, n° 142, ce Budget est augmenté d'une somme de fr. 50,945 04 c, pour couvrir les insuffisances des articles 10 et 11, et pour solder des dépenses se rapportant à des exercices clos, ci	fr. 50,493 04
Par la loi du 15 août 1881, <i>Moniteur</i> du 18, n° 230, un crédit de fr. 79,761 53 c, à répartir entre divers articles, a été alloué à ce Budget, ci.	fr. 79,761 53
	ENSEMBLE . . , fr. 16,172,563 57
dont il faut déduire la somme transférée à l'exercice 1881, en exécution de l'article 30 de la loi du 15 mai 1846, ci	fr. 242,318 33
	RESTE. . . fr. 15,960,243 24

D. Le Budget du Département des Affaires Étrangères, est fixé par la loi du 17 mars 1880, *Moniteur* du 24, n° 84, à fr. 2,155,435 »

Par l'article 1^{er} de la loi du 22 mai 1880, *Moniteur* du 25, n° 146, un crédit de 85,625 francs, est alloué à ce Budget, pour être réparti entre les articles 2 et 3, ci. fr. 85,625 »

Par la loi du 1^{er} août 1881, *Moniteur* du 3, n° 215, l'article 27 de ce Budget est augmenté d'une somme de fr. 20,000 »

ENSEMBLE. . . . fr. 2,257,060 »

dont il faut déduire la somme transférée à l'exercice 1881, en exécution de l'article 50 de la loi du 15 mai 1846, ci fr. 1,000 »

RESTE. . . . fr. 2,256,060 »

E. Le Budget du Département de l'Intérieur est fixé par la loi du 27 décembre 1879, *Moniteur* du 28, n° 362, à fr. 9,529,885 82

Par la loi du 30 juin 1881, *Moniteur* du 2 juillet, n° 185, un crédit supplémentaire, à répartir entre divers articles, est alloué à ce Budget, ci. fr. 56,196 12

Par la loi du 50 juillet 1881, *Moniteur* du 31, n° 212, ce Budget est augmenté d'une somme de fr. 45,146 72 c^s, à répartir également entre divers articles. fr. 45,146 72

ENSEMBLE. . . . fr. 9,629,226 66

dont il faut déduire la somme transférée à l'exercice 1881, en exécution de l'article 50 de la loi du 15 mai 1846, ci fr. 9,092 50

RESTE. . . . fr. 9,620,154 56

F. Le Budget du Département de l'Instruction publique est fixé par la loi du 19 mars 1880, *Moniteur* du 20, n° 80, à fr. 16,541,122 »

Par l'article 1^{er} de la loi du 25 août 1880, *Moniteur* du 29, n° 242, ce Budget est augmenté d'une somme de 1,475,100 francs, à répartir entre divers articles, ci. fr. 1,475,100 »

Par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1881, *Moniteur* du 3, n° 215, un crédit de fr. 28,605 25 c^s, à répartir également entre divers articles, a été alloué à ce Budget, ci fr. 28,605 25

ENSEMBLE. . . . fr. 18,044,827 25

dont il faut déduire la somme transférée à l'exercice 1881, en exécution de l'article 50 de la loi du 15 mai 1846, ci fr. 4,109 57

RESTE. . . . fr. 18,040,717 88

G. Le Budget du Département des Travaux publics est fixé par la loi du 25 mai 1880, <i>Moniteur</i> du 25, n° 146, à	fr. 86,682,168 »
Par l'article 1 ^{er} de la loi du 20 août 1880, <i>Moniteur</i> du 22, n° 235, ce Budget est augmenté d'une somme de 7,727,972 francs, à répartir, à titre de crédits supplémentaires, entre divers articles, ci	fr. 7,727,972 »
Par l'article 1 ^{er} de la loi du 14 août 1881, il est alloué un crédit de fr. 504,836 12 c ^{ts} , qui formera un chapitre XII, destiné à payer des dépenses se rapportant à des exercices clos, 1879, et antérieurs, ci fr.	504,836 12
Par l'article 2 de cette loi, des crédits supplémentaires, à répartir entre divers articles, sont alloués à ce Budget pour couvrir les insuffisances que présentent certaines allocations, ci	fr. 1,409,653 79
Par l'article 3 de la même loi, un crédit, qui formera l'article 128 du chapitre XII, est accordé pour solder des créances prescrites, ci. fr.	10,545 76
ENSEMBLE.	fr. 96,155,175 67
dont il faut déduire la somme transférée à l'exercice 1881, en exécution de l'article 50 de la loi du 15 mai 1846, ci	fr. 754,597 55
RESTE.	fr. 95,380,778 32
H. Le Budget du Département de la Guerre est fixé par la loi du 24 décembre 1879, <i>Moniteur</i> du 25, n° 359, à	fr. 44,162,700 »
dont il faut déduire la somme transférée à l'exercice 1881, en exécution de l'article 50 de la loi du 15 mai 1846, ci	fr. 131,218 67
RESTE.	fr. 44,031,481 55
I. Le Budget du Département des Finances est fixé par la loi du 23 décembre 1879, <i>Moniteur</i> du 28, n° 362, à	fr. 15,580,010 »
Par la loi du 50 décembre 1880, <i>Moniteur</i> du 31, n° 566, un crédit supplémentaire, destiné à être réparti entre divers articles, est alloué à ce Budget, ci	fr. 20,519 16
Par la loi du 28 juin 1881, <i>Moniteur</i> du 1 ^{er} juillet, n° 182, l'article 21 du Budget est augmenté d'une somme de	fr. 48,000 »
ENSEMBLE.	fr. 15,448,529 16
J. Le Budget de la Gendarmerie est fixé par la loi du 24 décembre 1879, <i>Moniteur</i> du 25, n° 359, à	fr. 3,488,200 »
K. Le Budget des Non-Valeurs et Remboursements est fixé par la loi du 27 juillet 1879, <i>Moniteur</i> du 6 août, n° 218, à	fr. 1,187,000 »
Par la loi du 50 décembre 1880, <i>Moniteur</i> du 31, n° 566, un crédit supplémentaire est alloué à l'article 7 de ce Budget, ci.	fr. 9 50
RESTE.	fr. 1,187,009 50

ANNEXE N° 5.



ETAT DE LA SITUATION

DU

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES DE L'EXERCICE 1881,

AU 1^{er} JANVIER 1882.



ÉTAT de la situation du Budget général des

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.
RESSOURCES ORDINAIRES.	
IMPÔTS.	
CONTRIBUTIONS DIRECTES, DOUANES ET ACCISES.	
Foncier	22,876,000 »
Personnel	15,950,000 »
Patentes	5,850,000 »
Redevances sur les mines.	400,000 »
Douanes	20,300,000 »
Vins étrangers	2,750,000 »
Eaux-de-vie indigènes	17,355,000 »
Accises	9,375,000 »
Bières et vinaigres	2,860,000 »
Sucres de canne et de betterave	150,000 »
Glucoses et autres sucres non cristallisables	250,000 »
Tabac	18,000 »
Garantie. — Frais d'essai des matières d'or et d'argent.	250,000 »
Recettes diverses. { Droits de magasin des entrepôts, perçus au profit de l'État	250,000 »
{ Recettes extraordinaires et accidentelles, etc.	
ENREGISTREMENT ET DOMAINES.	
Enregistrement	23,500,000 »
Greffe.	450,000 »
Hypothèques	4,000,000 »
Successions	17,100,000 »
Droits de mutation en ligne directe.	2,000,000 »
Droits dus par les époux survivants	350,000 »
Timbre	5,520,000 »
Naturalisations.	5,000 »
Amendes en matière d'impôts	460,000 »
— de condamnation en matières diverses	580,000 »
A REPORTER fr.	153,007,000 »

recettes de l'exercice 1881, au 1^{er} janvier 1882.

RECETTES PROBABLES.	RECouvreMENTS effectués au 31 décembre 1881.	RESTE A RECOURIR au 1 ^{er} janvier 1882.	COMPARAISON des évaluations avec les recettes probables.		Observations.
			EXCÉDENTS des ÉVALUATIONS sur les recettes probables.	EXCÉDENTS des RECETTES PROBABLES sur les évaluations.	
22,745,465 58	21,791,612 87	953,852 51	150,554 62	"	
15,918,595 50	15,110,591 66	808,003 64	31,604 70	"	
6,156,687 74	4,493,077 97	1,644,609 77	"	286,687 74	
568,970 55	559,409 62	9,560 75	51,029 65	"	
22,659,161 51	22,659,161 51	"	"	2,559,161 51	
2,782,281 49	2,777,599 71	4,681 78	"	52,281 49	
17,507,456 58	17,086,654 07	220,782 51	47,565 42	"	
9,518,527 59	9,517,957 61	589 78	54,672 61	"	
5,911,065 82	5,862,575 98	48,689 84	"	1,051,065 82	
181,689 06	181,689 06	"	"	51,689 06	
207,742 50	175,712 48	54,050 02	42,257 50	"	
16,465 55	16,465 55	"	1,556 47	"	
485,800 "	483,752 64	67 56	"	255,800 "	
22,976,955 65	22,976,955 65	"	525,064 35	"	
467,588 17	467,588 17	"	"	37,588 17	
3,829,671 14	3,829,671 14	"	170,528 86	"	
17,713,255 82	17,713,255 82	"	"	613,255 82	
5,627,162 91	5,627,162 91	"	"	727,162 91	
586,914 38	586,914 38	"	"	56,914 38	
5,865,770 71	5,865,770 71	"	"	545,770 71	
16,000 "	16,000 "	"	"	11,000 "	
470,510 "	470,510 "	"	"	10,510 "	
451,095 94	451,095 94	"	128,904 06	"	
157,820,167 57	154,095,499 43	3,724,667 94	1,161,496 24	5,974,665 61	

Suite de l'ÉTAT de la situation du Budget général des

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.
REPORT. fr.	155,007,000 °
PÉAGES.	
ENREGISTREMENT ET DOMAINES.	
Rivières et canaux	1,700,000 °
Routes appartenant à l'État	°
TRAVAUX PUBLICS.	
Chemin de fer	107,108,000 °
Produits des postes.	7,245,420 °
Télégraphes électriques	2,500,000 °
MARINE.	
Produits du service des bateaux à vapeur entre Ostende et Douvres	800,000 °
CAPITAUX ET REVENUS.	
ENREGISTREMENT ET DOMAINES.	
Domaines (valeurs capitales)	550,000 °
Forêts.	800,000 °
Dépendances des chemins de fer.	170,000 °
Établissements et services régis par l'État.	145,000 °
Produits divers et accidentels, y compris ceux des examens universitaires	580,000 °
Revenus des domaines	750,000 °
TRAVAUX PUBLICS.	
Abonnements au <i>Moniteur</i> , etc., perçus par l'administration des postes	160,000 °
TRÉSOR PUBLIC.	
Produits divers des prisons (pistoies, cantines, vente de vieux effets)	95,000 °
— de l'emploi des fonds de cautionnements et de consignations	2,500,000 °
— des actes des commissariats maritimes.	100,000 °
— des droits de chancellerie	7,000 °
— des droits de pilotage	1,800,000 °
— des droits de fanal	625,000 °
— de la régie du <i>Moniteur</i> (arrêté royal du 21 juin 1868).	50,000 °
— des écoles de réforme	100,000 °
— du placement des fonds disponibles du Trésor.	800,000 °
Part réservée à l'État, par les lois des 5 mai 1850 et 20 mai 1872, dans les bénéfices annuels réalisés par la Banque Nationale	1,200,000 °
Bonification d'un quart pour cent par semestre sur l'excédent de la circulation moyenne au delà de 275 millions de francs des billets de la Banque Nationale. (Loi du 20 mai 1872, art. 1 ^{er} , n° 4.)	250,000 °
A REPORTER. fr.	282,728,420 °

recettes de l'exercice 1881, au 1^{er} janvier 1882.

RECETTES PROBABLES.	RECouvreMENTS effectués au 31 décembre 1881	RESTE à recouvrer au 1 ^{er} janvier 1882.	COMPARAISON des évaluations avec les recettes probables.		Observations.
			EXCÉDENTS des ÉVALUATIONS sur les recettes probables.	EXCÉDENTS des RECETTES PROBABLES sur les évaluations.	
157,820,167 37	154,095,409 45	3,724,667 94	1,161,496 24	5,974,665 61	
1,612,895 79	1,612,895 79	»	87,106 21	»	
5,202 »	5,202 »	»	»	5,202 »	
108,160,000 »	105,000,000 »	5,160,000 »	»	1,052,000 »	
7,555,190 »	6,941,178 55	592,011 45	»	89,770 »	
2,695,000 »	2,695,000 »	»	»	195,000 »	
640,570 »	640,570 »	»	159,650 »	»	
574,252 51	574,252 51	»	»	24,252 51	
981,447 54	981,447 54	»	»	181,447 54	
276,200 72	276,200 72	»	»	106,200 72	
216,650 75	216,650 75	»	»	71,650 75	
410,515 45	410,515 45	»	»	50,515 45	
891,216 58	891,216 58	»	»	51,216 58	
156,000 »	156,000 »	»	24,000 »	»	
50,271 77	54,057 91	2,255 86	56,728 25	»	
2,598,785 54	2,598,785 54	»	»	298,785 54	
95,050 »	95,050 »	»	4,950 »	»	
8,645 40	8,645 40	»	»	1,645 40	
1,746,925 »	1,746,925 »	»	55,077 »	»	
624,198 »	624,198 »	»	802 »	»	
125,000 »	89,656 56	55,505 64	»	75,000 »	
182,979 56	95,625 50	87,555 86	7,020 64	»	
557,854 21	»	557,854 21	262,145 79	»	
1,656,078 77	626,159 40	1,029,919 57	»	456,078 77	
258,919 10	154,250 55	124,688 75	»	8,919 10	
289,531,609 26	278,437,514 18	11,094,095 08	1,816,956 11	8,620,145 57	

Suite de l'ÉTAT de la situation du Budget général des

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.
REPORT. fr.	282,728,420 "
REMBOURSEMENTS.	
CONTRIBUTIONS DIRECTES, DOUANES ET ACCISES.	
Frais de perception des centimes provinciaux et communaux.	525,000 "
Remboursement, par les communes, des centimes additionnels sur les non-valeurs des contributions directes	75,000 "
ENREGISTREMENT ET DOMAINES.	
Reliquats de comptes arrêtés par la Cour des Comptes. — Déficit des comptables	18,000 "
Recouvrement d'avances faites par les divers Départements	450,000 "
TRESOR PUBLIC.	
Recouvrement d'avances faites par le Ministère de la Justice aux ateliers des prisons, pour achat de matières premières.	255,000 "
Remboursement, par les provinces, des centimes additionnels sur les non-valeurs des contributions directes	25,000 "
Recettes accidentelles	1,149,800 "
Abonnement des provinces pour le service des ponts et chaussées.	54,599 "
Abonnement des provinces pour réparations d'entretien des maisons d'arrêt et de justice; achat et entretien de leur mobilier	21,500 "
Prélèvement sur les fonds de la caisse générale de retraite, à titre de remboursement d'avances	1,000 "
Recette du chef d'ordonnances prescrites	15,000 "
Quote-part de la ville d'Ostende dans les frais de manœuvre des écluses des bassins de commerce	1,560 "
Prélèvement sur les fonds de la masse d'habillement de la douane, à titre de remboursement d'avances	9,000 "
Prélèvement sur les fonds de la masse d'habillement des employés du Département des Travaux publics, à titre de remboursement de frais d'administration.	6,000 "
Part d'intervention de la Banque Nationale dans les frais de trésorerie	175,000 "
Quotes-parts d'annuités dues au Trésor en exécution de l'article 57 de la convention des 1/26 juin 1877.	759,560 "
Parts des provinces et des communes dans le paiement des pensions des instituteurs communaux. (Loi du 16 mai 1876.)	540,000 "
TOTAUX. fr.	286,568,659 "
RESSOURCES EXTRAORDINAIRES ET SPÉCIALES.	
Produit d'aliénations extraordinaires d'immeubles (vente de dunes, etc.)	50,000 "
Prix de vente des terrains à bâtir de l'École vétérinaire de l'État, à Cureghem.	100,000 "
Prix de vente des immeubles devenus disponibles par suite de la suppression de places fortes	a) 1,500,000 "
Prix de vente de biens de cure (immeubles et rentes).	"
A REPORTER. fr.	1,650,000 "

recettes de l'exercice 1881, au 1^{er} janvier 1882.

RECETTES PROBABLES.	RECouvreMENTS effectués au 31 décembre 1881.	RESTE A RECOURIR au 1 ^{er} janvier 1882.	COMPARAISON des évaluations avec les recettes probables.		Observations.
			EXCÉDENTS des ÉVALUATIONS sur les recettes probables.	EXCÉDENTS des RECETTES PROBABLES sur les évaluations.	
289,551,600 26	278,437,514 18	11,094,095 08	1,816,956 11	8,620,145 57	
400,000 *	577,941 »	22,059 *	»	75,000 *	
104,315 61	104,315 61	»	»	29,515 61	
27,212 88	27,212 88	»	»	9,212 88	
308,003 07	308,003 07	»	141,996 95	»	
167,522 55	65,718 86	101,803 69	87,477 45	»	
50,072 06	50,072 06	»	»	25,072 06	
3,791,670 60	3,791,670 60	»	»	2,641,870 60	
33,566 66	19,133 34	14,433 32	832 34	»	
23,308 »	23,308 »	»	»	2,008 *	
»	»	»	1,000 *	»	
26,000 20	26,000 20	»	»	11,000 20	
1,360 *	1,360 *	»	»	»	
8,199 84	8,199 84	»	800 16	»	
6,000 *	»	6,000 *	»	»	
175,000 *	175,000 *	»	»	»	
739,360 32	739,360 32	»	»	32	
316,912 49	316,912 49	»	25,087 51	»	
295,710,113 54	284,471,722 45	11,238,391 09	2,072,150 50	11,415,625 04	
225,334 59	225,334 59	»	»	175,334 59	
50,692 11	50,692 11	»	49,307 89	»	
528,079 39	528,079 39	»	971,920 61	»	
5,980 75	5,980 75	»	»	3,980 75	
808,086 84	808,086 84	»	1,021,228 50	179,315 34	

Suite de l'ÉTAT de la situation du Budget général des

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des REGETTES.
REPORT. fr.	1,050,000 »
Quotes-parts payées par les États maritimes dans le rachat du péage de l'Escaut, en vertu des traités conclus en exécution de la loi du 15 juin 1865	b) 170,584 »
Fonds d'amortissement des dettes à 4 p. ‰ attribué au Trésor en vertu de l'article 4 de la loi du 12 juin 1869	3,479,158 91
Fonds provenant du recouvrement d'avances faites aux provinces et aux communes pour construction et ameublement de maisons d'écoles. (Lois des 14 août 1875, 4 juin 1878 et 27 août 1880)	856,094 26
Produit de l'emprunt de 134,719,000 francs à 4 p. ‰ autorisé par diverses lois (partie recouvrée en 1881)	c) 60,011,510 »
Sommes à valoir sur la quote-part des Pays-Bas dans le prix de rachat des chemins de fer d'Anvers au Moerdyk et de Roosendaal à Bréda	12,731 03
Remboursement de traitements avancés à des instituteurs communaux (loi du 23 août 1880)	149,528 06
Titres de la Dette publique, à 4 p. ‰, créés en 1881 :	
1° En vertu de l'article 2 de la loi du 27 mai 1876 à valoir sur le prix des lignes de chemin de fer à construire en exécution de la convention du 31 janvier 1875, ci	d) 934,800 »
2° En vertu de l'article 3 de la loi du 26 juin 1877, à valoir sur le prix des lignes à construire par la Société anonyme de construction de chemins de fer énumérées dans la convention du 1 ^{er} juin 1877, ci	e) 13,895,900 »
3° En vertu de la convention du 9 juin 1878 approuvée par arrêté royal du 10 du même mois pour la construction du chemin de fer de Battice à Aubel, ci	f) 822,400 »
TOTAUX. fr.	81,982,706 25
REPORT DES RESSOURCES ORDINAIRES fr.	286,568,639 »
TOTAUX GÉNÉRAUX fr.	368,551,345 25

recettes de l'exercice 1881, au 1^{er} janvier 1882.

RECETTES PROBABLES.	RECouvreMENTS effectués au 31 décembre 1881.	RESTE A RECOURIR au 1 ^{er} janvier 1882.	COMPARAISON des évaluations avec les recettes probables.		Observations.
			EXCÉDENTS des ÉVALUATIONS sur les recettes probables.	EXCÉDENTS des RECETTES PROBABLES sur les évaluations.	
808,086 84	808,086 84	°	1,021,228 50	179,315 34	
170,584 °	170,584 °	°	°	°	
3,479,158 91	3,479,158 91	°	°	°	
856,094 26	856,094 26	°	°	°	
60,011,510 °	60,011,510 °	°	°	°	
12,751 02	12,751 02	°	°	°	
149,528 06	149,528 06	°	°	°	
954,800 °	954,800 °	°	°	°	
13,895,900 °	13,895,900 °	°	°	°	
822,400 °	822,400 °	°	°	°	
81,140,793 09	81,140,793 09	°	1,021,228 50	179,315 34	
295,710,113 54	284,471,722 45	11,238,391 09	2,072,150 50	11,413,625 04	
376,850,906 63	365,612,515 54	11,238,391 09	3,093,379 °	11,592,940 38	
			8,499,561 38		

OBSERVATIONS.

a) Situation au 31 décembre 1881 du fonds spécial institué à partir du 1^{er} janvier 1873, par les lois des 4^{er} juin 1874, 2 juillet 1875, 15 avril 1878 et 28 juin 1881, et par l'arrêté royal du 19 juin 1876.

Nos d'ordre.	PLACES.	DATE.	RECETTES.				DÉPENSES.		Total.
			SOMMES recouvrées.	TOTAL par place.	SOMMES restant à recouvrer.	Total.	SOMMES payées.	SOMMES engagées.	
1	Charleroi .	1875	415,092 02	5,606,513 90	370,549 51	5,976,863 41	2,169,979 43	93,486 24	2,263,465 69
		1874	591,240 78						
		1875	471,284 68						
		1876	515,254 "						
		1877	512,670 70						
		1878	407,046 15						
		1879	458,953 83						
		1880	251,770 54						
		1881	203,221 22						
2	Menin .	1874	7,800 "	59,000 "	"	59,000 "	"	"	"
		1876	7,800 "						
		1878	7,800 "						
		1879	15,600 "						
3	Mons .	1875	157,259 67	761,487 69	"	761,487 69	530 "	639,036 51	659,566 51
		1874	161,534 35						
		1875	116,164 80						
		1876	116,872 64						
		1877	159,689 91						
		1878	46,931 04						
		1879	28,074 17						
		1880	15,161 15						
4	Namur .	1877	5,940 12	460,420 20	264,551 33	724,951 64	325,090 86	"	325,090 86
		1880	278,540 95						
		1881	177,939 22						
5	Nieuport .	1874	9,040 "	193,180 86	"	193,180 86	"	"	"
		1875	9,040 "						
		1876	40,000 "						
		1877	29,040 "						
		1878	21,241 52						
		1879	20,000 "						
		1881	46,739 34						
6	Ostende .	1874	507,051 34	1,520,418 59	7,010 64	1,527,429 23	221,334 31	"	221,334 31
		1875	522,899 06						
		1876	410,655 81						
		1877	122,076 91						
		1878	140,932 91						
		1879	5,601 52						
		1881	5,601 52						
7	Tournai .	1876	20,545 "	381,084 90	54,658 38	435,743 28	625,046 12	10,780 84	635,826 96
		1877	54,625 "						
		1878	77,917 89						
		1879	93,091 20						
		1881	59,472 95						
TOTALS			6,962,106 23	6,962,106 23	696,549 88	7,658,656 11	3,359,780 74	743,303 59	4,083,084 35

BALANCE.

Recettes réalisées	fr. 6,962,106 23
Sommes restant à recouvrer à raison des ventes faites	696,549 88
	<hr/>
ENSEMBLE.	fr. 7,658,656 11
Dépenses faites ou engagées.	4,085,084 33
	<hr/>
EXCÉDENT DE L'AVOIR	fr. 3,573,571 78
	<hr/>

BALANCE DES RECETTES ET DES DÉPENSES.

Recettes réalisées	fr. 6,962,106 23
Dépenses faites ou engagées.	4,085,084 33
	<hr/>
EXCÉDENT DES RECETTES.	fr. 2,877,021 90
	<hr/>

SITUATION DES CRÉDITS**VOTÉS POUR L'AMÉNAGEMENT DES TERRAINS MILITAIRES.**

Crédits alloués.	$\left\{ \begin{array}{l} 1^{\text{er}} \text{ juin } 1874 \text{ fr. } 1,485,000 \text{ »} \\ 2 \text{ juillet } 1875 \quad 800,000 \text{ »} \\ 15 \text{ avril } 1878 \quad 1,280,000 \text{ »} \\ 28 \text{ juin } 1881 \quad 1,050,000 \text{ »} \end{array} \right\}$	4,615,000 »	
		<hr/>	
		Dépenses faites ou engagées.	4,085,084 33
		EXCÉDENT DES CRÉDITS SUR LES DÉPENSES.	fr. 531,915 67
		<hr/>	

b) Les sommes payées par les puissances, en 1881, sont celles qui suivent :

Suède, 16 ^e annuité.	fr. 56,855 »
Norvège, 16 ^e annuité	105,749 »
Mecklembourg-Schwérin, 11 ^e annuité	28,000 »
	<hr/>
TOTAL.	fr. 170,584 »
	<hr/>

c) Les lois des 4 et 5 juin et du 26 août 1878, ainsi que celles des 17 février, 30 mars, 1^{er} et 8 avril, 24 juin, 28 juillet, 4 et 7 août 1879, ont autorisé le Gouvernement à émettre des titres de la Dette publique, à concurrence d'une somme effective de fr. 142,465,171 95 c^s (*), destinée aux divers travaux publics décrétés par ces lois.

Conformément à l'arrêté royal du 8 janvier 1880 (*Moniteur* n° 9), pris en exécution des mêmes lois, un capital nominal de 154,719,000 francs en Dette à 4 p. % (2^e série) a été négocié au taux de fr. 105 75 c^s pour cent.

La négociation produira une somme de fr. 142,465,342 50 c^s, excédant de fr. 170 57 c^s le

(*) Déduction faite d'une somme de fr. 2,020,345 47 c^s, faisant partie du crédit de 5 millions de francs alloué par la loi du 4 juin 1878 et qui a été comprise dans l'émission de titres 5 p. % faite le 25 janvier 1878.

montant des crédits qu'elle avait pour but de couvrir; cette dernière somme fera l'objet d'une recette accidentelle au profit du Trésor.

Les versements effectués.	{	en 1880 s'élevaient à	fr. 77,594,052 50
		en 1881 —	60,011,510 »

TOTAL. fr. 137,605,562 50

Il restait par conséquent à verser au 1^{er} janvier 1882, pour solder l'emprunt . 4,859,780 »

d) L'article 2 de la loi du 27 mai 1876 autorise l'émission de titres de la Dette publique à 4 p. % en paiement du prix des lignes de chemin de fer énumérées à l'article VII de la Convention-loi des 31 janvier-15 mars 1873.

Cette émission, évaluée au capital nominal de fr. 46,000,000 »
sera ajoutée à l'emprunt de 1871.

Il a été rattaché au compte du Budget de l'exercice 1876.		fr. 7,526,400 »
Au compte du Budget de l'exercice 1877		4,629,000 »
Id.	id.	1878 6,758,900 »
Id.	id.	1879 4,173,700 »
Id.	id.	1880 4,566,100 »
Id.	id.	1881 954,800 »
		<hr/> 28,588,600 »
RESTE A ÉMETTRE.		fr. 17,411,400 »

e) L'article 3 de la loi du 26 juin 1877 autorise l'émission de titres 4 p. %, en paiement du prix des lignes à construire par la Société anonyme de construction de chemins de fer, énumérées dans la convention du 1^{er} juin 1877.

Cette émission, évaluée au capital nominal de fr. 97,170,000 »
sera ajoutée à l'emprunt de 1871.

Il a été rattaché au compte du Budget de l'exercice 1877.		fr. 11,720,500 »
Id.	id.	1878. . 11,250,500 »
Id.	id.	1879. . 16,149,700 »
Id.	id.	1880. . 13,994,200 »
Id.	id.	1881. . 13,895,900 »
		<hr/> 67,010,800 »
RESTE A ÉMETTRE.		fr. 30,159,200 »

f) Par arrêté royal du 10 juin 1878 pris en exécution de la convention du 9 du même mois le Gouvernement est autorisé à émettre des titres 4 p. %, en paiement du prix de la ligne de Battice à Aube, à concurrence d'un capital nominal de fr. 2,610,200 »

Il a été rattaché au compte du Budget de l'exercice 1878.		fr. 205,800 »
Id.	id.	1879. . 417,300 »
Id.	id.	1880. . 1,054,600 »
Id.	id.	1881. . 822,400 »
		<hr/> 2500,700 »
RESTE A ÉMETTRE.		fr. 109,500 »

ANNEXE N° 4.

— —

ÉTAT DE LA SITUATION

DU

BUDGET GÉNÉRAL DES DÉPENSES DE L'EXERCICE 1881,

AU 31 DÉCEMBRE 1881,

COMPRENANT LES TRANSFERTS DES EXERCICES 1877 A 1880.

— — — — —

ÉTAT de la situation du Budget général des dépenses de l'exercice 1881,

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS LÉGISLATIFS.			SOMMES TRANSFÉRÉES DES EXERCICES 1877, 1878, 1879 et 1880. (Art. 30 de la loi de comp- tabilité et 187 de l'arr. royal du 10 déc. 1868.)
	BUDGET primaire.	AUGMENTATION.	DIMINUTION.	
SOMMES TRANSFÉRÉES				
Département des Travaux publics	•	•	•	35,495 90
SOMMES TRANSFÉRÉES				
Département des Travaux publics	•	•	•	17,286 90
— de l'Intérieur	•	•	•	2,500 •
	•	•	•	19,786 90
SOMMES TRANSFÉRÉES				
Département des Travaux publics	•	•	•	41,433 58
— de la Guerre	•	•	•	39,016 30
— de la Justice	•	•	•	1,594 60
	•	•	•	82,044 48
SOMMES TRANSFÉRÉES				
Dettes publiques	•	•	•	105,000 •
Département des Travaux publics	•	•	•	754,397 35
— de la Guerre	•	•	•	131,218 67
— de la Justice	•	•	•	212,318 33
— de l'Intérieur	•	•	•	9,092 30
— de l'Instruction publique	•	•	•	4,109 37
— des Affaires Étrangères	•	•	•	1,000 •
	•	•	•	1,217,136 02

au 31 décembre 1881, comprenant les transferts des exercices 1877 à 1880.

SOMMES inscrites et dont le paiement a été autorisé PAR LA TRÉSORERIE.	RESTANTS disponibles SUR LES CRÉDITS, au 31 décembre 1881.	OBSERVATIONS.
DE L'EXERCICE 1877.		
14,975 75	20,522 17	Transfert approuvé par la Cour des Comptes le 6 décembre 1881.
DE L'EXERCICE 1878.		
•	17,386 90	Transfert approuvé par la Cour des Comptes le 6 décembre 1881.
•	2,500 •	Id. id. id. le 25 décembre 1881.
•	19,786 90	
DE L'EXERCICE 1879.		
882 80	40,550 78	Transfert approuvé par la Cour des Comptes, le 6 décembre 1881.
•	59,016 50	Id. id. id. le 11 novembre 1881.
1,504 60	•	Id. id. id. le 8 novembre 1881.
2,477 40	79,567 08	
DE L'EXERCICE 1880.		
•	105,000 •	Transfert approuvé par la Cour des Comptes le 31 octobre 1881.
197,051 50	557,545 85	Id. id. id. les 22 novembre, 6 et 9 décembre 1881.
14,671 87	116,546 80	Id. id. id. le 17 novembre 1881.
40,751 86	171,566 47	Id. id. id. le 8 novembre 1881.
•	9,092 50	Id. id. id. le 8 novembre 1881.
•	4,109 57	Id. id. id. le 29 novembre 1881.
•	1,000 •	Id. id. id. le 11 novembre 1881.
252,475 25	964,660 79	

ÉTAT de la situation du Budget général des dépenses de l'exercice 1881,

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS LÉGISLATIFS.			
	BUDGET primitif.	AUGMENTATION.	DIMINUTION.	RESTE.
				BUDGET DE
Dette publique	88,130,114 97	»	»	88,130,114 97
Dotations. — Liste civile	5,500,000 »	»	»	5,500,000 »
— S. A. R. le comte de Flandre	200,000 »	»	»	200,000 »
— de S. A. R. la Princesse Stéphanie.	»	250,000 »	»	250,000 »
— Sénat	120,000 »	»	»	120,000 »
— Chambre des Représentants	1,250,000 »	»	»	1,250,000 »
— Cour des Comptes	217,475 »	»	»	217,475 »
Département de la Justice.	15,350,868 »	88,695 90	»	15,419,561 90
— des Affaires Étrangères	2,315,935 »	»	»	2,315,935 »
— de l'Intérieur	9,937,809 »	»	»	9,937,809 »
— des Travaux publics	92,444,963 »	400,000 »	»	92,844,963 »
— de la Guerre	44,297,925 »	»	»	44,297,925 »
— des Finances	15,452,010 »	76,567 89	»	15,508,577 89
Non-Valeurs et remboursements	1,322,000 »	34,000 »	»	1,356,000 »
Département de l'Instruction publique	18,501,872 »	513,526 90	»	18,815,598 90
Gendarmerie	3,420,600 »	»	»	3,420,600 »
TOTAL. fr.	296,219,571 97	1,162,586 69	»	297,382,160 66

au 31 décembre 1881, comprenant les transferts des exercices 1877 à 1880.

SOMMES inscrites et dont le paiement a été autorisé PAR LA TRÉSORERIE.	RESTANTS disponibles SUR LES CRÉDITS au 31 décembre 1881	OBSERVATIONS.
--	--	---------------

L'EXERCICE 1880.

74,585,111 45	13,745,003 52	A	
3,300,000 .	.		
200,000 .	.		
250,000 .	.		
60,000 .	60,000 .	B.	
1,154,719 06	115,280 94		
210,418 47	7,056 53		
12,658,930 10	2,760,622 80	C.	Voir d'autre part
2,087,848 77	226,086 25	D.	
7,148,092 18	2,789,716 82	E.	
35,514,016 03	57,530,946 97	F.	
43,629,837 26	668,087 74	G.	
2,130,201 54	13,378,176 35	H.	
496,119 14	859,880 86	I.	
16,827,192 02	1,988,206 88	J.	
3,405,394 78	15,205 22	K.	
203,437,889 80	93,944,270 86		

OBSERVATIONS.

A. Le Budget de la Dette publique est fixé, par la loi du 30 décembre 1880,	
<i>Moniteur</i> du 31, n° 366, à	fr. 88,150,114 97
<hr/>	
B. Le Budget des Dotations est fixé, par la loi du 30 décembre 1880,	
<i>Moniteur</i> du 31, n° 366, à	fr. 5,087,475 »
Par la loi du 9 avril 1881, <i>Moniteur</i> du 13, n° 105, un crédit qui formera l'article 2 ^{bis} du Budget des Dotations de l'exercice 1881, est mis à la disposition du Ministre des Finances pour payer la dot de S. A. R. M ^{me} la princesse Stéphanie, conformément au traité du 30 juillet 1880, ci.	
	250,000 »
<hr/>	
ENSEMBLE.	fr. 5,337,475 »
<hr/>	
C. Le Budget du Département de la Justice est fixé, par la loi du 8 avril 1881,	
<i>Moniteur</i> du 12, n° 102, à	fr. 15,530,868 »
Par la loi du 15 août 1881, <i>Moniteur</i> du 18 n° 280, ce Budget est augmenté de fr. 88,693 90 ^c , formant un chapitre XIII nouveau, destiné à liquider des dépenses se rapportant à des exercices clos, ci.	
	88,693 90
<hr/>	
ENSEMBLE.	fr. 15,419,561 90
<hr/>	
D. Le Budget du Département des Affaires Étrangères est fixé, par la loi du 24 juin 1881, <i>Moniteur</i> du 28, n° 179.	
E. Le Budget du Département de l'Intérieur est fixé, par la loi du 7 avril 1881, <i>Moniteur</i> du 9, n° 99.	
F. Le Budget du Département des Travaux publics est fixé, par la loi du 25 juin 1881, <i>Moniteur</i> du 28, n° 179, à	
	fr. 92,444,963 »
Par la loi du 14 août 1881, <i>Moniteur</i> des 16/17, n ^{os} 228/229, un crédit de 400,000 francs à porter, comme charge extraordinaire à l'article 72, est alloué à ce Budget pour dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement du matériel, ci	
	400,000 »
<hr/>	
ENSEMBLE.	fr. 92,844,963 »
<hr/>	
G. Le Budget du Département de la Guerre est fixé, par la loi du 8 avril 1881, <i>Moniteur</i> du 13, n° 105.	

H. Le Budget du Département des Finances est fixé, par la loi du 30 décembre 1881, <i>Moniteur</i> du 31, n° 366, à fr.	15,432,010 »
Par la loi du 28 juin 1881, <i>Moniteur</i> du 1 ^{er} juillet, n° 182, ce Budget est augmenté d'un crédit supplémentaire, à répartir entre divers articles, ci.	76,567 89
	<hr/>
ENSEMBLE. . . . fr.	15,508,577 89
	<hr/>
I Le Budget des Non-Valeurs et Remboursements est fixé, par la loi du 30 décembre 1880, <i>Moniteur</i> du 31, n° 366, à fr.	1,322,000 »
Par la loi du 24 juillet 1881, <i>Moniteur</i> du 27, n° 208, il a été alloué un crédit supplémentaire à rattacher à l'article 8 de ce Budget, ci . . .	54,000 »
	<hr/>
ENSEMBLE. . . . fr.	1,356,000 »
	<hr/>
J. Le Budget du Département de l'Instruction publique est fixé, par la loi du 14 avril 1881, <i>Moniteur</i> du 16, n° 146, à fr.	18,501,872 »
Par la loi du 1 ^{er} août 1881, <i>Moniteur</i> du 3, n° 215, il a été alloué à ce Budget un crédit supplémentaire, à répartir entre les articles 2, 46 et 29 ^{bis} , ci	313,526 90
	<hr/>
ENSEMBLE. . . . fr.	18,815,598 90
	<hr/>
K. Le Budget de la Gendarmerie est fixé, par la loi du 30 décembre 1880, <i>Moniteur</i> du 1 ^{er} janvier 1881, n° 1.	

(46)

ANNEXE N° 5.

ÉTAT

DES

CRÉDITS ALLOUÉS POUR DES SERVICES SPÉCIAUX.

Situation au 1^{er} janvier 1882.

ÉTAT des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1882.
		1879 ET ANNÉES antérieures.	1880.	1881.	
Ministère de la Justice.					
A. Constructions et améliorations. — Bâtiments civils.					
Loi du 6 mai 1877. { Acquisition du dépôt de mendicité d'Hoog- straeten 65,000 »					
{ Excédent de crédit sans emploi, à annuler 2,175 45					
Reste . . . fr. 62,824 57	62,824 57	62,824 57	»	»	»
Agrandissement de la maison pénitentiaire de Namur; agrandissement des maisons d'arrêt de Charleroi et de Courtrai. (Loi du 21 mai 1878.)	100,000 »	66,694 49	25,229 03	8,076 48	»
Continuation des travaux du nouveau Palais de Justice à Bruxelles. (Loi du 26 août 1878.)	1,800,000 »	1,800,000 »	»	»	»
Même objet. (Loi du 1 ^{er} avril 1879.)	1,500,000 »	1,500,000 »	»	»	»
Id. (Loi du 24 juin 1879.)	1,000,000 »	1,000,000 »	»	»	»
Ameublement des nouveaux locaux de la cour mili- taire. (Loi du 29 juillet 1879.)	50,127 75	50,127 75	»	»	»
Continuation des travaux du nouveau Palais de Jus- tice en construction. (Loi du 7 août 1879.)	2,200,000 »	1,593,451 78	606,548 22	»	»
Frais d'expropriation des bâtiments de l'asile des hommes aliénés à Froidmont et de quelques par- celles de terre. (Loi du 1 ^{er} avril 1879.)	50,000 »	»	»	»	50,000 »
Continuation des travaux du nouveau Palais de Justice en construction à Bruxelles. (Loi du 26 avril 1880.)	4,000,000 »	»	2,308,656 07	1,191,343 93	»
Construction d'un établissement d'aliénés, à Tournai. (Loi du 2 avril 1881.)	600,000 »	»	»	215,847 35	384,152 65
Continuation des travaux du Palais de Justice en con- struction, à Bruxelles. (Loi du 30 juillet 1881.)	5,000,000 »	»	»	1,744,900 87	1,255,099 13
	14,342,952 52	6,053,098 59	3,440,433 32	3,160,168 63	1,689,251 78
B. Divers					
Crédit pour pourvoir au rapatriement d'émigrants russes revenant du Brésil (Loi du 11 avril 1879) 25,000 »					
Excédent de crédit sans emploi, à an- nuler 6,009 27					
Reste . . . fr. 18,990 73	18,990 73	18,990 73	»	»	»
	18,990 73	18,990 73	»	»	»

Suite de l'état des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices			RESTE disponible au 1 ^{er} Janvier 1882.
		1879 ET ANNÉES antérieures.	1880.	1881	
Ministère des Affaires Étrangères.					
A. Constructions et améliorations. — Bâtiments civils.					
Acquisition et appropriation d'un immeuble situé rue des Augustins, à Bruxelles et destiné à l'installation d'un musée commercial. (Loi du 20 avril 1881).	515,937 58	•	•	251,505 63	64,631 05
Ministère de l'Intérieur.					
A. Constructions et améliorations. — Bâtiments civils.					
Continuation des travaux de construction et d'ameublement du palais du Roi. (Loi du 27 juillet 1871, § 34.)	750,000 »	750,000 »	•	•	•
Appropriation et ameublement des locaux de l'orphelinat des « Kuldere » à Gand (Loi du 14 mars 1874, § 2.)	22,100 »	19,165 26	2,956 74	•	•
Achat d'un local pour les archives nationales. (Loi du 17 juillet 1877, § 1.)	1,000,000 »	1,000,000 »	•	•	•
Installation des Académies au palais Ducal; matériel pour les collections de la Bibliothèque royale (Loi du 27 juillet 1877.)	55,985 »	52,732 69	2,751 71	480 60	•
Installation des Académies dans les locaux du Palais de la rue Ducal. (Loi du 4 juin 1878.)	78,800 »	56,518 18	15,482 58	10,567 58	10,251 86
Ameublement de la nouvelle salle de lecture à la Bibliothèque royale. (Loi du 4 août 1879)	4,500 »	•	4,500 »	•	•
Renouvellement d'une partie du mobilier de l'hôtel provincial à Mons	20,000 »	15,707 20	6,292 80	•	•
Renouvellement du mobilier de l'hôtel du gouverneur de la province de la Flandre occidentale.	55,000 »	•	•	•	•
Loi du 4 août 1879. Excédent de crédit sans emploi, à annuler	2 90	•	•	•	•
RESTE. . . fr.	54,997 10	9,585 82	25,415 28	•	•
Renouvellement d'une partie du mobilier de l'hôtel provincial à Arlon	4,000 »	•	•	•	•
Excédent de crédit sans emploi, à annuler	• 96	•	•	•	•
RESTE. . . fr.	3,999 04	•	3,999 04	•	•
Ameublement des salons de l'hôtel provincial à Liège	10,000 »	•	9,468 »	532 »	•
A REPORTER. . . fr.	1,980,581 14	1,881,725 15	70,845 95	17,580 18	10,251 86

Suite de l'ÉTAT des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices.			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1882.	
		1879 ET ANNÉES antérieures.	1880.	1881.		
REPORT. . . . fr.	1,980,381 14	1,881,725 15	70,845 95	17,580 18	10,231 86	
Ministère de l'Intérieur (suite).						
A. Constructions et améliorations. — Bâtimens <i>civils</i> (suite).						
Loi du 25 mai 1880.	Ameublement et installation des bureaux dans les nouveaux locaux et renouvellement d'une partie du mobilier de l'hôtel du Ministre. . .	110,000 »	»	38,733 68	57,631 93	13,634 39
	Renouvellement d'une partie du mobilier de l'hôtel provincial à Mons	50,000 »	»	»	50,000 »	»
	Renouvellement d'une partie du mobilier de l'hôtel provincial à Gand.	31,150 »	»	»	»	»
	Excédent de crédit sans emploi, à annuler.	12 15	»	»	»	»
	RESTE. . . . fr.	31,137 87	»	29,124 57	2,015 50	»
Ameublement des bureaux de l'administration provinciale de la Flandre occidentale. (Loi du 25 août 1880.)	12,000 »	»	3,243 »	7,426 74	1,330 26	
Acquisition de l'Institut agricole de Gembloux (Loi du 18 juin 1881.)	1,139,000 »	»	»	1,156,678 10	2,321 90	
	3,502,519 01	1,881,725 15	141,945 »	1,251,530 45	27,518 41	
B. Subsidés et services divers.						
Subsidés destinés à des travaux d'amélioration du régime de la Vesdre et de la Mandel, dans un intérêt industriel et hygiénique. (Art 1 ^{er} .) (Loi du 8 septembre 1859 et arrêtés royaux du 26 décembre 1861, n° 1, et du 5 novembre 1862, n° 3, § 19.)	500,000 »	355,112 55	»	»	144,887 45	
Frais relatifs à l'enquête hygiénique et récompenses à décerner à l'occasion de l'épidémie du choléra de 1866. (Loi du 6 juin 1867.)	100,000 »	83,594 85	»	»	16,405 15	
Subsidés pour construction et ameublement de maisons d'école. (Loi du 14 août 1875, art. 1 ^{er} .)	20,000,000 »	19,872,635 79	»	70,600 »	56,764 21	
Subsidés pour construction et ameublement de maisons d'école. (Loi du 4 juin 1878.)	2,000,000 »	1,775,100 »	224,900 »	»	»	
Travaux de voirie vicinale, d'assainissement et d'amélioration des cours d'eau non navigables ni flottables. (Loi du 4 août 1879.)	2,000,000 »	127,351 08	376,847 »	338,547 »	1,157,274 92	
Subsidés pour construction et ameublement de maisons d'école (Loi du 27 août 1880.)	2,500,000 »	»	1,325,650 »	630,900 »	345,450 »	
	26,000,000 »	22,213,774 27	1,925,397 »	1,040,047 »	1,720,781 73	

Suite de l'ÉTAT des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1882.
		1879 ET ANNÉES antérieures.	1880.	1881.	
Ministère de l'Intérieur (suite).					
C. Objets d'art et de science.					
Acquisitions pour la galerie des plâtres du Musée royal de peinture et de sculpture. (Loi du 2 juin 1861, § 2.)	25,000 »				
Excédent de crédit sans emploi, à annuler	55 »				
RESTE. . . fr.	24,945 »	18,000 »	6,945 »		
Acquisition d'œuvres d'art destinées aux Musées royaux de peinture et de sculpture de l'État. (Loi du 16 août 1873, art. 1 a)	200,000 »	195,120 »	3,157 »		1,723 »
Dépenses d'ameublement, frais d'emballage et de transport, etc., des collections provenant de la donation faite par M. Demeester de Ravenstein. (Loi du 21 décembre 1874)	40,000 »	33,749 06	2,253 »	395 .	3,602 94
Loi du 24 mai 1876. {	5 ^o Acquisition d'œuvres d'art destinées aux Musées royaux de peinture et de sculpture	100,000 »	»	»	100,000 »
	4 ^o Acquisition d'objets d'art et d'archéologie pour le Musée royal d'armures et d'antiquités	25,000 »			
	Excédent de crédit sans emploi, à annuler	5 25			
RESTE. . . fr.	24,994 75	22,889 75.	2,105 .		
Acquisition d'instruments pour l'Observatoire royal (Loi du 29 mars 1877.)	341,700 »	149,750 30	76,269 31	57,085 02	58,505 37
Achat de bocaux et autres objets nécessaires au classement de la collection des produits médicamenteux faite par feu Van Martius et acquise par le Gouvernement (Loi du 25 avril 1878.)	12,000 »	12,000 »	»	»	»
Loi du 4 août 1879 {	Bibliothèque royale; acquisition des manuscrits délaissés par feu M. Altmeyer	12,000 »	12,000 »	»	»
	Acquisitions faites pour la Bibliothèque royale en 1878 et à faire en 1879.	11,000 »			
	Excédent de crédit sans emploi, à annuler	1 34			
RESTE. . . fr.	10,998 66	10,948 06	50 60		
Musée royal de peinture; acquisition d'aquarelles et de dessins de feu Mardou	6,991 50				
Excédent de crédit sans emploi, à annuler	1 »				
RESTE. . . fr.	6,990 50	6,990 50	»	»	»
A REPORTER. . . fr.	773,628 91	454,457 17.	97,770 41	57,480 02	163,921 31

Suite de l'ÉTAT des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices.			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1882.
		1879 ET ANNÉES antérieures.	1880.	1881.	
REPORT. . . . fr.	773,628 91	454,457 17	97,770 41	57,480 02	165,921 31
Ministère de l'Intérieur (suite).					
C. Objets d'art et de science (suite).					
Acquisition d'œuvres destinées à compléter les collections de la Bibliothèque royale	25,000 »				
Excédent de crédit sans emploi, à annuler	» 05				
RESTE. . . . fr.	24,999 95	•	21,035 50	5,964 45	•
Acquisition d'œuvres d'art et d'archéologie pour le Musée royal d'armures et d'antiquités	10,000 »				
Excédent de crédit sans emploi, à annuler	» 55				
RESTE. . . . fr.	9,999 47	•	9,692 47	507 »	•
Acquisition de la collection d'instruments de musique de M. Tolbecque	30,000 »	•	30,000 »	•	•
Acquisition d'une partie de la bibliothèque entomologique de M. Weyers	8,000 »	•	8,000 »	•	•
Extraction, solidification et montage d'ossements fossiles découverts à Bernissart (Loi du 30 juin 1881)	25,000 »	•	•	15,373 58	9,626 42
Acquisition d'objets d'art ancien de la collection Disch, à Cologne, pour le Musée royal d'armures et d'antiquités.	6,000 »				
Excédent de crédit sans emploi, à annuler	38 75				
RESTE. . . . fr.	5,961 25	•	•	5,961 25	•
Acquisition d'une collection de Carculionides destinée au Musée royal d'histoire naturelle.	12,000 »	•	•	12,000 »	•
Acquisition d'un nouvel Orgue, pour le palais des Beaux-Arts	50,000 »	•	•	20,000 »	30,000 »
	939,589 58	454,457 17	166,498 38	115,086 30	203,547 73
D. Recensements et divers.					
Dépenses de la révision de la pharmacopée officielle. (Loi du 28 décembre 1875.)	5,000 »	5,000 »	•	•	•
A REPORTER. . . . fr.	5,000 »	5,000 »	•	•	•

Loi du 25 mai 1880.

Loi du 20 août 1881.

Suite de l'ÉTAT des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachés aux Budgets des exercices			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1881.
		1879 ET ANNÉES antérieures.	1880.	1881.	
REPORT. . . . fr.	5,000 »	5,000 »	»	»	»
Ministère de l'Intérieur (suite).					
D. Recensements et divers (suite).					
Frais du dénombrement de la population au 31 décembre 1876. (Loi du 24 mai 1876, Art. 1, 1 ^{er}).	125,000 »				
Excédent de crédit sans emploi, à annuler	» 04				
RESTE . . . fr.	124,999 96	124,999 96	5,000 »	764 10	»
Confection des tables des anciens registres paroissiaux. (Loi du 29 mars 1877).	100,000 »				
Excédent de crédit sans emploi, à annuler	» 82				
RESTE . . . fr.	99,996 18	99,996 18	»	»	»
Frais de publication de l'exposé de la situation du royaume de 1861 à 1875 (Loi du 27 juillet 1877).	25,000 »	15,682 57	6,727 57	2,590 26	»
Premiers frais de la commission des fêtes de 1880. (Loi du 4 juin 1878)	10,000 »	9,648 55	351 45	»	»
Célébration du 50 ^e anniversaire de l'indépendance nationale. (Loi du 4 août 1879).	4,847,000 »	150,855 30	4,235,178 15	478,846 74	4,119 85
Révision de la pharmacopée officielle. (Loi du 4 août 1879).	4,000 »	2,500 »	800 »	700 »	»
Confection des tables des anciens registres paroissiaux. (Loi du 15 mai 1880)	100,000 »	»	49,020 10	40,110 50	10,869 40
Le 29 mars 1880. {	Restitution aux fonds dits : des prélèvements communaux de la Flandre occidentale	15,362 56	»	15,362 56	»
	Recensement décennal de la population à opérer au 31 décembre 1880	900,000 »	»	32,932 09	246,542 10
Célébration du cinquantième anniversaire de l'indépendance nationale. (Loi du 28 août 1880.)	1,700,000 »	»	732,561 42	961,947 66	5,490 92
Confection des tables décennales des actes de l'état civil. Période de 1871 à 1880. (Loi du 20 août 1881.)	43,150 »	»	»	2,757 »	40,395 »
Armement et équipement de la garde civi qe. (Loi du 23 août 1881).	1,100,000 »	»	»	»	1,100,000 »
	8,974,508 70	384,918 26	5,073,933 12	1,734,058 36	1,781,598 96

Suite de l'état des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices.			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1881.
		1879 ET ANNÉES antérieures.	1880.	1881.	
Ministère de l'Intérieur (suite).					
E. Expositions.					
Participation des producteurs belges à l'Exposition de Paris en 1878. (Loi du 17 juillet 1877.) . . .	870,000 »	870,000 »	»	»	»
Bourses de voyage pour permettre à des artisans de visiter l'Exposition de Paris. (Loi du 28 août 1878.)	40,000 »	40,000 »	»	»	»
Exposition internationale de Sidney. (Loi du 8 avril 1879.)	100,000 »	64,472 52	34,788 25	721 45	17 78
Loi du 4 août 1879. {	Exposition de Philadelphie.	5,028 90	5,028 90	»	»
	Exposition de Paris	115,000 »	103,688 87	11,311 15	»
	Bourses de voyage pour visiter l'Exposition de Paris	14,995 »	14,995 »	»	»
Participation des producteurs belges à l'Exposition de Melbourne (Loi du 16 mars 1880.)	100,000 »	»	20,842 84	58,357 25	20,919 91
Participation des industriels et des artistes belges à l'Exposition universelle de Paris. (Loi du 25 mai 1880.)	5,000 »	»	5,000 »	»	»
Participation des producteurs belges à l'Exposition internationale d'électricité de Paris, en 1881. (Loi du 9 avril 1881.)	50,000 »	»	»	10,000 »	40,000 »
	1,300,023 90	1,098,185 29	71,942 22	68,958 70	60,937 69
Ministère de l'Instruction publique.					
A. Constructions et améliorations. — Bâtimens civils.					
Construction et ameublement des écoles normales de Liège et de Mons. (Loi du 27 mai 1876.)	503,500 »				
Excédent de crédit sans emploi, à annuler	62 73				
RESTE. . . fr. 503,437 27	503,437 27	502,499 77	937 50	»	»
Travaux à l'école normale de Liège. (Loi du 29 mars 1877.)	21,000 »				
Excédent de crédit sans emploi, à annuler	3 37				
RESTE. . . fr. 20,996 63	20,996 63	18,505 88	»	2,490 75	»
A REPORTER . . . fr.	524,433 90	521,005 65	937 50	2,490 75	»

Suite de l'ÉTAT des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1882.
		1879 ET ANNÉES suivantes.	1880.	1881.	
REPORT. . . . fr.	524,433 90	521,005 65	937 50	2,490 75	•
Ministère de l'Instruction publique (suite).					
A. Constructions et améliorations. — Bâtiments civils (suite).					
Construction et ameublement de maisons d'école. (Loi du 4 juin 1878.)	4,000,000 •	3,927,473 39	72,326 61	•	•
Ameublement et installation du Ministère de l'Instruc- tion publique. (Loi du 28 juillet 1879.) 186,000 •					
Excédent de crédit sans emploi, à an- nuler. 6 26					
RESTE. . . . fr. 185,993 74	185,993 74	171,548 87	12,390 63	2,054 24	•
Loi du 4 août 1879. Universités de l'État; amélioration et construc- tion de locaux; installations matérielles	4,500,000 •	•	69,078 68	210,259 25	4,220,662 07
Loi du 4 août 1879. Écoles normales primaires et sections normales de l'État déjà existantes; amélioration de locaux	565,000 •	75,000 •	118,923 26	187,957 20	185,119 54
Loi du 23 août 1880. Organisation matérielle de l'enseignement nor- mal primaire	964,421 62	•	714,445 14	157,497 56	112,481 12
Loi du 23 août 1880. Ameublement et installation du Ministère de l'Instruction publique	197,000 •	•	157,150 45	5,775 50	34,094 05
Loi du 23 août 1880. Appropriation des locaux des sections normales d'enseignement moyen à Bruges et à Ni- velles 6,800 •					
Loi du 23 août 1880. Excédent de crédit sans emploi, à annuler. 20 •					
Loi du 23 août 1880. RESTE. . . . fr. 6,780 •	6,780 •	•	•	6,780 •	•
Loi du 23 août 1880. Projets de plans-types pour la construc- tion d'athénées, de collèges et d'écoles- moyennes 6,000 •					
Loi du 23 août 1880. Excédent de crédit sans emploi, à annuler 77 •					
Loi du 23 août 1880. RESTE. . . . fr. 5,923 •	5,923 •	•	4,823 •	1,100 •	•
Loi du 23 août 1880. Construction et ameublement de sections prépa- ratoires d'écoles moyennes	520,000 •	•	•	207,006 15	112,993 87
Loi du 27 août 1880. Construction et ameublement de maisons d'écoles. (Loi du 27 août 1880.) 4,665,865 43					
Excédent de crédit sans emploi, à an- nuler 50 05					
RESTE. . . . fr. 4,665,815 38	4,665,815 38	•	3,288,574 78	1,375,240 60	•
	15,933,367 64	4,693,027 01	4,438,828 05	2,136,161 03	4,665,350 65

Suite de l'état des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1882.
		1879 ET ANNÉES antérieures.	1880.	1881.	
Ministère de l'Instruction publique (suite).					
B. Divers.					
Pensions des professeurs et instituteurs. (Loi du 4 juin 1878.)	489,776 35	415,812 36	633 41	55 89	73,275 19
Bibliothèque de l'Université de Liège. (Loi du 15 août 1879.)	20,000 »	»	20,000 »	»	»
Création d'une bibliothèque centrale. (Loi du 18 mai 1880.)	40,000 »	»	1,857 50	5,155 60	52,988 90
Avances aux instituteurs communaux des sommes dues pour traitements en cas de refus de paiement des communes. (Loi du 25 août 1880.) 500,000 »					
Excédent de crédit sans emploi, à annuler.	378 87				
RESTE. . . fr. 409,621 13	499,621 13	»	251,526 95	268,094 18	»
Frais du concours ouvert entre les instituteurs pour l'étude des sciences naturelles dans les écoles primaires communales	7,000 »	»	8 60	6,759 01	252 39
Frais des cours normaux temporaires institués pour la préparation de maitresses d'écoles gardiennes 15,000 »					
Excédent de crédit sans emploi, à annuler	42 15				
RESTE. . . fr. 14,957 85	14,957 85	»	14,957 85	»	»
Cours normal temporaire de dessin pour les membres du personnel enseignant des écoles communales et des écoles normales primaires	15,000 »	»	»	»	15,000 »
Frais des concours entre les écoles d'adultes de la province de Namur 5,000 »					
Excédent de crédit sans emploi, à annuler.	» 70				
RESTE. . . fr. 2,999 50	2,999 50	»	2,703 50	296 »	»
Avances aux instituteurs communaux des sommes dues pour traitements en cas de refus de paiement des communes. (Loi du 1 ^{er} août 1881.)	500,000 »	»	»	47,000 »	453,000 »
Ministère des Travaux publics.	1,589,354 83	415,812 36	271,687 61	527,358 38	574,406 48
A. Constructions et améliorations. — Bâtiments civils.					
Érection d'un monument à feu S. M. le Roi Léopold I ^{er} . (Loi du 29 mai 1866)	1,000,000 »	1,000,000 »	»	»	»
A REPORTER. . . fr.	1,000,000 »	1,000,000 »	»	»	»

Suite de l'état des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1882.
		1879 ET ANNÉES antérieures.	1880.	1881.	
REPORT. . . fr.	1,000,000 "	1,000,000 "	"	"	"
Ministère des Travaux publics (suite).					
A. Constructions et améliorations. — Bâtimens civils (suite).					
Construction d'un hôtel pour la direction des contributions, à Gand. (Loi du 16 août 1875, § 9.)	160,000 "				
Excédent de crédit sans emploi, à annuler	1,315 51				
RESTE. . . fr.	158,686 69	158,600 69	86 "	"	"
Prix stipulé au profit de la ville de Bruxelles par la convention du 10 juin 1874 (<i>Hôtel central des postes</i>). (Loi du 19 février 1875, 2 ^o .)	10,000 "	10,000 "	"	"	"
Construction d'une école normale à Bruges. (Loi du 9 juillet 1875, § 8.)	200,000 "	200,000 "	"	"	"
Loi du 27 mai 1876. § 5. Monument de S. M. Léopold I ^{er} et parc à Laeken. Dernier crédit	1,000,000 "	565,457 52	545,126 06	40,218 40	49,198 22
Loi du 27 mai 1876. § 11. Continuation des travaux de restauration et d'amélioration du palais des princes-évêques de Liège	200,000 "	89,605 78	108,005 21	2,589 01	"
Loi du 17 juillet 1877. § 1. Construction de l'édifice destiné aux expositions des beaux-arts à Bruxelles	1,000,000 "	1,000,000 "	"	"	"
Loi du 17 juillet 1877. § 3. Construction d'un nouvel Hôtel des Monnaies.	500,000 "	500,000 "	"	"	"
Loi du 17 juillet 1877. § 5. Construction d'un bâtiment pour le service du <i>Moniteur belge</i>	500,000 "				
Excédent de crédit sans emploi, à annuler	14 51				
RESTE. . . fr.	299,985 69	299,062 76	922 95	"	"
Loi du 5 juin 1878. § 6. Agrandissement du Palais de la Nation et des Ministères	500,000 "	500,000 "	"	"	"
Construction du nouvel Hôtel des Monnaies	250,000 "	107,026 87	142,975 15	"	"
Salle d'exposition des beaux-arts.	900,000 "	592,425 71	507,576 29	"	"
Agrandissement du Palais de la Nation et des Ministères	1,000,000 "	999,959 22	40 78	"	"
Écoles normales de Bruges et de Gand	500,000 "	140,175 64	159,824 56	"	"
Construction d'une habitation pour le directeur du Conservatoire	100,000 "	100,000 "	"	"	"
Appropriation du Palais de Justice d'Anvers au service de la poste.	77,000 "	77,000 "	"	"	"
Érection d'un monument à l'ancien Champ de manœuvres. (Loi du 8 avril 1879.)	1,800,000 "	977,769 17	414,464 07	156,667 71	251,099 05
A REPORTER. . . fr.	9,295,672 58	7,117,081 16	1,679,018 85	199,275 12	500,297 27

Suite de l'état des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1882.	
		1879 ET ANNÉES antérieures.	1880.	1881.		
REPORT. fr	0,205,672 58	7,117,081 16	1,679,018 85	109,275 12	500,297 27	
Ministère des Travaux publics (suite).						
A. Constructions et améliorations. — Bâtiments civils (suite).						
Loi du 4 août 1879.	Agrandissement du Palais de la Nation et des Ministères. Transfert du Ministère des Tra- vaux publics	2,000,000 »	966,935 52	518,599 55	514,416 95	•
	Pavillon de Tervueren. Travaux de conserva- tion	100,000 »	»	25,176 95	»	74,823 77
	Palais des beaux-arts	1,155,000 »	»	447,402 75	214,734 18	470,865 07
	École normale de Bruges	950,000 »	»	150,226 55	356,801 50	462,972 15
	École normale de Gand.	950,000 »	»	508,094 50	229,852 14	212,055 56
	Conservatoire. Habitation du directeur et du secrétaire	80,000 »	26,579 08	56,658 24	16,782 68	•
	Conservatoire de Liège	200,000 »	•	•	•	200,000 •
	Transfert du Musée d'histoire naturelle dans les bâtiments du Jardin Zoologique	250,000 »	1,548 50	1,914 90	1,277 50	245,259 10
	Construction de l'Hôtel des Monnaies	585,000 »	•	158,589 15	212,817 95	55,792 90
	Restauration du palais des princes-évêques	400,000 »	•	•	150,656 27	269,565 75
	Hôtel du gouvernement provincial à Bruges, reconstruction des bâtiments incendiés	210,000 »	14,741 57	82,293 82	15,946 10	97,018 42
	Construction d'une prison cellulaire à St-Gilles. Bureau principal des postes et télégraphes à Bruxelles	1,500,000 »	•	661,784 75	858,215 25	•
	Déplacement de l'Observatoire royal de Bru- velles	1,200,000 »	•	5,101 68	2,187 50	1,194,710 82
Nouvel hôtel des postes à Anvers. 12,000 »	1,000,000 »	•	671 80	8,170 40	991,157 80	
Excédent de crédit sans emploi, à annuler 155 42	155 42	•	•	•	•	
RESTE. fr. 11,844 58	11,844 58	8,058 55	3,806 25	•	•	
Loi du 27 août 1880.	Amélioration et construction de locaux pour l'enseignement normal primaire	500,000 »	•	•	41,785 55	458,214 65
	Agrandissement et reconstruction partielle de l'école normale des humanités, à Liège	450,000 »	•	88,000 •	29,772 70	532,227 50
A REPORTER. fr	20,615,516 96	8,154,952 16	4,325,158 58	2,812,671 68	5,342,754 54	

Suite de l'état des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1882.
		1879 ET ANNÉES antérieures.	1880.	1881.	
Report. . . fr.	20,615,516 96	8,154,953 16	4,525,158 58	2,812,671 68	5,542,754 54
Ministère des Travaux publics (suite).					
A. Constructions et améliorations. — Bâtiments civils (suite).					
Hôtel du gouvernement provincial à Bruges, reconstruction des bâtiments incendiés, con- struction de locaux pour les ponts et chaus- sées.	500,000 "	"	"	"	500,000 "
Construction d'un nouvel hôtel pour le gou- vernement provincial, à Hasselt.	100,000 "	"	"	"	100,000 "
Prison cellulaire, à St-Gilles-lez-Bruxelles. . .	500,00 "	"	"	484,474 77	15,525 25
École de médecine vétérinaire de l'État, à Cureghem; reconstruction de murs de sou- tènement le long de la Senne	120,000 "	"	"	222 "	119,778 "
Conservatoire royal de musique à Bruxelles, travaux supplémentaires	24,000 "	"	"	10,856 86	15,143 14
Agrandissement du palais de la Nation et des Ministères	1,200,000 "	"	"	1,057,891 96	162,108 04
Enseignement normal primaire:					
A. — École normale de Bruges	550,000 "	"	"	"	550,000 "
B. — École normale de Gand	160,000 "	"	"	"	160,000 "
C. — Écoles normales et sections primaires existantes; construction et ameublement. . .	1,187,200 "	"	"	"	1,187,200 "
Construction ou agrandissement de bureaux de poste	550,000 "	"	"	1,987 97	548,012 05
Création et extension de bureaux télégra- phiques; établissement de lignes nouvelles, etc.	211,000 "	"	"	164,005 47	46,996 55
	25,517,716 96	8,154,952 16	4,525,158 58	4,512,108 71	8,545,517 51
B. Chemins de fer.					
Construction à Courtrai d'une remise pour 6 loco- motives. (Loi du 5 juin 1868, § 22).	55,000 "	"	"	"	55,000 "
Outillage des ateliers et des stations, et achat d'un ma- tériel perfectionné pour le chargement et le déchar- gement des marchandises. (Loi du 2 mars 1872, 5 ^o .)	1,500,000 "	1,500,000 "	"	"	"
Raccordement des stations des Guillemins et Vive- gnis à Liège. (Loi du 16 août 1875, § 27.) . . .	2,500,000 "	2,294,618 48	5,581 52	"	"
Loi du 1 ^{er} } § 1. Chemin de fer de Bruxelles à Luttre. juin 1874. } § 2. Chemin de fer du Luxembourg .	4,000,000 "	4,000,000 "	"	"	"
	4,500,000 "	4,500,000 "	"	"	"
A REPORTER. . . fr.	12,155,000 "	12,094,618 48	5,581 52	"	55,000 "

Suite de l'ÉTAT des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1883.
		1879 ET ANNÉES antérieures.	1880.	1881.	
REPORT. . . . fr.	12,155,000	12,094,618 48	5,581 52	°	55,000 °
Ministère des Travaux publics					
(suite).					
—					
B. Chemins de fer (suite).					
Loi du 9 juill. 1875. { § 21. Chemin de fer de ceinture à Gand.	515,000 °	499,595 05	425 55	749 15	14,252 51
{ § 22. Chemin de fer d'Ath à Blaton. . .	687,000 °	686,994 37	5 65	°	°
Travaux d'extension. Plus-value des rails d'acier et des longrines de fer à mettre en œuvre pour le renouvellement de la voie. (Loi du 27 mai 1876) § 22.	8,220,000 °	8,220,000 °	°	°	°
Capital nominal des titres de la Dette publique à 4 p. % à créer en vertu de la loi du 27 mai 1876. (Lignes dans le Luxembourg.)	46,000,000 °	25,087,700 °	4,566,100 °	954,800 °	17,411,400 °
Capital nominal des titres de la Dette publique à 4 p. % à créer en vertu de la loi du 19 décembre 1876. (Chemin de fer de Tirlemont à la ligne d'An- vers vers Gladbach et de Tongres à Neerlinter.) . .	14,250,000 °	15,751,900 °	°	°	498,100 °
Capital nominal des titres de la Dette publique à 4 p. % à créer en vertu de la loi du 26 juin 1877. (Lignes à construire par la Société anonyme de construction de chemins de fer, convention-loi des 25 avril/5 juin 1870).	97,170,000 °	59,120,700 °	15,994,200 °	15,895,900 °	50,159,200 °
Capital nominal des titres de la Dette publique à 4 p. % à créer en vertu de la loi du 9 juin 1878. (Chemin de fer de Battice à Aube)	2,610,200 °	623,700 °	1,054,600 °	822,400 °	109,500 °
L. 17 juillet 1877. { Chemin de fer de Blaton à Ath.	450,000 °	584,078 15	5,011 14	41,861 86	1,018 85
{ Voies et travaux, travaux d'extension, plus-va- lue des rails d'acier	7,000,000 °	5,812,043 58	191,964 92	170,523 °	825,468 50
{ Extension du matériel de traction et de trans- port.	6,700,000 °	6,700,000 °	°	°	°
Raccordement des stations des Guillemins et de Vive- gnis à Liège. (Loi du 21 mai 1878.)	20,000 °	°	647 47	19,552 55	°
L. 5 juin 1878. { Chemin de fer de Thielt à Lichtervelde	300,000 °	192,917 20	107,082 80	°	°
{ Chemin de fer. — Voies et travaux	5,500,000 °	1,437,989 06	2,151,583 40	1,474,455 88	455,973 66
{ Extension du matériel de traction et de trans- port.	5,000,000 °	5,000,000 °	°	°	°
Loi du 17 fév. 1879. { 1 ^o Matériel métallique pour le service de la voie des chemins de fer en exploitation . .	2,000,000 °	1,525,491 96	662,927 51	11,230 55	350 °
{ 2 ^o Extension du matériel de transport et de traction	4,000,000 °	643,054 23	3,051,278 15	303,667 62	°
A REPORTER. . . . fr.	212,557,200 °	119,582,782 06	25,769,205 87	17,674,938 55	49,530,273 52

Suite de l'ÉTAT des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices			RESTE disponible au 1 ^{er} Janvier 1882	
		1879 ET ANNÉES suivantes	1880	1881.		
REPORT	fr 212,557,200	119,582,782 00	25,769,205 87	17,674,958 55	40,550,275 52	
Ministère des Travaux publics (suite).						
B. Chemins de fer (suite).						
Loi du 4 août 1879.	Chemin de fer d'Anvers à la frontière des Pays Bas dans la direction de Tilbourg ou de Bostel	5,000,000	215 50	8,652 50	20,201 50	2,970,952 70
	Chemin de fer de Libramont à Bertix et études du prolongement vers le chemin de fer de l'Est français	2,000,000	10,555 55	99,717 90	1,180,848 56	708,900 41
	Chemin de fer de la vallée de l'Amblève	6,000,000	5,190	15,615 40	29,074 40	5,952,120 11
	Chemin de fer de Wavre à Jodoigne par Gastuche	2,000,000	"	6,715 69	22,594 54	1,970,889 77
	Chemin de fer d'Audenarde à Oitroir	2,000,000	"	2,467 62	5,575 64	1,995,958 74
	Parties communes aux lignes de Virton et d'Athus à la Meuse, avec station d'échange à proximité de Virton	1,000,000	"	87,582 95	167,924 45	744 492 62
	Rachat du chemin de fer de Saint Ghislain à Erbisoeul 2,850,000	2,850,000	"	"	"	"
	Excédent de crédit sans emploi, à annuler 8,740 81	8,740 81	"	"	"	"
	RESTE fr 2,841,259 19	2,841,259 19	2,447,092 85	395,666 54	"	"
	Voies et travaux Travaux d'extension et de complément	16,500,000	628 029 21	8,262,448 48	5,553,580 59	2,255,941 92
Extension du matériel de traction et de transport	7,500,000	159,478 54	6,279,671 20	585,088 75	277 761 55	
Lignes d'Ostende-Armentières et Furnes Dunkerque. Dépenses d'exploitation (Loi du 5 août 1879)	10,200	"	"	10,200	"	
Loi du 25 mai 1880.	Voies à établir sur les nouveaux quais, à Anvers, travaux d'extension aux stations des établissements maritimes	2,500,000	"	284,495 58	1,477,502 08	738,002 54
	Transformation de l'embranchement du Quartier Léopold, à Bruxelles	1,900,000	"	"	"	1,900,000
	Remises à voitures et à locomotives, ateliers, etc.	2,500,000	"	488,941 55	1,612,645 15	598,415 54
	Signaux et appareils de sécurité	2,000,000	"	848,445	959,806 15	211,750 85
	Extension et amélioration du matériel de traction et de transport	12,000,000	"	8,689,985 70	5,159,850 61	150,185 60
A RPORTER. fr	276,108,659 19	122,851,819 49	51,257,607 65	52,255,606 42	69,803,625 65	

Suite de l'ÉTAT des crédits alloués pour des services spéciaux

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachés aux Budgets des exercices			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1883	
		1879 ET ANNÉES antérieures	1880	1881		
REPORT. . . fr	276,108,659 19	122,851,819 49	51,257,607 65	52,255,606 42	69,803,625 65	
Ministère des Travaux publics (suite)						
B Chemins de fer (suite).						
Loi du 20 août 1880	Rachat de la concession du chemin de fer de Virton	6,948,500 »	»	»	6,948,500 »	
	Rachat du matériel d'exploitation du chemin de fer de Virton, extension du matériel roulant du réseau de l'Etat	8,500,000 »	»	199,221 55	7,908,550 15	552,226 52
	Travaux d'amélioration et d'extension effectués sur la ligne d'Anvers à la frontière des Pays-Bas; construction d'ateliers, de remises et de magasins pour les services de la traction et du transport	2,000,000 »	»	900 22	1,522,450 26	676,640 52
	Rachat du chemin de fer de Lierre à Turnhout.	4,500,000 »	»	»	»	4,500,000 »
Loi du 2 avril 1881.	Extension du matériel roulant du réseau de l'Etat	6,600,000 »	»	»	6,600,000 »	»
	Travaux d'amélioration et d'extension sur les lignes d'Anvers à la frontière des Pays-Bas et de Lierre à Turnhout, construction sur le réseau de l'Etat, d'ateliers, de remises et de magasins pour les services de la traction et du matériel de transport, travaux à exécuter dans les gares de formation, etc	6,000,000 »	»	»	2,520,572 41	3,679,427 59
	Travaux d'extension et d'amélioration sur les chemins de fer de l'Etat, expropriations et constructions	2,400,000 »	»	»	1,578,547 06	821,452 94
	Signaux et appareils de sécurité	2,500,000 »	»	»	1,645,286 51	854,715 69
	Chemins de fer. Station de Dison	500,000 »	»	»	79,659 70	220,340 50
Loi du 14 août 1881	Voies et travaux — Constructions nouvelles	8,900,000 »	»	»	1,920,104 59	6,979,895 61
	Matériel de traction et de transport. Chauffage des trains, etc	5,860,000 »	»	»	1,751,678 24	2,108,521 76
C Télégraphes						
	328,417,159 19	122,851,819 49	51,457,729 40	57,422,465 92	96,725,145 58	
Extension des lignes et appareils télégraphiques (Loi du 27 mai 1876, § 26)	125,000 »	125,000 »	»	»	»	
Extension des lignes et appareils télégraphiques (Loi du 5 juin 1878, § 18)	100,000 »	77,654 25	22,345 75	»	»	
Loi du 4 août 1879	Extension du réseau télégraphique	200,000 »	»	161,651 11	58,568 89	»
	Etablissement de télégraphes le long des voies navigables	150,000 »	5,764 95	80,574 92	65,660 15	»
Lignes télégraphiques à établir le long des canaux (Loi du 23 mai 1880)	100,000 »	»	»	58,569 26	41,630 74	
Etablissement de lignes télégraphiques sur les rives des voies navigables (Loi du 14 août 1881)	100,000 »	»	»	»	100,000 »	
	775,000 »	208,419 18	264,551 78	160,598 50	141,630 74	

Suite de l'Etat des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachés aux Budgets des exercices			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1881.	
		1879 ET ANNÉES antérieures	1880	1881		
Ministère des Travaux publics (suite)						
D Bateaux à vapeur.						
Loi du 4 août 1879	Achat de deux bateaux pilotes	150,000	"	82,471 98	46,861 38	666 64
	Construction d'un bateau garde pêche	160,000	"	78,975 "	81,025 "	"
	Paquebot en acier	700,000	"	"	"	700,000 "
Loi du 14 août 1881	Construction d'un bateau pilote	70,000	"	"	191 10	69,808 90
	Achat d'un petit steamer pour transporter, en rade d'Ostende, les voyageurs et les colis postaux	70,000	"	"	"	70,000 "
	Complément de l'inventaire et de l'armement d'un bateau garde pêche	18,000	"	"	17,512 09	487 91
	Acquisition et installation de « Sirenes » à bord de deux bateaux phares	67,500	"	"	"	67,500 "
	Application aux deux nouveaux bateaux-phares du vitiveau Hatfield	26,000	"	"	"	26,000 "
	Installation d'une « Sirene » à l'extrémité de la jetée Est d'Ostende	20,000	"	"	"	20,000 "
	Construction de deux remorqueurs	150,000	"	"	259 20	149,740 80
		1,411,500	"	161,446 98	145,878 77	1,104,174 25
E Canaux						
	Subside pour la souscription d'actions de la Société concessionnaire d'un canal à grande section, formant jonction de la Lys à l'Yperlee (Loi du 14 août 1862, art. 2)	2,800,000	2,600,000	"	"	200,000 "
	Construction, à l'intersection du canal de dérivation de la Lys, de Deynze à la mer du Nord, et de celui de Gand à Bruges, d'ouvrages destinés à isoler les eaux de la Lys de celles de ce dernier canal (Loi du 14 septembre 1864, § 5)	350,000	229,432 65	"	"	120,567 57
	Amélioration du canal de Bruges à Ostende, en vue de donner plus de facilité à la navigation maritime. (Loi du 5 juin 1870, § 8)	250,000	228,851 07	"	19,055 25	2,114 80
	Amélioration du canal de Bruges à Ostende en vue de donner plus de facilité à la navigation (Loi du 27 juillet 1871, § 10)	250,000	250,000	"	"	"
	Canal de Turnhout à Anvers, par St-Job in 't Gooi (Loi du 16 août 1875, § 12)	1,000,000	940,928 15	8,975 20	55,258 27	16,838 40
L 17 juill 1877.	Amélioration du canal de Bruges à Ostende	500,000	22,427 65	1,551 51	"	476,240 84
	Canal de jonction de la Meuse à l'Iscaut	425,000	425,000	"	"	"
	Amélioration du canal de Lisseweghe, endiguement du Zwyn	14,000	4,000	"	5,000	5,000 "
	Canal de Terneuzen (Loi du 5 juin 1878)	2,200,000	1,885,516 11	514,485 89	"	"
	A REPORTER	7,789,000	6,586,176 49	324,790 60	57,291 50	820,741 41

Suite de l'ÉTAT des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachés aux Budgets des exercices			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1882.	
		1879 ET ANNÉES antérieures.	1880.	1881.		
Report. fr.	7,789,000	6,586,176 49	524,790 60	57,291 50	820,741 41	
Ministère des Travaux publics (suite).						
E. Canaux (suite).						
Loi du 4 août 1879.	Canal de jonction de la Meuse à l'Escaut	455,000	126,171 29	169,970 14	105,004 98	55,855 59
	Canaux houillers du Hainaut	6,000,000	8,895 75	54,972 06	564,872 47	5,591,259 74
	Canal de Gand à Terneuzen	5,000,000	"	109,485 05	1,411 496 86	1,479,018 11
	Canal de Roulers à la Lys	500,000	152,150 "	1,915 50	209,695 58	136,241 32
	— de la Lys à l'Yperlée	2,000,000	"	1,525 "	"	1,998,477 "
	— de Bruges à Ostende et port d'Ostende.	5,000,000	46,000 "	150,866 57	5,859 02	2,797,294 61
Loi du 26 août 1880.	Canaux houillers du Hainaut	500,000	"	"	"	500,000 "
	Canal de Gand à Terneuzen	1,500,000	"	"	"	1,500,000 "
Loi du 14 août 1881.	Canaux de Liège à Anvers.	500,000	"	"	8,595 80	291,404 20
	Canaux houillers du Hainaut	5,500,000	"	"	"	5,500,000 "
	Canal de Mons à Condé	100,000	"	"	"	100,000 "
	— Gand à Terneuzen	1,600,000	"	"	12,757 42	1,587,262 58
	— Seizaete à la mer du Nord.	150,000	"	"	"	150,000 "
— Bruges à Ostende et port d'Ostende .	500,000	"	"	"	500,000 "	
	50,874,000	6,919,595 51	795,522 50	2,575,551 45	20,787,552 56	
F. Rivières.						
	Part d'intervention de l'État dans les travaux d'assainissement de la Senne (Loi du 4 juin 1865.)	5,090,000	2,665,666 67	250,505 "	"	85,028 55
	Part de l'État dans les travaux à exécuter à la Trouille, à Mons. (Loi du 12 juin 1869, 7 ^e .)	550,000	514,859 84	"	55,000 "	140 16
	Travaux d'amélioration de l'écoulement des eaux de la Senne de l'amont vers l'aval de la ville de Bruxelles. (Loi du 5 juin 1870, § 16.)	40,000	19,951 04	"	"	20,048 96
Loi du 16 août 1875.	§ 11. Travaux stipulés dans le traité du 12 mai 1865 avec les Pays-Bas	400,000	592,148 22	"	"	7,851 78
	§ 15. Amélioration de la Lys	250,000	247,195 59	2,806 61	"	"
	§ 16. Amélioration de la Dyle	40,000	95 88	"	"	59,904 12
	§ 22. Travaux pour faciliter l'écoulement des eaux de l'Escaut à Gand et en amont de cette ville	500,000	255,500 81	240,699 19	"	"
	§ 24. Travaux d'amélioration du système d'égouts de la ville de Tournai	200,000	285 75	"	51,927 58	167,786 87
A REPORTER. fr.	4,780,000	5,894,501 60	499,810 80	66,927 58	518,760 22	

Suite de l'ÉTAT des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices.			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1882
		1879 ET ANNÉES antérieures.	1880.	1881.	
REPORT. . . . fr.	4,780,000	3,894,501 60	499,810 80	66,927 58	518,760 22
Ministère des Travaux publics (suite).					
F. Rivières (suite).					
Loi du 9 juill. 1875	§ 12. Sambre canalisée	65,500	65,500	•	•
	§ 15. Mandel; travaux de canalisation . . .	42,000	41,871 49	•	128 51
L. du 27 mai 1876.	§ 14. Escaut. Travaux d'amélioration . . .	500,000	291,681 29	8,518 71	•
	§ 17. Continuation des travaux d'amélioration du régime de l'Yser et des canaux y abou- tissant.	200,000	200,000	•	•
	§ 20. Travaux d'amélioration de la Grande- Nèthe	24,000	5,919 72	•	18,080 28
Loi du 17 jan- vet 1877.	Amélioration de la Grande-Nèthe.	156,000	129,544 52	•	6,455 48
	Travaux d'amélioration à la Lys	150,000	3,000	88 20	737 70
	Id. id. l'Escaut	775,000	628,585 19	146,616 81	•
L. du 5 juin 1878.	Construction de barrages dans la Meuse . . .	1,200,000	700,524 98	121,552 75	221,504 52
	Lys. — Travaux d'amélioration	150,000	•	•	150,000
	Barrage de la Dendre	70,000	69,814 95	•	185 07
	Yser. — Travaux d'amélioration	500,000	229,541 65	70,458 55	•
Loi du 4 août 1879.	Barrage de la Gileppe	600,000	24,586 80	52,406	417,440 85
	Meuse	1,000,000	467,624 09	237,081 01	129,753 22
	Escaut. — Travaux d'amélioration	2,900,000	9,640 64	415,955 75	1,471,575 48
	Dendre. — Travaux d'amélioration	160,000	3,057 49	67,451 26	61,156 89
	Grande-Nèthe	100,000	40	60,127 60	14,348 26
	Yser	500,000	•	152,868 85	147,101 27
	Écoulement des eaux du Sud de Bruges. . . .	10,000	3,969 15	3,889 55	2,141 50
	Exécution des travaux stipulés dans le traité du 12 mai 1865 avec les Pays-Bas	80,000	•	•	•
Escaut. — Travaux d'amélioration et transformation de la navigation. (Loi du 25 mai 1880.)	500,000	•	•	•	
Crédit pour compléter le balisage et l'éclairage de l'Escaut. (Loi du 2 janvier 1881.)	567,700	•	•	86,681 41	
A REPORTER. . . . fr.	14,410,200	6,769,011 54	1,834,405 42	2,619,569 26	5,187,415 78

Suite de l'ÉTAT des crédits alloués pour des services spéciaux

OBJET DES CREDITS.	MONTANT des CREDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1882
		1879 ET ANNÉES ANTÉRIEURES	1880	1881	
REPORT . . . fr.	14,410,200 »	6,769,011 54	1,854,405 42	2,619,569 26	3,187,415 78
Ministère des Travaux publics (suite).					
F. Rivières (suite).					
Loi du 4 août 1881	Meuse	2,000,000 »	»	1,598 49	1,998,601 51
	Ouïthe canalisée	220,000 »	»	»	220,000 »
	Sambre canalisée	150,000 »	»	»	150,000 »
	Eseaut — Travaux d'amélioration	5,000,000 »	»	»	5,000,000 »
	Ruisseau de l'Espierre	100,000 »	»	»	100,000 »
	Dendre	500,000 »	»	565,056 55	194,963 47
	Rapel	250,000 »	»	»	250,000 »
	Demer	225,000 »	»	»	225,000 »
	Grande-Nèthe	75,000 »	»	»	75,000 »
	Dyle	500,000 »	»	»	500,000 »
	Senne	500,000 »	»	»	500,000 »
	Yzer	500,000 »	»	176,729 09	123,270 91
	Écoulement des eaux du Sud de Bruges	10,000 »	»	7,724 69	2,275 51
	22,100,200 »	6,769,011 54	1,854,405 42	3,170,258 06	10,326,526 98
G. Ports et côtes — Polders.					
Loi du 5 juin 1870.	Exhaussement et renforcement de la digue du comte Jean (Loi du 8 juillet 1865, § 8)	450,000 »	429,552 17	»	20,447 85
	§ 12 Reunion des embarcadères établis le long des quais du Kattendyck et du Rhin bordant l'Eseaut à Anvers	500,000 »	296,089 95	5,507 92	198,402 15
	§ 22 Travaux de défense de la côte	500,000 »	500,000 »	»	»
	§ 25 Établissement de nouveaux phares à Blankenbeighe et à Heyst	175,000 »	159,780 52	»	15,219 48
	Construction de nouveaux murs et d'embarcadères le long des quais du Kattendyck et du Rhin, et premiers travaux d'établissement d'une nouvelle cluse, à Anvers (Loi du 27 juillet 1871, § 15)	1,000,000 »	967,206 26	»	32,793 74
Reconstruction partielle des quais d'Anvers et établis- sement d'installations provisoires sur la rive droite de l'Eseaut (Loi du 17 avril 1874)	2,000,000 »	1,748,417 09	155,804 50	46,471 22	49,507 39
Port d'Ostende, établissement d'un bassin et de chan- tiers pour le service de la marine, amélioration du port (Loi du 9 juillet 1875, § 19)	547,600 »	547,600 »	»	»	»
A REPORTER . . . fr.	4,772,600 »	4,248,645 97	161,312 22	46,471 22	316,170 59

Suite de l'ÉTAT des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices.			RESTE disponible au 1 ^{er} Janvier 1882.
		1879 ET ANNÉES antérieures.	1880.	1881.	
Ministère de la Guerre.					
A. Frais de guerre et de défense.					
Travaux nécessaires pour compléter l'enceinte de la place d'Anvers et pour reconstruire les forts de Merxem, de Burght, de Zwynndrecht, ainsi qu'une digue défensive entre ce dernier fort, le fort Sainte-Marie et l'Escaut. (Loi du 10 janvier 1870.)	14,000,000 »	14,000,000 »	•	•	•
Travaux de défense à Anvers et à Termonde. (Loi du 2 septembre 1870.)	2,150,000 »	1,578,253 51	•	150,149 08	421,618 61
Fabrication d'armes perfectionnées nécessaires à la gendarmerie. (Loi du 2 avril 1875.)	205,000 »	205,277 55	1,722 45	•	•
Outils de campement des troupes d'infanterie 100,000 »					
Excédent de crédit sans emploi, à annuler. » 61					
RESTE. . . fr. 99,999 59	99,999 59	99,999 59	•	•	•
Loi du 27 mai 1877. } Exhaussement des affûts de siège pour canons rayés	782,000 »	456,205 28	147,291 48	180,506 86	17,958 58
Ouvrages de défense des forts du bas Escaut	1,800,000 »	1,657,598 60	61,827 01	42,567 71	58,006 68
Achat et transformation de cartouchières 500,000 »					
Excédent de crédit sans emploi, à annuler. 246 51					
RESTE. . . fr. 299,755 69	299,755 69	299,755 69	•	•	•
Loi du 18 avril 1878. } Construction de deux forts permanents en avant de Lierre et de Waelhem sur la rive gauche de la Nèthe	5,000,000 »	1,402,527 77	945,220 21	505,706 08	148,745 94
Complément et amélioration de l'artillerie	7,500,000 »	2,185,954 54	192,691 65	828,189 46	4,295,181 57
Achèvement des forts de Merxem, de Zwynndrecht et de Cruyheke. (Loi du 5 juin 1878.)	2,200,000 »	1,594,822 69	560,189 22	162,171 57	82,816 72
Construction d'un nouveau dispositif militaire, en remplacement des fronts intérieurs de la citadelle du Nord à Anvers (Loi du 50 juin 1881.)	5,850,000 »	•	•	•	5,850,000 »
B. Bâtiments militaires.	35,886,753 08	25,256,149 82	1,906,912 »	1,869,550 56	8,854,510 70
Construction d'une grande meunerie militaire à Anvers, et établissement dans toutes les boulangeries militaires du royaume de fours aérothermes et de pétrins mécaniques. (Loi du 21 mai 1872.) 750,000 »					
Excédent de crédit sans emploi, à annuler 64 65					
RESTE. . . fr. 729,955 55	729,955 55	722,791 80	7,143 55	•	•
À REPORTER. fr.	729,955 55	722,791 80	7,143 55	•	•

Suite de l'ÉTAT des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1882.
		1879 ET ANNÉES antérieures.	1880.	1881.	
REPORT. . . fr.	729,935 35	722,791 80	7,145 55	•	•
Ministère de la Guerre (suite).					
B. Bâtiments militaires (suite).					
Amélioration des casernes de l'État et de leur mobilier; construction et ameublement de nouvelles casernes. (Loi du 5 juin 1878.)	2,000,000 •	2,000,000 •	•	•	•
Construction de casernes et d'hôpitaux militaires. (Loi du 30 mars 1879.)	4,000,000 •	2,216,691 14	1,785,508 86	•	•
Construction par l'État des bâtiments destinés au casernement des troupes à Saint-Nicolas. (Loi du 2 août 1879.)	5,000 •	•	•	5,000 •	•
Construction et amélioration de casernes et d'hôpitaux militaires. (Loi du 27 avril 1880.)	4,500,000 •	•	405,941 99	5,486,257 •	519,801 01
	11,254,935 35	4,959,482 94	2,284,594 40	5,491,257 •	519,801 01
Ministère des Finances.					
A. Constructions et améliorations. — Bâtiments civils.					
Appropriation des terrains à bâtir de l'École vétérinaire de Cureghem (Loi du 1 ^{er} juin 1874)	495,000 •	481,262 06	•	•	13,737 94
Mise en valeur de terrains domaniaux. (Loi du 2 juillet 1875.)	800,000 •	800,000 •	•	•	•
Mise en valeur de terrains domaniaux. (Loi du 15 avril 1878)	1,280,000 •	525,126 71	587,096 02	145,255 01	224,544 26
Travaux de construction de magasins destinés aux papiers hors d'usage provenant de diverses administrations publiques. (Loi du 28 août 1878.) 20,000 •					
Excédent de crédit sans emploi, à annuler 112 36					
RESTE. . . fr. 19,887 14	19,887 14	19,887 14	•	•	•
Appropriation et installation du nouvel Hôtel des Monnaies. — Participation à l'Exposition nationale. (Loi du 15 mars 1880.)	55,000 •	•	35,584 46	15,890 15	7,525 59
Loi du 28 juin 1881 { Mise en valeur de terrains domaniaux. — Augmentation des crédits spéciaux alloués par les lois du 1 ^{er} juin 1874, 2 juillet 1875 et 15 avril 1878	950,000 •	•	•	•	950,000 •
Subside accordé à la ville de Mons, pour compléter ses travaux de voirie sur les terrains domaniaux	100,000 •	•	•	•	100,000 •
Aliénation et échange de biens domaniaux. — Acquisition d'immeubles situés, à Dinant (Loi du 28 août 1881)	10,000 •	•	•	10,000 •	•
	3,709,887 14	1,826,275 91	420,680 48	167,125 16	1,395,807 59

Suite de l'ÉTAT des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices.			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1882.
		1879 ET ANNÉES antérieures.	1880.	1881.	
Ministère des Finances (suite).					
B. Divers.					
Frais d'émission et de confection des titres de l'emprunt de 240 millions de francs à 5 p. 0/0. (Loi du 29 avril 1875.)	500,000 "				
Excédent de crédit sans emploi, à annuler	6,451 88				
Reste. fr.	295,568 12	295,568 12	"	"	"
Frais de confection et d'émission des titres à 4 p. 0/0 ainsi que de ceux à délivrer en exécution de la loi du 9 juillet 1875. (Loi du 27 mai 1876, art. 4.)	80,000 "	51,658 50	"	"	28,561 50
Frais d'émission et de confection des titres à 4 p. 0/0 destinés au paiement de lignes concédées. (Loi du 26 juin 1877.)	150,000 "	74,861 "	"	"	75,159 "
Frais de confection des titres à 4 p. 0/0. (Loi du 31 mai 1878.)	55,000 "	10,790 78	6,555 50	1,527 50	16,126 42
Conversion de la dette à 4 1/2 p. 0/0 en un fonds nouveau à 4 p. 0/0, frais de confection de nouveaux titres. (Loi du 25 juillet 1879.)	275,000 "	54,215 75	95,015 76	21,191 14	106,547 55
Frais de confection et d'émission des titres de la Dette publique à créer en vertu de la présente loi, des lois des 4 juin, 5 juin et 26 août 1878 et des 17 février 50 mars, 1 ^{er} et 8 avril et 24 juin 1879. (Loi du 4 août 1879.)	75,000 "	"	61,658 58	15,541 62	"
Frais de la révision des pensions militaires. (Loi du 14 mars 1880.)	10,000 "	"	10,000 "	"	"
Frais d'expertise de biens échangés. Parc de Laeken. (Loi du 12 mai 1880.)	4,500 "	"	656 20	5,865 80	"
Fabrication de monnaies et de médailles en souvenir du 50 ^e anniversaire de l'Indépendance nationale. (Loi du 15 mai 1880.)	850,000 "	"	822,494 52	5,148 48	2,557 20
Complément des frais et honoraires d'expertises relatifs à l'échange de biens domaniaux, à Laeken et à Tervueren (Loi du 28 juin 1881)	556 80	"	"	556 80	"
TOTAL	1,755,624 92	485,074 15	994,589 96	45,629 54	228,551 47

Suite de l'ÉTAT des crédits alloués pour des services spéciaux.

OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT des CRÉDITS.	MONTANT DES DÉPENSES ou portions de crédits rattachées aux Budgets des exercices			RESTE disponible au 1 ^{er} janvier 1882.
		1879 ET ANNÉES ultérieures.	1880.	1881.	
RÉCAPITULATION.					
Justice.					
A. Constructions et améliorations. — Bâtiments civils.	14,542,952 32	6,055,098 59	5,440,453 52	5,160,168 65	1,689,251 78
B. Divers.	18,990 75	18,990 75	»	»	»
Affaires Étrangères.					
A. Constructions et améliorations. — Bâtiments civils.	515,957 58	»	»	251,505 65	64,651 95
Intérieur.					
A. Constructions et améliorations. — Bâtiments civils.	5,502,519 01	1,881,725 15	141,945 »	1,251,550 45	27,518 41
B. Subsidés et services divers	26,900,000 »	22,215,774 27	1,925,597 »	1,040,047 »	1,720,781 73
C. Objets d'art et de science.	959,589 58	454,457 17	166,498 58	115,086 50	205,547 75
D. Recensements et divers	8,974,508 70	584,918 26	5,075,955 12	1,754,058 56	1,781,598 96
E. Expositions.	1,500,025 90	1,098,185 29	71,942 22	68,958 70	60,957 69
Instruction publique.					
A. Constructions et améliorations. — Bâtiments civils.	15,955,567 64	4,695,027 91	4,458,828 05	2,156,161 05	4,665,550 65
B. Divers.	1,589,554 85	415,812 56	271,687 61	527,558 58	574,496 48
Travaux publics.					
A. Constructions et améliorations. — Bâtiments civils.	25,517,716 96	8,154,952 16	4,525,158 58	4,512,108 71	8,545,517 51
B. Chemins de fer.	528,417,159 19	122,851,819 49	51,457,729 40	57,422,465 92	96,725,146 58
C. Télégraphes	775,000 »	208,419 18	264,551 78	160,598 50	141,650 74
D. Bateaux à vapeur	1,411,500 »	»	161,446 98	145,878 77	1,104,174 25
E. Canaux	50,874,000 »	6,919,595 51	795,522 50	2,575,551 45	20,787,552 56
F. Rivières	22,100,200 »	6,769,011 54	1,854,405 42	5,170,258 06	10,526,526 98
G. Ports et côtes. — Polders	45,962,600 »	14,544,155 55	8,295,456 50	14,550,569 25	8,772,618 94
H. Routes et ponts.	8,900,000 »	2,652,572 15	2,649,454 47	1,497,587 49	2,100,585 91
Guerre.					
A. Frais de guerre et de défense	55,886,755 08	25,256,149 82	1,906,942 »	1,869,550 56	8,854,510 70
B. Bâtiments militaires	11,254,955 35	4,959,482 94	2,284,594 40	5,491,257 »	519,801 01
Finances.					
A. Constructions et améliorations. — Bâtiments civils.	3,709,887 14	1,896,275 91	420,680 48	167,125 16	1,295,807 59
B. Divers	1,755,624 92	485,074 15	994,589 96	45,629 54	228,551 47
TOTAUX. . fr.	589,960,620 95	229,581,296 09	90,898,774 97	99,490,450 45	169,990,119 42

(72)

ANNEAL N° 6.

TABLEAU

DES

RÉSULTATS DES BUDGETS DES EXERCICES CLOS

DE 1850 A 1879 INCLUSIVEMENT.

TABLEAU DES RÉSULTATS DES BUDGETS DES EXERCICES

EXERCICES.	PRÉVISIONS.				
	ÉVALUATIONS du BUDGET des VOIES ET MOYENS.	AUGMENTATIONS 1 ^{re} des lois spéciales.	RESSOURCES EXTRAORDINAIRES constituées dans le cours de l'exercice en dehors des évaluations du Budget. (Montant effectif.)	FONDS AFFECTÉS à des dépenses spéciales. (Montant effectif.)	TOTAL.
1850 (4 ^{me} trimestre)	26,502,221 56	"	"	"	26,502,221 56
1851	66,942,211 82	46,205,354 62	78,248 59	"	113,225,815 03
1852	77,811,042 41	74,592,463 76	60,099 80	"	152,464,505 97
1853	86,057,982 "	"	54,605 48	"	86,092,585 48
1854	84,279,578 "	"	521,259 55	10,000,000 "	94,600,817 53
1855	85,142,519 "	4,785,149 22	413,891 40	1,490,000 "	91,831,559 62
1856	84,537,151 "	"	1,444,799 75	15,574,165 74	101,576,114 47
1857	85,911,700 "	"	2,508,656 25	10,000,000 "	98,220,556 25
1858	94,606,526 "	"	44,855 50	25,778,055 70	120,429,195 "
1859	104,095,551 "	"	151,714 65	15,896,897 40	120,144,145 05
1840	101,955,569 "	"	5,745,247 64	65,074,257 65	170,775,074 27
1841	101,464,464 "	"	59,052 92	"	101,505,516 92
1842	105,850,612 "	50,000 "	71,054 77	22,557,424 68	128,509,071 45
1843	109,650,053 "	50,000 "	16,556,755 56	1,699,765 61	127,916,571 97
1844	109,581,084 "	"	5,728,820 54	84,656,000 "	197,965,904 54
1845	111,158,170 "	"	10,692,961 92	6,886,541 07	128,717,472 99
1846	115,014,070 "	"	489,001 09	328,005 56	115,851,076 65
1847	115,475,650 "	"	85,705 12	100,000 "	115,637,555 12
1848	118,412,250 "	290,000 "	57,014,121 10	165,916 91	153,882,288 01
1849	116,797,020 "	800,000 "	"	24,500 06	117,621,520 06
1850	115,910,820 "	2,000,000 "	16,547,668 69	"	134,258,488 69
1851	117,552,550 "	450,000 "	255,145 59	85,159 45	118,122,854 84
1852	118,510,250 "	"	2,882,959 97	1,240,201 02	122,453,590 99
1853	124,224,250 "	550,000 "	6,698,622 27	5,951,724 53	135,404,596 80
1854	126,002,150 "	500,000 "	15,915,255 20	6,408,417 26	146,823,820 46
1855	129,596,590 "	950,000 "	145,182 01	4,990,791 12	135,680,565 15
1856	152,698,540 "	1,264,000 "	123,248 65	5,108,865 86	157,194,654 40
1857	139,604,990 "	2,150,000 "	77,489 84	2,284,992 08	144,117,471 92
1858	141,910,790 "	2,250,000 "	56,067 62	726,651 15	144,905,488 77
1859	147,652,990 "	1,000,000 "	"	1,721,569 15	150,554,559 15
1860	149,188,790 "	1,728,000 "	74,055 91	14,096,647 44	165,087,475 55
1861	149,029,190 "	1,929,417 95	"	15,462,486 97	166,421,094 92
1862	155,614,490 "	1,000,000 "	"	5,421,575 01	158,036,065 01
1863	156,046,790 "	1,000,000 "	850,920 "	4,852,759 55	162,750,469 55
1864	157,782,790 "	800,000 "	12,504,805 42	4,760,118 81	175,847,714 25
1865	159,612,790 "	800,000 "	5,867,257 25	5,180,055 64	169,460,089 89
1866	164,089,490 "	"	1,049,486 42	17,156,890 57	182,295,866 99
1867	166,046,290 "	"	10,259,251 58	59,925,729 80	216,229,251 18
1868	169,190,780 "	"	956,758 44	52,410,581 65	202,557,900 07
1869	174,691,700 "	"	5,062,227 06	22,229,034 20	200,582,961 26
1870	176,725,000 "	"	5,588,118 57	9,516,989 10	191,650,107 47
1871	178,529,000 "	"	4,578,516 59	44,559,658 95	227,266,075 54
1872	188,914,000 "	"	5,805,926 77	22,784,721 75	215,501,748 50
1873	205,985,500 "	"	5,909,558 54	110,148,510 97	320,045,149 51
1874	229,645,000 "	"	7,997,555 52	64,462,094 50	302,102,447 82
1875	245,052,600 "	"	6,578,527 41	25,147,717 51	274,558,641 92
1876	250,244,860 "	"	6,284,657 41	64,714,787 04	321,244,504 45
1877	252,245,700 "	"	5,921,492 41	82,569,776 95	310,737,029 54
1878	260,553,860 "	"	7,779,547 19	101,271,595 50	369,584,800 49
1879	264,455,260 "	"	8,105,464 16	22,041,400 "	294,580,121 16
	7,041,629,964 59	145,104,585 55	215,101,728 28	986,799,745 45	8,588,656,821 85
	7,186,734,550 14				

CLOS DE 1850 A 1879 INCLUSIVEMENT. — RECETTES.

FAITS RÉALISÉS.	RÉSULTATS de la comparaison des prévisions avec les faits réalisés.		Observations.
	RECouvreMENTS effectués.	EXCÉDENT des évaluations.	
26,502,221 56	"	"	
115,325,815 05	"	"	
152,464,505 07	"	"	
88,058,515 92	"	1,965,728 44	
96,701,557 76	"	2,100,520 41	
91,075,225 70	756,555 02	"	
102,652,652 59	"	1,256,517 92	
101,715,250 24	"	5,494,915 99	
195,509,914 81	"	5,080,719 81	
115,857,428 97	4,506,714 08	"	
169,576,255 86	1,596,820 41	"	
101,542,826 17	160,690 75	"	
126,766,956 55	1,542,114 90	"	
125,289,847 48	4,626,724 49	"	
198,810,508 75	"	844,604 59	
129,855,951 97	"	1,158,478 98	
114,064,045 57	"	252,966 72	
115,528,065 84	2,129,289 28	"	
146,117,886 55	9,764,401 46	"	
115,871,457 58	5,749,882 48	"	
152,877,187 86	1,581,500 85	"	
119,545,651 94	"	1,220,817 10	
128,451,208 79	"	6,017,817 80	
159,468,270 19	"	4,065,675 59	
152,675,052 50	"	5,849,252 04	
144,502,166 65	"	8,821,605 50	
146,259,211 91	"	9,044,557 42	
149,145,925 95	"	5,026,452 01	
155,880,759 57½	"	10,977,250 60½	
158,549,645 85	"	7,995,286 70	
169,709,218 61½	"	4,621,745 26½	
172,254,411 84	"	5,815,516 92	
164,557,914 52½	"	6,501,849 51½	
168,925,520 40	"	6,194,851 14	
181,514,254 97½	"	5,666,549 74½	
178,086,951 17	"	8,626,870 28	
187,047,478 55	"	4,751,611 54	
225,404,895 42	"	7,175,642 24	
209,641,495 41	"	7,105,595 54	
211,092,455 85	"	10,509,472 59	
205,442,109 40	"	15,812,001 95	
256,645,968 44	"	29,576,992 90	
259,940,457 90	"	24,458,689 40	
541,086,178 65	"	21,045,029 52	
515,915,640 21	"	15,811,192 59	
278,711,586 65	"	4,152,941 71	
526,620,745 66	"	5,576,459 21	
546,284,526 27	"	5,547,496 95	
567,590,461 95	1,794,558 56	"	
500,801,815 57	"	6,221,089 21	
8,620,905,520 20	51,608,611 16	265,877,109 60	
	252,268,498 44		

TABLEAU DES RÉSULTATS DES BUDGETS DES EXERCICES

EXERCICES.	PRÉVISIONS.						
	SERVICE ORDINAIRE.						
	CRÉDITS accordés par la loi du Budget primitif.	CRÉDITS supplémentaires et extraordinaires accordés par des lois spéciales, déduction faite des annulations de crédit.	CRÉDITS complémentaires pour couvrir les dépenses faites au delà des allocations non limitatives des Budgets.	CRÉDITS transférés des exercices antérieurs, en vertu de l'art. 30 de la loi de comptabilité.	TOTAL.	CRÉDITS transférés à l'exercice suivant, en vertu de l'art. 30 de la loi de comptabilité.	RESTE, ou crédits alloués à l'exercice.
1850.	27,981,168 79	"	"	"	27,981,168 79	"	27,981,168 79
1851.	115,806,850 65	"	"	"	115,806,850 65	"	115,806,850 65
1852.	a) 151,505,175 28	12,892,226 53	"	"	164,397,401 81	"	164,397,401 81
1853.	94,149,855 53	"	"	"	94,149,855 53	"	94,149,855 53
1854.	85,272,610 52	5,601,590 11	"	"	88,874,000 45	"	88,874,000 45
1855.	86,569,595 77	1,699,740 51	"	"	88,069,554 28	"	88,069,554 28
1856.	85,058,557 45	1,167,450 59	"	"	86,225,788 04	"	86,225,788 04
1857.	91,048,402 16	4,177,701 55	"	"	95,226,105 69	"	95,226,105 69
1858.	94,947,052 10	1,849,906 98	"	"	96,796,959 08	"	96,796,959 08
1859.	104,899,097 55	7,795,917 90	"	"	112,695,015 45	"	112,695,015 45
1860.	99,150,590 94	6,454,054 64	"	"	105,584,425 58	"	105,584,425 58
1861.	105,791,812 58	15,617,459 14	58,142 25	"	117,467,425 97	"	117,467,425 97
1862.	105,566,962 81	5,522,447 65	"	"	109,089,410 44	"	109,089,410 44
1863.	108,855,572 01	11,168,455 71	285,920 25	"	120,289,725 95	"	120,289,725 95
1864.	110,125,796 67	6,659,150 59	12,775 60	"	116,795,700 66	"	116,795,700 66
1865.	110,571,585 49	4,169,479 25	551,474 01	"	114,872,558 75	"	114,872,558 75
1866.	112,904,215 11	5,615,455 66	375,517 46	"	118,895,188 25	"	118,895,188 25
1867.	116,452,576 58	8,200,515 59	565,645 10	"	125,216,752 87	"	125,216,752 87
1868.	118,195,870 65	15,185,567 64	275,427 52	"	151,652,865 81	"	151,652,865 81
1869.	111,655,105 81	5,566,095 66	554,255 64	"	117,775,456 11	556,555 60	117,218,900 51
1870.	114,677,172 09	4,404,468 49	655,069 65	556,555 60	120,051,045 85	520,562 56	119,530,483 27
1871.	115,456,059 16	4,797,745 12	169,024 04	520,562 56	120,725,588 88	527,456 21	120,198,132 67
1872.	115,524,706 95	17,626,170 49	415,551 85	527,456 21	154,091,885 48	2,625,149 25	151,466,736 25
1873.	125,615,269 51	7,954,425 77	425,591 17	2,625,149 25	154,594,255 50	2,127,599 51	152,466,654 99
1874.	125,249,057 07	8,219,454 95	810,552 10	2,127,599 51	156,406,665 45	1,449,181 75	154,957,483 68
1875.	127,900,547 24	10,214,528 72	672,045 61	1,449,181 75	140,256,101 52	1,645,625 55	158,590,475 79
1876.	155,484,616 91	10,022,941 98	1,400,544 57	1,645,625 55	140,555,528 99	1,574,588 67	142,078,940 52
1877.	155,956,047 56	b) 5,464,878 19	1,225,964 99	1,574,588 67	145,501,479 41	1,884,759 09	141,616,720 52
1878.	156,858,076 15	5,252,108 92	1,070,957 84	1,884,759 09	145,065,902 "	2,521,487 10	142,544,414 90
1879.	156,642,607 28	14,524,290 29	845,877 55	2,521,487 10	154,552,262 02	1,955,870 45	152,596,591 57
1880.	158,642,456 05	6,891,924 04	850,111 71	1,955,870 45	148,500,542 25	1,720,804 55	146,579,557 92
1881.	141,576,486 70	5,651,509 92	1,558,569 18	1,720,804 55	150,287,570 15	1,551,755 46	148,735,654 67
1882.	145,176,590 67	6,517,509 60	504,926 05	1,551,755 46	153,529,661 76	1,002,166 54	152,527,501 22
1883.	148,747,221 72	6,855,801 75	225,875 48	1,002,166 54	156,807,059 47	1,009,590 64	155,797,668 85
1884.	151,885,210 45	5,808,095 52	516,879 75	1,009,590 64	159,917,574 12	1,051,919 64	157,865,654 48
1885.	154,244,540 16	7,278,951 55	587,797 "	1,051,919 64	162,942,988 55	1,701,660 51	161,241,528 02
1886.	158,579,256 91	9,562,519 67	452,556 27	1,701,660 51	170,275,595 16	1,594,855 98	168,880,757 18
1887.	166,774,028 49	7,529,884 02	756,626 28	1,594,855 98	176,455,574 77	2,125,748 16	174,529,626 61
1888.	r) 171,550,259 14	5,821,729 79	1,264,150 05	r) 2,125,748 16	180,541,847 14	5,401,465 82	177,140,585 52
1889.	176,511,641 65	1,550,499 65	961,999 11	5,401,465 82	182,425,604 25	2,055,586 24	180,590,217 99
1890.	176,812,857 01	24,955,662 98	815,800 55	2,055,586 24	204,599,686 58	2,465,554 28	202,154,152 50
1891.	179,505,141 29	18,165,561 57	855,614 11	2,465,554 28	200,787,871 05	5,145,122 52	197,644,748 55
1892.	192,956,542 58	10,047,551 27	1,042,558 45	5,145,122 52	207,189,554 82	2,541,548 66	204,647,986 16
1893.	204,751,845 22	15,965,052 80	1,465,792 79	2,541,548 66	222,700,259 56	2,596,426 68	220,105,812 88
1894.	256,417,401 80	8,499,242 59	1,252,024 84	2,596,426 68	248,745,095 71	5,151,924 82	243,593,170 89
1895.	258,281,440 55	11,549,458 18	1,290,986 65	5,151,924 82	254,075,810 20	2,248,088 95	251,825,721 25
1896.	245,220,640 97	6,465,412 59	1,925,585 25	2,248,088 95	255,857,525 74	1,804,775 44	254,052,750 50
1897.	248,956,782 62	15,168,247 57	1,721,841 51	1,804,775 44	267,651,647 14	1,594,785 28	266,056,861 86
1898.	260,590,515 25	7,552,585 74	1,954,216 95	1,594,785 28	271,271,809 20	2,125,924 06	269,145,975 14
1899.	274,544,517 80	2,707,065 62	1,416,155 21	2,125,924 06	280,595,442 69	1,622,828 46	278,970,614 25
	7,107,542,094 58	581,657,760 05	50,652,615 87	55,573,871 55	7,575,006,559 81	56,996,899 79	7,518,009,640 02

CLOS DE 1850 A 1879 INCLUSIVEMENT (SUITE) — DÉPENSES.

SERVICES SPECIAUX — CREDITS UTILISES AU COURS	TOTAL DES PREVISIONS de dépenses	PARIS REALISES		Excédents DE CREDITS à annuler	Observations
		DEPENSES exécutées	DE SERVICES FOUTS		
a	27,981,168 79	27,981,168 79			
	115,806,830 67	112,415,905 51	3,392 867 14		
	164,393 401 81	158,500,918 97	5,894 482 86		a) Apres deduction de fr 57 56 530 74 c ^s pour les allocations portées au Budget de la Dette publique en vue de l'exécution des articles 11 et 12 en vertu de la loi du 21 novembre 1851, lesquelles doivent être considérées comme non venues.
	94,149,857 53	91,904,974 94	2,244,880 59		b) Paiement fait aux concessionnaires de la Sambre en disette en vertu de l'article 2 de la loi du 29 septembre 1855, sur le produit de l'emprunt à 4 p. 100 du 18 juin 1856.
10,000,000	98,874,000 43	96,515,600 96	2,360,399 47		c) Y compris 800 000 francs payés aux concessionnaires de la Sambre en disette sur le million de francs réservé par l'article 10 de la loi susdite, approuvée par le loi du 29 septembre 1855, et provenant du produit de l'emprunt à 4 p. 100 du 18 juin 1856.
b) 1,490,000	89,559,554 28	87,104,004 96	2,455,549 32		d) Non compris fr 105 102 40 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux (voir la Banque de Belgique).
c) 15,574,165 74	101,599,951 78	99,528,487 96	2,071,463 82		e) Y compris 2 000 000 francs payés aux concessionnaires de la Sambre en disette sur le million de francs réservé par l'article 10 de la loi susdite, approuvée par le loi du 29 septembre 1855, et provenant du produit de l'emprunt à 4 p. 100 du 18 juin 1856.
10,000,000	103,276,103 69	103,551,751 64	1,594,572 05		f) Y compris fr 111 652 16 c ^s même objet que ci dessus.
2,778,055 70	122,574,992 78	120,198,578 44	2,376,414 34		g) Y compris 100 000 francs comme ci dessus.
15,896,897 40	128,589,919 85	124,196,508 51	4,393,411 34		h) Y compris 25 000 francs comme ci dessus.
65,074,257 65	168,655,655 21	163,914,570 95	4,741,084 26		i) Non compris fr 22 650 51 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
	117,467,425 97	114,976,586 11	2,490,839 86		j) Non compris fr 4 57 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
25,278,915 17	152,365,405 61	129,575,909 88	2,094,495 73		k) Non compris fr 0 81 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
c) 1,609,765 61	121,989,489 56	119,875,950 55	2,113,539 25		l) Les annulations de crédits comprenant une somme de 264 325 francs pour le montant des annulations opérées en exécution de la loi du 6 mars 1858 sur les porteurs de crédits de ministère de l'exercice 1856 en vertu de l'article 30 de la loi sur la comptabilité de l'Etat.
84,656,000	201,451,700 66	195,183,657 29	6,268,043 57		m) Non compris fr 170,587 18 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
f) 21,552,566 85	156,224,705 56	154,589,349 89	1,635,355 67		n) Non compris fr 2,000 567 59 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
5,921,700 09	124,116,888 52	122,752,919 29	1,363,969 05		o) Non compris fr 5 80 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
g) 5,768,642 11	128,985,574 98	127,172,574 99	1,812,999 99		p) Non compris fr 760 56 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
h) 8,924,490 68	140,777,556 49	135,060,495 57	5,717,061 12		q) Non compris 1,005 francs annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
946,977 90	113,944,075 41	112,267,069 15	1,677,004 28		r) Apres deduction d'une somme de fr 601,510 c ^s portés antérieurement parmi les crédits alloués pour l'exécution des dépenses engagées au Budget de la Dette publique et pour lesquelles les crédits restent à annuler à la Législature.
2,559,755 29	122,290,216 56	118,750,904 76	3,539,311 80		s) Non compris fr 15,255 10 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
1,106,145 11	121,502,077 78	118,627,460 84	2,874,616 94		t) Non compris fr 8,655 15 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
2,540,568 99	155,803,105 25	151,848,564 95	3,954,540 29		u) Non compris fr 57,786 87 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
4,969,877 76	157,456,461 95	154,510,907 41	2,945,554 54		v) Non compris fr 107 165 71 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
9,656,500 56	144,615,782 24	145,172,277 02	1,441,505 22		w) Non compris fr 2 412 35 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
10,561,522 01	145,951,797 50	146,926,211 95	2,023,578 95		x) Non compris fr 4,840 74 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
8,678,678 91	155,857,819 25	149,727,649 92	6,130,169 31		y) Non compris fr 28,259 01 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
8,891,907 50	150,508,628 12	146,291,158 91	4,017,469 21		z) Non compris fr 71,676 52 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
5,610,495 66	148,154,910 56	144,745,005 56	3,409,905 20		a) Non compris fr 41,77 956 59 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux dont fr 31 585 875 02 c ^s par suite de modifications apportées par la loi du 27 mai 1866 et celle du 16 août 1875.
4,515,494 69	157,111,886 26	152,989,679 62	4,222,206 64		b) Non compris fr 910,909 65 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
16,144,607 42	162,724,145 54	159,025,577 52	3,698,568 02		c) Non compris fr 18,470 02 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
17,657,007 78	166,419,642 45	165,451,869 51	9,967,773 14		d) Non compris fr 15 811 24 c ^s annulés sur les crédits pour des services spéciaux.
97,711,059 51	180,278,560 55	177,082,280 60	3,196,279 95		
55,985,945 02	191,765,615 85	187,062,522 17	4,703,093 68		
52,507,450 69	190,493 105 17	186,225,129 58	4,267,975 39		
52,051,925 01	195,295,155 05	188,795,756 71	6,499,416 32		
57,724,704 85	206,605,462 01	205,206,671 94	1,398,790 07		
21,905,608 68	196,255,255 29	191,604,515 92	4,650,739 37		
19,225,511 50	196,565,694 82	191,910,940 52	4,654,754 30		
27,596,688 93	207,786,906 92	199,655,875 76	8,131,031 16		
25,065,874 15	227,198,006 47	216,907,800 50	10,290,206 95		
45,924,116 81	241,568,865 54	256,191,225 11	5,577,642 25		
51,086,552 17	255,754,558 55	251,974,512 80	3,779,825 55		
154,141,616 24	554,245,420 12	550,898,578 60	3,346,841 52		
60,599,200 54	506,192,571 25	501,642,754 68	4,549,816 57		
45,164 484 58	296,999,705 65	292,922,495 21	4,077,210 44		
44,586,605 24	298,659,555 54	294,555,925 86	4,103,629 68		
124,698,774 20	500,955,656 06	586,075,145 99	81,116,879 07		
85,552,952 14	555,678,927 28	549,497,757 90	6,181,169 38		
70,052,545 17	559,005,157 40	545,659,016 07	13,346,141 33		
1,501,509,489 65	8,819 519,129 65	8 659,791,908 96	170,727,220 69		

TABLEAU DES RÉSULTATS DES BUDGETS DES EXERCICES CLOS

EXERCICES.	BUDGETS ORDINAIRES		SERVICES EXTRAORDINAIRES ET SPÉCIAUX.		BUDGETS ET SERVICES RÉUNIS.		SUR LES BUDGETS	
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	de recette.	
1850. 4 ^e trimestre.)	25,869,417 15	27,548,564 56	652,804 25	652,804 95	26,502,221 56	27,981,168 79	.	
1851.	66,942,211 82	66,208,608 91	46,285,605 21	46,203,554 60	115,225,815 05	112,415,965 51	753,602 91	
1852.	77,811,942 41	85,908,455 19	74,652,565 56	74,592,465 76	152,464,505 97	158,500,918 95	.	
1853.	88,005,710 44	91,901,974 94	54,605 48	.	88,058,515 92	91,904,974 94	.	
1854.	86,580,098 41	86,515,600 96	10,521,259 55	10,000,000 "	96,701,557 76	96,515,600 96	.	
1855.	89,171,554 50	85,614,004 96	1,905,891 40	1,490,000 "	91,075,225 70	87,104,004 96	5,557,529 54	
1856.	85,815,668 92	84,154,524 25	16,818,965 47	15,574,165 71	102,652,652 59	99,528,487 06	1,659,544 67	
1857.	89,406,615 99	95,551,751 64	12,508,656 25	10,000,000 "	101,715,250 24	103,551,751 64	.	
1858.	97,687,045 81	94,420,544 74	25,822,869 "	25,778,055 70	125,509,914 81	120,198,578 44	5,266,701 07	
1859.	99,788,816 92	108,299,611 11	16,048,612 05	15,896,897 40	115,857,428 97	124,196,508 51	.	
1840.	100,558,748 50	102,840,115 52	68,817,505 27	65,074,257 65	169,576,255 86	165,914,570 95	.	
1841.	101,505,775 25	114,976,586 11	59,052 92	"	101,542,826 17	114,976,586 11	.	
1842.	104,558,497 10	106,094,914 71	22,408,459 45	25,278,995 17	126,766,956 55	129,575,900 88	.	
1845.	105,055,528 51	118,156,186 72	18,256,518 97	1,699,765 61	125,289,847 48	119,855,950 55	.	
1844.	110,425,688 59	110,529,637 29	88,581,820 54	84,656,000 "	198,810,508 75	195,185,657 29	.	
1845.	112,276,648 98	115,056,985 06	17,579,502 99	21,552,566 85	129,855,951 97	154,589,549 89	.	
1846.	115,247,056 72	117,551,299 20	817,066 65	5,221,700 09	114,064,045 57	122,752,999 29	.	
1847.	115,544,560 72	125,805,752 88	185,705 12	5,768,642 11	115,528,065 84	127,572,574 99	.	
1848.	108,957,848 54	126,156,104 60	57,180,058 01	8,924,090 68	146,117,886 55	155,060,595 57	.	
1849.	115,847,157 52	111,520,091 25	24,500 06	946,977 90	115,871,457 58	112,267,069 15	2,527,046 29	
1850.	116,529,519 17	116,171,171 47	16,547,668 69	2,559,755 29	152,877,187 86	118,759,904 76	558,547 70	
1851.	119,005,567 10	117,521,515 75	540,284 84	1,106,145 11	119,545,651 94	118,627,460 84	1,482,051 57	
1852.	124,528,067 80	129,508,195 94	4,125,140 99	2,540,568 99	128,451,208 79	151,848,564 95	.	
1853.	128,857,925 59	129,541,079 65	10,650,546 80	4,969,827 76	159,468,270 19	154,510,907 41	.	
1854.	152,551,582 04	155,515,976 46	20,521,670 46	9,656,500 56	152,675,052 50	145,172,277 02	.	
1855.	159,568,195 50	156,564,889 94	5,155,975 15	10,561,522 01	144,502,166 65	146,926,211 95	2,805,505 56	
1856.	145,007,007 42	140,848,771 01	5,252,114 49	8,878,878 91	146,259,211 91	149,727,649 92	2,158,526 41	
1857.	146,781,442 01	157,599,251 11	2,562,481 92	8,891,907 80	149,145,925 95	146,291,158 91	9,582,210 90	
1858.	155,154,108 22½	159,154,509 70	726,651 15	5,610,495 66	155,880,759 57½	144,745,005 56	10,019,598 52½	
1859.	156,628,276 70	148,574,184 95	1,721,569 15	4,515,404 69	158,549,645 85	152,889,679 62	8,254,091 77	
1860.	155,612,571 17½	142,880,769 90	14,096,647 44	16,144,607 42	169,709,218 61½	159,025,577 52	12,751,801 27½	
1861.	156,771,924 87	145,774,861 55	15,462,486 97	17,657,007 78	172,254,411 84	165,451,869 51	10,997,065 54	
1862.	161,116,559 51½	149,551,221 29	5,421,575 01	27,751,059 51	164,557,914 52½	177,082,280 60	11,785,118 22½	
1863.	165,241,641 14	151,096,577 15	5,685,679 55	55,965,945 02	168,925,520 49	187,062,522 17	12,145,265 99	
1864.	164,249,550 74½	155,715,678 89	17,264,924 25	52,507,450 69	181,514,254 97½	186,225,129 58	10,555,651 85½	
1865.	169,059,660 28	156,741,911 70	9,047,290 89	52,051,825 61	178,086,951 17	188,795,756 71	12,297,748 58	
1866.	168,841,101 54	165,481,967 11	18,206,576 99	57,724,704 85	187,047,478 55	205,206,671 94	5,539,154 25	
1867.	172,971,952 24	169,700,707 24	50,452,961 18	21,905,608 68	225,404,895 42	191,604,515 92	5,271,225 "	
1868.	176,294,575 54	172,697,628 82	55,547,120 67	19,225,511 50	209,641,405 41	191,920,940 52	5,596,746 52	
1869.	185,201,172 59	172,259,184 85	25,891,261 26	27,596,688 95	211,092,455 85	199,655,875 76	12,961,987 76	
1870.	190,537,001 95	191,845,926 57	14,905,107 47	25,065,874 15	205,442,109 40	216,907,800 50	.	
1871.	207,705,992 90	194,267,106 50	48,957,975 54	45,924,116 81	256,645,968 44	258,191,225 11	15,458,886 60	
1872.	215,552,689 40	200,888,160 65	26,587,748 50	51,086,552 17	259,940,457 90	251,974,512 80	12,464,528 77	
1873.	227,028,529 52	216,756,762 56	114,057,649 51	154,141,616 24	541,086,178 65	550,898,578 68	10,271,766 96	
1874.	215,454,102 59	241,045,554 54	72,459,447 82	60,599,200 54	515,915,640 21	501,642,754 68	2,410,658 05	
1875.	245,977,557 67	247,958,010 85	52,754,048 96	45,164,484 58	278,711,586 65	292,222,495 21	.	
1876.	235,103,724 70	249,749,522 62	71,517,018 96	44,586,605 24	526,620,745 66	294,555,925 86	5,554,402 08	
1877.	257,514,920 47	261,574,569 79	88,769,605 80	124,698,774 20	546,284,526 27	586,075,145 99	.	
1878.	290,249,695 41	265,894,805 76	107,540,858 52	85,552,952 14	567,590,461 95	549,427,757 90	.	
1879.	270,491,119 90	275,606,472 90	50,510,695 47	70,052,545 17	500,801,815 37	545,659,016 07	.	
	7,996,972,667 15	7,216,851,796 77	1,525,952,635 14	1,422,940,112 19	8,620,905,520 29	8,659,791,908 96	180,821,957 75	
							80,120,	

DE 1850 A 1879 INCLUSIVEMENT (suite). — RÉSULTATS GÉNÉRAUX.

EXCÉDENTS.					Observations.
ORDINAIRES	SUR LES SERVICES EXTRAORDINAIRES et spéciaux		SUR LES BUDGETS ET SERVICES réunis		
	de dépense.	de recette.	de dépense.	de recette.	
1,478,947 45	"	"	"	1,478,947 45	Réglé définitivement par la loi du 5 mars 1846.
"	78,248 61	"	811,851 52	"	Idem.
6,096,512 78	60,099 80	"	"	6,056,412 98	Idem.
5,001,264 50	54,605 48	"	"	5,846,661 02	Réglé définitivement par la loi du 15 juin 1846.
155,502 55	521,259 55	"	187,736 80	"	Idem.
"	415,891 40	"	5,971,220 74	"	Idem.
"	1,444,799 76	"	5,104,144 45	"	Réglé définitivement par la loi du 5 mai 1847.
5,925,117 65	2,508,656 25	"	"	1,616,481 40	Idem.
"	44,855 50	"	5,511,556 57	"	Idem.
8,510,794 19	151,714 65	"	"	8,559,079 54	Idem.
2,281,564 75	5,745,247 64	"	5,461,882 91	"	Idem.
15,672,812 86	59,052 92	"	"	15,655,759 94	Réglé définitivement par la loi du 24 mai 1848.
1,756,417 61	"	870,555 72	"	2,006,955 55	Idem.
15,102,858 21	16,550,755 56	"	5,455,897 15	"	Réglé définitivement par la loi du 18 juillet 1849.
105,968 90	5,728,820 54	"	5,624,851 44	"	Réglé définitivement par la loi du 30 juillet 1858.
760,554 08	"	5,775,065 84	"	4,555,597 92	Idem.
4,284,262 48	"	4,404,095 44	"	8,688,955 92	Idem.
10,459,572 16	"	5,584,958 99	"	14,044,511 15	Idem.
17,198,256 15	28,255,547 55	"	11,057,291 18	"	Idem.
"	"	922,677 84	1,604,568 45	"	Réglé définitivement par la loi du 18 mai 1859.
"	15,787,955 40	"	14,146,285 10	"	Idem.
"	"	765,860 27	716,191 10	"	Réglé définitivement par la loi du 7 avril 1865.
5,180,128 14	1,782,772 "	"	"	5,597,556 14	Idem.
705,156 26	5,660,519 04	"	4,957,562 78	"	Idem.
1,164,594 42	10,665,569 90	"	9,500,775 48	"	Idem.
"	"	5,227,548 88	"	2,424,045 52	Idem.
"	"	5,646,764 42	"	5,488,458 01	Idem.
"	"	6,529,425 88	2,852,785 02	"	Idem.
"	"	4,885,864 51	11,155,754 01½	"	Idem.
"	"	2,794,125 54	5,459,966 25	"	Idem.
"	"	2,047,959 98	10,685,841 29½	"	Réglé définitivement par la loi du 31 déc. 1866.
"	"	2,194,520 81	8,802,542 55	"	Idem.
"	"	24,529,434 50	"	12,544,566 07½	Réglé définitivement par la loi du 20 juin 1868.
"	"	59,282,265 67	"	18,157,001 68	Réglé définitivement par la loi du 25 fév. 1869.
"	"	15,242,526 46	"	4,708,874 60½	Réglé définitivement par la loi du 20 mars 1869.
"	"	25,004,554 12	"	10,706,785 54	Réglé définitivement par la loi du 12 juin 1870.
"	"	19,518,527 84	"	16,159,195 61	Réglé définitivement par la loi du 5 juillet 1871.
"	28,529,552 50	"	51,800,577 50	"	Réglé définitivement par la loi du 25 déc. 1872.
"	14,125,808 57	"	17,720,555 09	"	Réglé définitivement par la loi du 27 déc. 1872.
"	"	1,505,427 67	11,456,560 09	"	Réglé définitivement par la loi du 16 juin 1875.
1,506,924 44	"	10,158,766 66	"	11,465,691 10	Réglé définitivement par la loi du 14 mars 1874.
"	5,015,858 75	"	18,452,745 55	"	Réglé définitivement par la loi du 20 mars 1875.
"	"	24,498,605 67	"	12,054,074 90	Réglé définitivement par la loi du 14 mars 1876.
"	"	20,085,966 95	"	9,812,199 97	Réglé définitivement par la loi du 10 mai 1877.
"	11,860,247 48	"	14,270,905 55	"	Réglé définitivement par la loi du 21 mai 1878.
1,080,475 16	"	12,450,455 42	"	15,510,908 58	Réglé définitivement par la loi du 26 mai 1880.
"	26,950,415 72	"	52,284,817 80	"	Réglé définitivement par la loi du 15 juill. 1881.
5,859,449 52	"	55,929,168 40	"	59,788,617 72	
5,645,202 55	25,807,906 58	"	18,162,704 05	"	
5,115,355 "	"	59,721,849 70	"	42,857,202 70	
109,701,067 57	201,545,677 91	500,551,156 96	246,975,127 91	265,859,716 58	
870 58	99,007,459 05		18,886,588 67		

(80)

ANNEXE N° 7.



APERÇU

DES

RECETTES ET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

COMPRISES DANS LES RÉSULTATS

des Budgets des exercices 1830 à 1884 inclusivement.



RECETTES EXTRAORDINAIRES.**SOMMAIRE.**

I. Recettes pour ordre	fr .	42,247,591 49
II. Ressources extraordinaires provenant de la liquidation avec le Gouvernement des Pays-Bas et avec la Société générale, en sa qualité de caissier de l'État. (<i>Capitaux et intérêts</i>).		36,475,717 41
III. Produit d'emprunts et d'émissions de titres de la Dette publique		1,393,494,504 70
IV. Produit de l'aliénation de domaines, de cessions ou rétrocessions et de transactions		54,137,106 08
V. Rachat de rentes, remboursement de capitaux, réali- sation de valeurs diverses		13,364,631 19
VI. Intérêts, bonifications et bénéfices sur créances, négo- ciations, placements, etc.		2,102,202 80
VII. Recettes diverses de toute autre nature		75,340,948 89
VIII. Capitaux correspondant à des rentes ou annuités du chef d'acquisition de chemins de fer, canaux, im- meubles, collections, etc.		425,396,887 42
TOTAL. . . . fr.		2,042,559,589 98

DÉVELOPPEMENTS.

I. — Recettes pour ordre.

Produit de domaines vendus (loi du 27 décembre 1822) versé en certificats de rentes remboursables, dits <i>losrenten</i> fr.	33,754,434 95
Frais d'expertise en matière de contribution personnelle	66,075 05
Centimes additionnels au profit des communes	528,556 74
Fonds de réimposition de la contribution foncière.	4,722 84
Non-valeurs sur l'emprunt de 12 millions de florins.	491,551 18
— — 10 —	593,506 31
	1,484,212 12
Produit à titre de dépenses périmées. — Exercices : 1830 à 1876.	2,511,756 07
Produit de la réalisation de titres de la Dette publique à 4 p. %, remis au Trésor pour le couvrir des dépenses effectuées de 1875 à 1876 sur le crédit alloué par la loi du 16 août 1875 pour la construction de lignes dans le Luxembourg.	4,697,188 35
TOTAL.	42,247,591 49

II. — Ressources extraordinaires provenant de la liquidation avec le Gouvernement des Pays-Bas et avec la Société générale en sa qualité de caissier de l'État. (Capitaux et intérêts.)

Produit de la réalisation des valeurs mises à la disposition du Gouvernement par la loi du 20 juin 1849, y compris les fonds belges représentant l'encaisse de l'ancien caissier général du royaume des Pays-Bas.	16,562,995 19
Intérêts adjugés à l'État sur l'encaisse de l'ancien caissier général, détenue par la Société générale. (Période du 20 octobre 1850 au 8 novembre 1855.)	1,871,058 79
Ressources spéciales provenant de l'exécution du traité du 5 novembre 1842 avec les Pays-Bas.	18,241,665 43
TOTAL.	36,475,717 41

III. — Produit d'emprunts et d'émissions de titres de la Dette publique.

Produit de l'emprunt volontaire et patriotique de 1850.	632,804 23
— — de 12 millions de florins de 1851.	24,613,415 62
— — de 10 — —	21,591,939 98
— — de 48 — —	74,592,463 76
— — du 18 juin 1856 (50 millions de francs à 4 p. %)	27,564,165 74
— — du 25 mai 1858 (50,850,000 francs à 5 p. %)	35,778,053 70
A REPORTER.	184,572,821 03

	REPORT.	184,572,821 03
Produit de l'emprunt du 26 juin 1840 (80,940,000 francs à 5 p. %).		82,000,000 .
— — du 1 ^{er} mai 1842 (7,624,000 francs à 5 p. %).		7,624,000 . ⁽¹⁾
— — du 29 septembre 1842 (fr. 28,021,718 40 c ^t à 5 p. %).		29,250,000 .
— — du 22 mars 1844 (10 millions de francs à 4 1/2 p. %).		10,000,106 38
— — du 22 mars 1844 (84,650,000 francs à 4 1/2 p. %).		88,042,240 .
— — du 26 février et 6 mai 1848 (emprunts forcés).		57,150,035 56
— — du 20 décembre 1851 (26 millions de francs à 5 p. %).		26,150,000 .
— — du 14 juin 1855 (15 millions de francs à 4 1/2 p. %).		15,715,664 20
— — du 8 septembre 1859 (45 millions de francs à 4 1/2 p. %).		45,000,000 .
— — du 28 mai 1865 (60 millions de francs à 4 1/2 p. %).		60,000,295 03
— — du 10 juin 1867 (60 millions de francs à 4 1/2 p. %).		60,003,500 .
— — du 30 juin 1869 (2,450,000 francs à 4 1/2 p. %).		2,450,000 .
— — du 7 juin 1870 (1 million de francs à 4 1/2 p. %).		1,000,000 .
— — du 23 février 1871 (15,815,800 francs à 4 1/2 p. %).		15,815,800 .
— — 27 juillet 1871 (51 millions de francs à 4 p. %).		49,980,000 .
— — du 29 avril 1875 (506,859,000 à 3 p. %).		240,000,000 .
— — du 27 mai 1876 (46,000,000 de francs à 4 p. %).		46,000,000 .
— — du 19 décembre 1876 (14,250,000 francs à 4 p. %).		14,250,000 .
— — du 25 juin 1877 (52,550,000 francs à 4 p. %).		52,550,000 .
— — du 23 juin 1877 (6,727,000 francs à 4 p. %).		6,727,000 .
— — du 26 juin 1877 (97,170,000 francs à 4 p. %).		97,170,000 .
— — des 9 juillet 1875, 17 juillet 1877, 18 avril, 5 et 4 juin 1878. Convention du 25 janvier 1878 (80,000,000 de francs à 5 p. %).		60,000,000 .
— — du 5 juin 1878 (2,610,200 fr. à 4 p. %).		2,610,200 .
— — du 31 mai 1878 (18,989,500 francs à 4 p. %).		18,989,500 .
— — des 4 et 5 juin et 26 août 1878, 17 février, 30 mars, 1 ^{er} avril, 8 avril, 24 juin, 28 juillet, 4 août et 7 août 1879 (154,719,000 francs à 4 p. %).		142,465,342 50
	TOTAL.	1,595,494,504 70

IV. — *Produit d'aliénation de domaines, de cessions ou rétrocessions et de transactions.*

Produit de vente de domaines (loi du 26 septembre 1835.)	160,810 15	
— — (lois des 27 mai 1857 et 30 juin 1840)	1,867,422 03	
— — (loi du 5 février 1843).	10,817,076 89	
Quote-part de la ville d'Anvers dans les travaux de son agrandissement (loi du 8 septembre 1859).	10,000,000 .	
Prix de cession de l'entrepôt public d'Anvers à la Compagnie des docks, entrepôts et magasins généraux d'Anvers (loi du 22 décembre 1869)	2,200,000 .	
Produit de la vente de la citadelle de Gand (loi du 31 mai 1870).	1,000,000 .	
Produit de la vente des terrains de la citadelle du Sud à Anvers (loi du 10 janvier 1870 et conventions des 10 janvier et 18 mars 1874)	14,202,799 71	
Produit d'aliénations extraordinaires d'immeubles (loi du 1 ^{er} juin 1874).	4,853,696 80	
Prix de vente des immeubles devenus disponibles par suite de la suppression de places fortes (loi du 1 ^{er} juin 1874)	7,558,559 59	
Prix de vente des terrains de l'école vétérinaire (loi du 1 ^{er} juin 1874)	1,460,049 64	
Prix de vente de biens de cure (immeubles et rentes).	3,980 75	
Somme à valoir sur la quote-part des Pays-Bas dans le prix de rachat des chemins de fer d'Anvers au Moerdyk et de Roosendaal à Bréda.	12,731 02	
	TOTAL.	54,137,106 08

(1) Le paiement des indemnités pour pertes résultant des événements de guerre de la révolution ayant eu lieu en titres 3 p. % au pair, c'est également au pair que le produit en est ici calculé.

V. — *Rachat de rentes, remboursements de capitaux, réalisation de valeurs diverses.*

Remboursement du prêt à la Banque de Belgique (loi du 1 ^{er} janvier 1859)	3,896,897 40
Produit de la négociation de titres à 4 $\frac{1}{2}$ p. % appartenant au Trésor (placement du fonds des caisses provinciales de prévoyance des instituteurs primaires)	55,248 20
Produit de la réalisation de 4,000 actions du chemin de fer rhénan acquises en vertu de la loi du 1 ^{er} mai 1840.	3,993,095 92
Produit de la négociation de titres 2 $\frac{1}{2}$ p. % provenant de la caisse de pilotage	205,645 75
Produit de la négociation d'un capital de 33,700 francs à 4 $\frac{1}{2}$ p. % provenant de la mise à exécution de la loi du 31 mars 1852	53,178 35
Remboursement par la caisse générale d'épargne et de retraite d'avances pour frais de premier établissement.	145,000 .
Réalisation au profit du Trésor de titres appartenant au fonds spécial des jeux de Spa.	890,000 .
Fonds provenant du recouvrement des avances faites aux provinces et aux communes pour construction d'écoles (lois des 4 juin 1878 et 27 août 1880).	3,994,810 84
Remboursement de traitements avancés à des instituteurs communaux (lois des 25 août 1880 et 1 ^{er} août 1881)	152,756 75
TOTAL.	13,564,651 19

VI. — *Intérêts, bonifications et bénéfices sur créances, négociations, placements, etc.*

Bonifications par la Société des Bassins Houillers du Hainaut sur les titres à 4 $\frac{1}{2}$ p. % qui lui ont été remis par l'État, en exécution de la loi du 23 février 1871.	1,028,577 52
Intérêts bonifiés par la Société anonyme du Sud d'Anvers, conformément à la convention conclue le 12 janvier 1874 entre l'État, la ville d'Anvers et la Société du Sud.	1,073,625 28
TOTAL.	2,102,202 80

VII. — *Recettes diverses de toute autre nature.*

Subvention de guerre (impôt extraordinaire, lois des 28 décembre 1854 et 9 août 1855).	4,549,814 02
Recette pour non-emploi du crédit alloué par la loi du 27 février 1842 pour les intérêts et l'amortissement du capital d'acquisition de la British-Queen	150,000 .
Sommes non employées sur les fonds d'amortissement de l'emprunt du 22 mars 1844 à 4 $\frac{1}{2}$ p. %	495,826 67
Fonds d'amortissement des emprunts à 5 p. % de 1840 et 1842 attribués au Trésor par la loi du 14 juin 1853.	5,983,776 27
Fonds d'amortissement des emprunts à 4 et à 4 $\frac{1}{2}$ p. % attribués au Trésor (loi du 12 juin 1869). (a)	58,951,725 04
Quotes-parts des puissances maritimes dans le rachat du péage de l'Escaut (loi du 15 juin 1865).	21,514,541 05
Produit de la fabrication de monnaies divisionnaires d'argent (loi des 7 mars 1867 et 15 mai 1880)	2,459,960 18
Bénéfice sur le monnayage de matières d'argent en 1876.	1,017,305 66
Vente de deux paquebots appartenant à l'État	260,000 .
TOTAL.	75,540,948 89

(a) Y compris une somme de fr. 644 97 c^t affectée à l'amortissement de la dette à 5 p. % de 1858.

VIII. — *Capitaux correspondant à des rentes ou annuités du chef d'acquisition de chemins de fer, canaux, immeubles, collections, etc.*

Ressources provenant de la liquidation avec le Gouvernement des Pays Bas et avec le caissier de l'Etat et appliqués à l'achat :	1 ^o de la forêt de Soignes	17,142,857 14
	2 ^o du Palais Ducal, du domaine de Tervuren et d'un hôtel place Royale	7,414,465 40
Acquisition de l'entrepôt d'Anvers		1,481,481 48
Capital calculé à 5 p. % de la rente créée au nom de la ville de Bruxelles, pour achat des musées et collections		6,000,000 0
Capital calculé à 5 p. % de la rente annuelle de fr. 42,287 74 c ^t du chef de servitudes militaires.		845,754 80
Capitaux des rentes ou annuités du chef du rachat par l'Etat	1 ^o du chemin de fer de Mons à Manage.	15,235,505 51
	2 ^o des lignes et du matériel d'exploitation de la Société des Bassins Houillers.	225,600,300 0
	3 ^o des lignes du Grand-Luxembourg.	144,692,062 81
	4 ^o du canal de l'Ourthe	10,984,462 19
	TOTAL	425,506,887 42

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

TABLE SYNOPTIQUE.

FINANCES.

Dépenses pour ordre. (État n° 1, p. 88.) fr.	42,247,591	49	}	316,307,610	45
Autres dépenses générales Id.	58,563,072	22			
— diverses Id.	215,696,946	74			

DOMAINE IMMOBILIER.

Achat. (État n° II, p. 91.)			}	36,206,501	42
Constructions, etc., bâtiments civils. (État n° II, p. 92.)					
a.) Hôtels et palais. Id.	25,887,836	81	}	100,070,411	88
b.) Département des Finances. Id.	7,912,887	»			
c.) — de la Justice. Id.	39,442,938	01			
d.) — des Affaires Étrangères. Id.	315,937	58			
e.) — de l'Intérieur. Id.	10,079,704	22			
f.) — de l'Instruction publique. Id.	13,791,720	57			
g.) — des Travaux publics. Id.	2,639,087	69			

GUERRE.

Frais de guerre, d'armement et de défense. (État n° III, p. 99.)	210,221,252	14	}	231,600,763	67
Bâtiments militaires et dépenses diverses. Id.	21,379,511	53			

INTÉRIEUR.

Subsides et services divers. (État n° IV, p. 102.)	31,865,568	46	}	37,180,175	89
Objets d'art et de science, expositions. Id.	5,314,607	43			

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Maisons d'école. (État n° V, p. 107.)	46,961,998	98	}	48,551,553	81
Pensions. Id.	1,589,554	83			

TRAVAUX PUBLICS.

Chemins de fer. { Construits par l'État. (État n° VI, p. 108.)	735,676,423	81	}	1,209,560,531	32
{ Repris par l'État. Id.	473,884,127	51			
Télégraphes et bateaux à vapeur. (État n° VII, p. 111.)				14,547,447	29
Canaux. (État n° VIII, p. 113.)				129,218,560	13
Rivières. (État n° IX, p. 118.)				70,919,926	75
Ports et côtes. Polders. (État n° X, p. 122.)				61,976,800	74
Routes et ponts. (État n° XI, p. 125.)				36,560,449	73

TOTAL. fr. 2,292,500,253 10

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

FINANCES.

ÉTAT N° I.

SOMMAIRE.

A. Dépenses pour ordre	fr. 42,247,591 49
B. Autres dépenses générales	58,563,072 22
C. Remboursements, rachats de péages, de rentes, etc.	212,551,620 83
D. Divers	3,165,325 91
TOTAL. fr.	316,507,610 45

N. B. Les dépenses couvertes par les ressources ordinaires sont marquées d'un astérisque.

DÉVELOPPEMENTS.

A. — Dépenses pour ordre.

Certificats de rentes remboursables, dits <i>domain losrenten</i>	55,754,434 95
Dépenses diverses *	1,484,212 12
Dépenses périmées des exercices apurés *	2,511,756 07
Dépenses effectuées à charge du crédit voté par la loi du 16 août 1875 pour construction de lignes de chemins de fer dans le Luxembourg, le crédit alloué pour ces travaux ayant été annulé et remplacé par une émission de titres 4 p. %, à concurrence de 46 millions de francs.	4,697,188 55
TOTAL.	42,247,591 49

B. — Autres Dépenses générales.

Dépenses extraordinaires pour les besoins urgents du pays, acquittées au moyen du produit des emprunts de 12 et de 10 millions de florins.	46,205,335 60
Dépenses imputées sur la subvention de guerre, pendant le cours de l'exercice 1855	4,553,716 62
Indemnités pour pertes résultant des événements de guerre de la révolution (capital nominal de 7,624,000 francs à 3 p. %).	7,624,000 *
TOTAL.	58,363,072 22

C. — Remboursements, rachats, etc.

Remboursement de l'emprunt volontaire de 1850 ainsi que des emprunts de 10 et de 12 millions de florins, au moyen du produit de l'emprunt de 48 millions de florins (100,800,000 francs, 5 p. %).		40,879,425	28
Prêt à la Banque de Belgique. (Loi du 1 ^{er} janvier 1859.)		3,806,897	40
Achat de 4,000 actions du chemin de fer Rhénan. (Lois des 1 ^{er} mai et 26 juin 1840.)		3,549,600	»
Rachat du capital de 80 millions de florins à 2 1/2 p. % (art. 65, n ^o 7, du traité conclu avec les Pays-Bas, le 5 novembre 1842.)		84,056,000	»
Payements faits en exécution du traité conclu avec les Pays-Bas, le 5 novembre 1842. (Loi du 21 mai 1845.)		2,948,085	70
		605,174	60
Rachat du péage de l'Escaut, prix, intérêts et frais y relatifs	Loi du 15 juin 1865. 38,400,000 * — du 18 mars 1866. * 22,395 10	38,422,395	10
Avances à la Caisse générale d'épargne et de retraite pour frais de premier établissement.	Loi du 16 mars 1865. 50,000 * — du 26 mars 1866. 75,000 * — du 28 déc. 1867. 75,000 »	200,000	»
		55,000	»
Excédent de crédit annulé.		145,000	»
Remboursement du capital restant en circulation de l'emprunt à 4 p. % de 1856. (Loi du 12 juin 1869.)		7,269,000	»
Remboursement du capital restant en circulation de l'emprunt à 5 p. % de 1858. (Loi du 18 décembre 1872.)		5,653,000	»
Rachat de la rente de 400,000 florins inscrite au profit du Gouvernement des Pays-Bas en vertu de l'article 65, n ^o 1, du traité du 5 novembre 1842 et frais accessoires. (Loi du 19 juin 1873.)		18,750,000	»
Excédent de crédit annulé.		20,951	25
		18,729,048	75
	TOTAL. fr.	212,551,620	83

D. — Divers.

Frais des expériences de raffinage de sucre effectuées à Cologne, en exécution de l'article 2 de la convention signée à Paris, le 4 juillet 1866. (Loi du 28 décembre 1866.)		185,000	»
Excédent de crédit annulé.		812	75
		182,187	25
Fabrication de nouvelles monnaies divisionnaires d'argent et retrait des anciennes. (Loi du 7 mars 1867.)		500,000	»
Excédent de crédit annulé.		»	96
		499,999	04
Transformation en pièces de 5 francs de l'excédent de l'argent fin provenant de la refonte d'une partie des anciennes monnaies divisionnaires retirées de la circulation. (Loi du 15 mai 1870.)		17,249	63
Excédent de crédit annulé.		»	15
		17,249	48
Régularisation du déficit du Trésor provenant du vol des titres de la dette à 4 et à 5 p. % commis dans les archives de la Cour des comptes (Loi du 20 février 1871).		506,800	»
Excédent de crédit annulé.		442	45
		306,357	55
	A REPORTER. fr.	1,005,795	32

	REPORT fr.	1,005,795 52
Frais résultant du remboursement des titres de l'emprunt de 50 millions de francs à 4 p. % et de la modification du régime de l'amortissement des dettes à 4 1/2 p. % (Loi du 12 juin 1869).	35,000 »	
Excédent de crédit annulé.	7,000 »	
	<hr/>	28,000 »
Frais de confection et d'émission des titres de l'emprunt de 60 millions de francs autorisé par la loi du 10 juin 1867		120,000 »
Frais de confection et d'émission des titres de l'emprunt de 50 millions de francs de 1871. (Loi du 27 juillet 1871.)	100,000 »	
Excédent de crédit annulé.	2,000 »	
	<hr/>	98,000 »
Frais de confection et d'émission des titres de l'emprunt de 506,859,000 francs à 3 p. % (Loi du 29 avril 1873).	500,000 »	
Excédent de crédit annulé:	6,431 88	
	<hr/>	293,568 12
Frais de confection et d'émission des titres de la dette à 2 1/2 p. %, (Loi du 19 décembre 1874.	60,000 »	
Excédent de crédit annulé.	2,506 08	
	<hr/>	57,495 92
Frais de confection et d'émission de nouvelles feuilles de coupons afférentes aux obligations au porteur des trois premières séries de la dette à 4 1/2 p. % (Loi du 2 juillet 1875.)		20,000 »
Frais de confection et d'émission des titres à 4 p. %, ainsi que de ceux créés en exécution de la loi du 9 juillet 1875. (Loi du 27 mai 1876)		80,000 »
Frais de confection et d'émission de titres à 4 p. % pour l'exécution de chemins de fer concédés. (Loi du 26 juin 1877.)		150,000 »
Frais de confection des titres à 4 p. % (Loi du 31 mai 1878.)		35,000 »
Construction d'un steamer destiné au service de la douane. (Loi du 16 fév. 1878.)	92,500 »	
Excédent de crédit annulé:	86 25	
	<hr/>	92,415 75
Conversion de la dette à 4 1/2 p. % en un fonds nouveau à 4 p. %, frais de confection de nouveaux titres. (Loi du 25 juillet 1879.)		275,000 »
Frais de confection et d'émission des titres de la Dette publique à créer en vertu des lois des 4 et 5 juin et 26 août 1878, et des 17 février, 30 mars, 1 ^{er} et 8 avril, 24 juin et 4 août 1879.		75,000 »
Fabrication de monnaies et de médailles en souvenir du cinquantième anniversaire de l'Indépendance nationale. (Loi du 15 mai 1880.)		850,000 »
Frais d'expertise de biens échangés { Loi du 12 mai 1880	4,500 »	
au parc de Laeken { — 28 juin 1881	556 80	
	<hr/>	5,056 80
	<hr/>	
TOTAL fr.		<u>3,165,325 91</u>

IMMEUBLES.

ÉTAT N° II.

SOMMAIRE.

A. Achats.	}	a. Terres, forêts, jardins. fr.	19,377,842	59
		b. Hôtels et palais	16,828,658	83
B Constructions et améliorations (bâtiments civils).	}	a. Hôtels et palais	25,887,856	81
		b. Département des Finances	7,912,887	»
		c. — de la Justice	39,442,958	01
		d. — des Affaires Étrangères	315,937	58
		e. — de l'Intérieur	10,079,704	22
		f. — de l'Instruction publique.	15,791,720	57
		g. — des Travaux publics	2,659,087	69
TOTAL. fr.			156,276,613	50

DÉVELOPPEMENTS.

A. — ACHATS.

a. — Terres, forêts et jardins.

Acquisition de biens avois- nant le domaine de Laeken ou y enclavés	}	Loi du 27 mai 1837	89,651	82
		— 30 juin 1840	659,445	57
		— 4 juin 1842 (Budget des dépenses pour ordre)	159,072	83
			<hr/>	
			908,150	22
Acquisition de la forêt de Soignes. Traité du 5 novembre 1842 et convention du même jour.			17,142,857	14
Propriétés acquises de M. Duchastel, sises près du domaine de Tervueren. (Loi du 17 avril 1854).			59,402	65
Acquisition et travaux d'appropriation du Jardin Bota- nique de Bruxelles	}	Loi du 5 juin 1870.	1,000,000	»
		— 24 mai 1872	75,000	»
			1,075,000	»
Excédent de crédit annulé.			77	80
			<hr/>	
			1,074,022	20
Achat de la ferme de Groenendael. (Loi du 16 décembre 1875).			212,757	»
Excédent de crédit annulé.			246	62
			<hr/>	
			212,510	58
TOTAL			19,377,842	59

b. — Hôtels et palais.

Acquisition de l'hôtel Torrington. (Ministère de l'Intérieur.) *	180,000 »	
Acquisition d'un hôtel rue de la Loi, n° 10, à Bruxelles. (Ministère des Finances.) *	262,500 »	
Acquisition du Palais Ducal. (Traité du 5 novembre 1842.)	} 7,414,463 40	
Id. id. de Tervueren. (Même traité.)		
Id. de l'hôtel place Royale. (Travaux publics, même traité.)		
Achat des immeubles et collections de la ville de Bruxelles (rente perpétuelle de 500,000 francs, calculée à 5 p. o/o. (Loi du 14 décembre 1842.)	6,000,000 »	
Hôtel rue du Nord, à Bruxelles. (Loi du 8 mars 1847.) *	165,000 »	
Acquisition des deux hôtels nos 12 et 14, rue de la loi, et d'une maison rue de l'Orangerie. (Loi du 8 mai 1847.) *	490,000 »	
Acquisition de l'hôtel d'Assche, place des Palais, à Bruxelles. (Loi du 14 décembre 1852.) . . . *	215,000 »	
Acquisition d'un immeuble destiné à l'installation d'une partie des bureaux de l'administration centrale des chemins de fer, postes et télégraphes. (Loi du 14 septembre 1864.) *	210,000 »	
Excédent de crédit annulé. » 17		209,999 83
Acquisition de l'hôtel Trazegnies, rue Ducale, à Bruxelles. (Loi du 1 ^{er} juillet 1860.) *	275,000 »	
Achat d'immeubles pour l'agrandissement du Ministère de la Guerre. (Loi du 12 juin 1869.)	285,000 *	
Excédent de crédit annulé 1 70		284,998 24
Acquisition de deux maisons rue de Louvain à Bruxelles. (Loi du 18 décembre 1875.)	252,000 »	
Excédent de crédit annulé. 302 75		251.697 27
Achat d'un local pour les archives nationales. (Loi du 17 juillet 1877.)	1,000,000 »	
Pavillon de Tervueren. — Travaux de conservation. (Loi du 4 août 1879.)	100,000 »	
TOTAL		<u>16,828,658 83</u>

B. — CONSTRUCTIONS ET AMÉLIORATIONS. (Bâtiments civils.)

a. — Hôtels et palais.

Agrandissement, restauration intérieure et ameublement du Palais royal à Bruxelles	Loi du 8 septembre 1859 *	675,000 »	
	— 8 juillet 1865 *	1,100,000 »	
	— 25 décembre 1865	1,000,000 »	
	— 30 mai 1866 *	700,000 »	
	— 31 mars 1868	180,000 »	
	— 31 mars 1868	500,000 »	
	— 5 juin 1868	90,000 »	
	— 29 juin 1869 *	700,000 »	
	— 5 juin 1870 *	500,000 »	
— 27 juillet 1871.	750,000 »		
		5,995,000 »	
Excédent de crédit annulé.	150 05		5,994,849 97
Construction d'un manège. (Loi du 8 juillet 1865)	200,000 »		
Excédent de crédit annulé. » 62			199,999 38
A REPORTER fr.			<u>6,194,849 55</u>

	REPORT. fr.	0,194,849 35	
Travaux de restauration et d'appropriation du Palais des anciens Princes évêques de Liège	Loi du 8 septembre 1859	300,000 »	
	— 8 juillet 1865.	400,000 »	
	— 30 mai 1866 *	450,000 »	
	— 5 juin 1868	250,000 »	
	— 5 juin 1870 *	200,000 »	
	— 16 août 1875	300,000 »	
	— 9 juillet 1875.	100,000 »	
	— 27 mai 1876	200,000 »	
	— 4 août 1879	400,000 »	
		<hr/>	2,600,000 »
Excédent de crédit annulé.	6 03		2,599,995 97
Transfert, rue de la Loi, des Ministères de la Justice et des Travaux publics.	Loi du 8 septembre 1859	700,000 »	
	— 14 septembre 1864	* 550,000 »	
	— 14 septembre 1864	160,000 »	
	— 30 mai 1866 *	150,000 »	
	<hr/>	1,540,000 »	
Excédent de crédit annulé.	» 03		1,539,999 97
Exécution de divers travaux d'amélioration et d'ornementation à la salle des séances du Sénat	Loi du 1 ^{er} juin 1865. *	120,000 »	
	— 21 avril 1864. *	17,000 »	
		<hr/>	137,000 »
Excédent de crédit annulé.	2 19		136,997 81
Construction d'un palais des beaux-arts et des fêtes publiques	Loi du 1 ^{er} juin 1874 *	1,000,000 »	
	— 27 mai 1876	500,000 »	
	— 17 juillet 1877	1,000,000 »	
	— 5 juin 1878	900,000 »	
	— 4 août 1879	1,135,000 »	
	<hr/>	4,535,000 »	
Agrandissement des locaux du Palais de la Nation et des Ministères. — Travaux de construction et de restauration	Loi du 12 juin 1869 *	85,000 »	
	— 5 juin 1870 *	550,000 »	
	— 27 juillet 1871	500,000 »	
	— 24 mai 1872	250,000 »	
	— 16 août 1875	500,000 »	
	— 9 juillet 1875	500,000 »	
	— 27 mai 1876	1,000,000 »	
	— 17 juillet 1877	500,000 »	
	— 5 juin 1878.	1,000,000 »	
	— 4 août 1879.	2,000,000 »	
	— 14 août 1881.	1,200,000 »	
	<hr/>	8,085,000 »	
Excédent de crédit annulé.	2 51		8,082,997 49
Transfert du Ministère des Travaux publics, rues Ducale, de Louvain et de l'Orangerie. (Loi du 16 août 1875.)	1,000,000 »		
Excédent de crédit annulé.	1 78		999,998 22
Érection d'un monument à l'ancien Champ des manœuvres. (Loi du 8 avril 1879.)		1,800,000 »	
TOTAL		<hr/>	25,887,856 81

b. — *Département des Finances.*

Acquisition et parachèvement de l'entrepôt d'Anvers	Capital de l'emprunt contracté pour la construction de l'entrepôt. (Budget de 1839.)	Loi du 29 septembre 1842	1,481,481 48	
		— 15 mai 1847.	540,000 »	
		— 10 juin 1851	108,000 »	
			5,629,481 48	
		Excédent de crédit annulé.	4 57	3,629,477 11
Acquisition d'un immeuble destiné au logement et aux bureaux du directeur des contributions à Namur. (Loi du 9 mars 1867.)			120,000 »	
Excédent de crédit annulé.			6,971 96	115,028 04
Achat d'immeubles à Bruges et à Arlon pour le service des directions provinciales des contributions directes. (Loi du 12 juin 1869.)				185,000 »
Construction d'un hôtel pour la direction provinciale des contributions directes à Gand. Acquisition des terrains et exécution des travaux	Loi du 24 mai 1872		60,000 »	
		— 16 août 1873	160,000 »	
			220,000 »	
Excédent de crédit annulé.			1,515 51	218,686 69
Construction à Ostende, sur le nouveau quai des bateaux à vapeur, d'un bâtiment destiné au service de la douane et du chemin de fer. (Loi du 5 juin 1868.)				150,000 »
Construction de bâtiments pour le service de la douane à Nieupoort et à Beveren. (Loi du 3 juin 1870.)			32,000 »	
Excédent de crédit annulé.			» 65	31,999 35
Achat de terrains et construction d'un nouvel hôtel des Monnaies à Saint-Gilles.	Loi du 20 février 1871 (acquisition de terrains)	— 20 décembre 1872 id.	307,595 85 ⁽¹⁾	
		— 27 juillet 1871 (travaux de construction).	57,212 82	
		— 9 juillet 1875 id.	500,000 »	
		— 27 mai 1876 id.	500,000 »	
		— 17 juillet 1877 id.	1,000,000 »	
		— 5 juin 1878 id.	500,000 »	
		— 4 août 1879 id.	250,000 »	
		— 15 mars 1880 id.	385,000 »	
			55,000 »	3,554,808 67
Travaux de construction de magasins destinés aux papiers hors d'usage provenant de diverses administrations publiques. (Loi du 28 août 1878.)			20,000 »	
Excédent de crédit annulé.			112 86	19,887 14
Acquisition d'immeubles situés à Dinant. (Loi du 28 août 1881)				10,000 »
TOTAL. fr.				7,912,887 »

c. — *Département de la Justice.*

Construction de prisons.	Loi du 20 décembre 1851		1,200,000 »	
		— 4 août 1879	1,500,000 »	
		— 14 août 1881	500,000 »	
				3,200,000 »
Agrandissement de la maison pénitentiaire de Namur; agrandissement des maisons d'arrêt de Charleroi et de Courtrai. (Loi du 21 mai 1878.)				100,000 »
A REPORTER. fr.				3,500,000 »

(1) Le crédit alloué par la loi du 20 février 1871 est de 725,000 francs. Le surplus, soit fr. 417,404 15 c^t, a été appliqué à l'acquisition d'immeubles nécessaires à l'établissement de l'hôtel des Postes.

	REPORT.	fr.	
			3,300,000 »
Travaux de l'église de Laeken	Loi du 3 juin 1859.	400,000 »	
	— 9 janvier 1861.	50,000 »	
	— 1 ^{er} juin 1866.	150,000 »	
	— 30 mai 1868.	330,000 »	
	— 27 juillet 1871.	250,000 »	
			1,200,000 »
Part de l'État dans les frais de construction d'un nouveau Palais de Justice à Bruxelles	Loi du 8 septembre 1859.	1,200,000 »	
		800,000 »	
	— 8 juillet 1865	3,000,000 »	
	— 31 mars 1868	1,000,000 »	
	— 20 mai 1872.	975,000 »	
	— 16 août 1875	1,500,000 »	
	— 17 août 1873	25,000 »	
	— 16 mars 1874	1,000,000 »	
	— 21 mars 1875	2,500,000 »	
	— 27 mai 1876.	2,500,000 »	
	— 6 mai 1877.	2,500,000 »	
	— 3 juin 1878.	2,400,000 »	
	— 26 août 1878	1,800,000 »	
	— 1 ^{er} avril 1879	1,500,000 »	
	— 24 juin 1879.	1,000,000 »	
	— 7 août 1879	2,200,000 »	
— 26 avril 1880	4,000,000 »		
— 30 juillet 1881	3,000,000 »		
			52,900,000 »
Acquisition et appropriation d'un dépôt de mendicité agricole. (Loi du 28 mars 1870.)			500,000 »
Acquisition du dépôt de mendicité d'Hoogstraeten. (Loi du 6 mai 1877.)		65,000 »	
Excédent de crédit annulé		2,175 45	
			62,824 57
Construction d'un bâtiment pour le service du <i>Moniteur belge</i>	Loi du 27 mai 1876	200,000 »	
	Loi du 17 juillet 1877	300,000 »	
		500,000 »	
Excédent de crédit annulé.		14 51	
			499,985 69
Ameublement des nouveaux locaux de la Cour militaire (Loi du 29 juillet 1879.)			50,127 75
Frais d'expropriation des bâtiments de l'asile des hommes aliénés à Froidmont et de quelques parcelles de terre. (Loi du 1 ^{er} avril 1879.)			50,000 »
Construction d'un établissement d'aliénés à Tournai (Loi du 2 avril 1881)			600,000 »
	TOTAL		59,442,958 01

d. — Département des Affaires Étrangères.

Acquisition et appropriation d'un immeuble situé rue des Augustins, à Bruxelles et destiné à l'installation d'un musée commercial. (Loi du 20 avril 1881.)	315,957 58
--	------------

e. — Département de l'Intérieur.

Agrandissement, restauration et ameublement du monument de la porte de Hal, servant au Musée royal d'antiquités, d'armures et d'artillerie; — acquisition d'objets d'art et d'archéologie.	Loi du 2 juin 1861 . . . *	250,000 »	
	— 27 juillet 1871 . . .	86,000 »	
	— 29 — . . .	53,500 »	
	— 16 août 1875. . . *	50,000 »	
	— 24 mai 1876 . . . *	25,000 »	
	— 25 mai 1880 . . .	10,000 »	
	— 20 août 1881 . . .	6,000 »	
		460,500 »	
Excédent de crédit annulé.		48 98	
			460,451 02
A REPORTER.	fr.		460,451 02

	Report. fr.	460,451 02
Acquisition de terrains et dépenses de construction d'un établissement pour le Tir national; subsides pour l'établissement d'autres tirs.	{ Loi du 2 juin 1861 500,000 » — 14 août 1863 * 99,779 51	
	309,779 51	
Excédent de crédit annulé.	65 21	309,714 30
Acquisition de l'ancien hôtel de la Tour et Taxis. — Construction du Conservatoire royal de musique de Bruxelles	{ Loi du 12 juillet 1865. . . * 165,500 » — 27 juillet 1871 . . . 200,000 » — 16 août 1873. 350,000 » — 9 juillet 1875 450,000 » — 27 mai 1876 500,000 » — 5 juin 1878 100,000 » — 4 août 1879 80,000 » — 14 août 1881 24,000 »	
	1,667,500 »	
Excédent de crédit annulé.	2,858 73	1,664,661 27
Conservatoire de Liège. (Loi du 4 août 1879.)		200,000 »
Érection d'un monument à feu S. M. le Roi Léopold I ^{er}	{ Loi du 29 mai 1866 . . . * 1,000,000 » — 27 mai 1876 1,000,000 »	2,000,000 »
Construction et ameublement des Musées de Bruxelles.	{ Loi du 12 juin 1869 . . . * 125,000 » — 5 juin 1870 . . . * 125,000 » — 29 juillet 1871 . . . 120,000 » — 27 — 125,000 » — — — 50,000 » — 24 mai 1872 190,000 » — 26 mars 1875. . . * 120,764 »	
	855,764 »	
Excédent de crédit annulé.	114 06	855,649 94
Travaux d'appropriation d'un bâtiment pour l'installation des collections entomologiques, et achèvement de la salle de lecture à la Bibliothèque royale.	{ Loi du 5 juin 1870 . . . * 69,000 » — 27 juillet 1871 . . . 20,000 » — 4 août 1879. 4,500 »	
Installation des académies au Palais ducal, mobilier pour les collections de la Bibliothèque royale. (Loi du 27 juillet 1877.)	* 55,985 »	
Installation des académies dans les locaux du palais de la rue Ducale. (Loi du 4 juin 1878.)	78,800 »	
	228,285 »	
Excédent de crédit annulé.	4 50	228,280 50
École de médecine vétérinaire de l'État. { Reconstruction de la maison d'habitation du régisseur. (Loi du 24 mai 1872.) 50,000 » Mise en valeur des terrains. (Loi du 1 ^{er} juin 1874.) 405,000 » Reconstruction de murs de soutènement le long de la Senne (Loi du 14 août 1881) 120,000 »		645,000 »
Acquisition, appropriation et ameublement de l'orphelinat des <i>Kulders</i> , à Gand. (Loi du 14 mars 1874.)	*	153,533 29
Ameublement de l'hôtel du Gouvernement provincial du Hainaut, de ceux de Liège, du Limbourg, du Brabant, du Luxembourg, de la Flandre occidentale et de la Flandre orientale	{ Loi du 29 mars 1877. 61,280 » — 4 août 1879. 69,000 » — 25 mai 1880 75,150 »	
	205,430 »	
Excédent de crédit annulé	16 10	203,413 90
	A REPORTER. fr.	6,770,704 22

	REPORT. fr.	6,770,704 22
Transfert du Musée d'histoire naturelle dans les bâtiments du Jardin Zoologique. (Loi du 4 août 1879.)		250,000 »
Hôtel du gouvernement provincial à Bruges, recon- struction des bâtiments incendiés	{ Loi du 4 août 1879 210,000 » — 14 août 1881 600,000 »	710,000 »
Déplacement de l'Observatoire royal de Bruxelles. (Loi du 4 août 1879.)		1,000,000 »
Ameublement et installation des bureaux dans les nouveaux locaux et renouvellement d'une partie du mobilier de l'hôtel du Ministre. (Loi du 25 mai 1880)		110,000 »
Acquisition de l'Institut agricole de Gembloux. (Loi du 18 juin 1881.)		1,150,000 »
Construction d'un nouvel hôtel pour le gouvernement provincial, à Hasselt. (Loi du 14 août 1881.)		100,000 »
	TOTAL.	<u>10,070,704 22</u>

f. — Département de l'Instruction publique.

Organisation de quatre nouvelles écoles normales de l'État. (Loi du 29 juin 1869.)		500,000 »
Construction et ameublement des écoles normales de Liège et de Mons	{ Loi du 16 août 1875 975,000 » — 27 mai 1876 505,500 » — 29 mars 1877 21,000 » — 4 août 1879 565,000 »	
Construction d'une école normale à Bruges.	{ Loi du 9 juillet 1875 200,000 » — 5 juin 1878 500,000 » — 4 août 1879 950,000 » — 14 août 1881 350,000 »	
École normale de Gand	{ Loi du 4 août 1879 950,000 » — 14 août 1881 160,000 »	
Organisation matérielle de l'enseignement normal primaire. (Loi du 25 août 1880.)		964,421 62
Appropriation des locaux des sections normales d'enseignement moyen à Bruges et à Nivelles. (Loi du 25 août 1880.)		6,800 »
Amélioration et construction de locaux pour l'ensei- gnement normal primaire.	{ Loi du 26 août 1880 500,000 » — 14 août 1881 1,187,200 »	
Agrandissement et reconstruction partielle de l'école normale des humanités, à Liège. (Loi du 26 août 1880.)		450,000 »
		<u>8,582,921 62</u>
Excédent de crédit annulé.		117 79
		<u>8,582,803 83</u>
Ameublement et installation du Ministère de l'Instruction publique	{ Loi du 28 juillet 1879 186,000 » — 25 août 1880 197,000 »	
		383,000 »
Excédent de crédit annulé.		6 26
		<u>382,993 74</u>
Universités de l'État, amélioration et construction de locaux. Installations matérielles. (Loi du 4 août 1879.)		4,500,000 »
Projets de plans-types pour la construction d'athénées, de collèges et d'écoles moyennes. (Loi du 25 août 1880.)		6,000 »
Excédent de crédit annulé		77 »
		<u>5,925 »</u>
Construction et ameublement de sections préparatoires d'écoles moyennes. (Loi du 25 août 1880.)		520,000 »
	TOTAL.	<u>15,791,720 57</u>

g. — *Département des Travaux publics.*

Acquisition et appropriation d'immeubles destinés notamment au service de la poste aux lettres et au bureau central des petites marchandises, à Liege, à Mons et à Namur	{	Loi du 6 juillet 1860 . . *	152,000	»	
		— 12 juillet 1865 . . *	80,000	»	
		— 3 juin 1867	75,000	»	
		— 9 juillet 1875	116,000	»	
			<hr/>		
			425,000	»	
		Excédent de crédit annulé	161	»	
			<hr/>		422,839
Installation provisoire du service des postes dans l'ancien temple des Augustins (Loi du 19 février 1875)			50,000	»	
		Excédent de crédit annulé	»	04	
			<hr/>		40,999 96
Hôtel central des postes	{	Loi du 20 février 1871	417,404	15 ⁽¹⁾	
		— 19 février 1875	10,000	»	
		— 4 août 1879	1,200,000	»	
			<hr/>		1,627,404 15
Appropriation du Palais de Justice d'Anvers au service de la poste	{	Loi du 17 juillet 1877 . . *	100,000	»	
		— 5 juin 1878	77,000	»	
		— 4 août 1879	12,000	»	
			<hr/>		
			189,000	»	
		Excédent de crédit annulé	155	42	
			<hr/>		188,844 58
Construction ou agrandissement de bureaux de poste (Loi du 14 août 1881)					550,000
			<hr/>		
		TOTAL			2,659,087 69

(¹) Le surplus du crédit de 725 000 francs alloué par la loi du 20 février 1871, a été affecté à l'acquisition de terrains devant servir d'emplacement à l'Hotel des Monnaies

G U E R R E.

ÉTAT N° III.

S O N M A I R E.

A. Frais de guerre, d'armement ou de défense.	fr. 210,221,252 14
B. Bâtimens militaires.	20,109,294 76
C. Divers	1,270,216 77
TOTAL.	fr. 231,600,763 67

D É V E L O P P E M E N T S.

D É P E N S E S M I L I T A I R E S

A. — *Frais de guerre, d'armement ou de défense.*

Frais de guerre imputés sur l'excédent du produit de l'emprunt de 48 millions de florins . . fr. 27,715,040 48

Dépenses extraordinaires du Département de la Guerre		Loi du 15 avril 1848.	9,000,000 •
		— 5 avril 1852.	4,700,000 •
		— 11 juin 1855 (démolition des forteresses). . .	3,500,600 •
		— 8 mars 1854 (amélioration du matériel de l'artillerie et du génie)	1,736,000 •
		— 4 juin 1855 (dépenses diverses)	2,435,000 •
		— 4 juin 1855 (matériel et constructions) . .	3,960,000 •
		— 8 mars 1856 (matériel du génie et de l'artillerie)	2,359,760 •
		— 21 mai 1859 (matériel et constructions) . .	9,000,000 •
		— 8 mai 1861 (— de l'artillerie) . . . *	14,461,170 •
		— (— du génie) *	1,100,000 •
		— 9 août 1862 (— d'artillerie) *	338,910 •
		— 21 avril 1864 (— —) *	449,450 •
		— 5 juin 1867 (transformation de l'armement de l'infanterie).	8,400,000 •
		— 2 septembre 1870 (mobilisation)	15,220,000 •
		— 30 — — — — —	9,956,850 •
		— 2 avril 1873 (transformation de l'armement de la gendarmerie)	205,000 •
		— 2 juillet 1877 (outils de campement pour l'infanterie).	100,000 •
		— 2 juillet 1877 (exhaussement des affûts de siège pour canons)	782,000 •
		— 2 juillet 1877 (achat et transformation de cartouchières)	300,000 •
		— 18 avril 1878 (matériel de l'artillerie) . . .	7,500,000 •
			95,504,720 •
		Excédent de crédit annulé.	2,241,846 92
			93,262,873 08

REPORTER. fr. 120,975,913 56

		REPORT. fr.	120,975,913 56
Travaux d'agrandissement de la ville d'Anvers et continuation des travaux de défense.	Loi du 8 septembre 1859	* 20,000,000 » 18,025,000 » 10,000,000 » 5,575,000 » 1,500,000 » 14,000,000 » 2,150,000 » 1,800,000 » 3,000,000 » 2,200,000 » 5,850,000 »	
		85,000,000 »	
Travaux de démolition et de nivellement pour la mise en valeur de terrains militaires dépendant de places fortes	Loi du 28 mai 1868	500,000 » 200,000 » 110,000 » 1,485,000 » 800,000 » 1,280,000 » 1,050,000 »	
		5,425,000 »	
	Excédent de crédit annulé.	25,416 22	
			5,599,585 78
Indemnités du chef de servitudes militaires. (Loi du 2 avril 1875.)			845,754 80
		TOTAL. fr.	210,221,252 14

B. — Bâtimens militaires.

Construction de bâtimens militaires destinés à remplacer la caserne du pont Maghin, à Liège. (Loi du 28 décembre 1867.)		92,000 »	
Amélioration des casernes de l'État et de leur mobilier; construction et ameublement de nouvelles casernes.	Loi du 24 mars 1875.	5,000,000 » 2,000,000 » 2,000,000 » 2,000,000 » 4,000,000 » 5,000 » 4,500,000 »	
		17,505,000 »	
Construction d'écuries dans la caserne Léopold à Mons. (Loi du 1 ^{er} juin 1874.)		88,556 55	
Construction d'un hôpital militaire à Bruges, appropriation des bâtimens destinés à celui de Termonde et amélioration de divers établissemens hospitaliers. (Loi du 27 mai 1868.)		507,000 »	
Travaux d'appropriation, de construction et d'ameublement exigés par le transfert de l'Académie militaire dans les bâtimens et terrains dépendant de l'ancien dépôt de mendicité de la Cambre. (Loi du 25 mars 1872.)		450,000 »	
Frais relatifs à l'acquisition de ce dépôt. (Loi du 14 août 1875.)		290,000 »	
		740,000 »	
	Excédent de crédit annulé.	4,631 75	
			755,368 25
Établissement d'un champ de manœuvres à Anvers. (Loi du 22 juin 1875.)		400,000 »	
Construction de magasins pour l'artillerie et le génie. (Loi du 1 ^{er} juin 1874.)		185,650 50	
Construction d'une grande meunerie militaire à Anvers et établissement dans toutes les boulangeries militaires du royaume de fours aérothermes et de pétrins mécaniques. (Loi du 21 mai 1872.)		750,000 »	
	Excédent de crédit annulé.	64 65	
			729,955 35
Acquisition d'immeubles destinés à l'établissement d'une boulangerie militaire à Bruxelles (Loi de 19 février 1875.)		66,500 »	
	Excédent de crédit annulé.	495 87	
			66,004 15
		TOTAL. fr.	20,109,294 76

Voirie vicinale (1850 à 1879).

	Loi du 4 juin 1850	450,000	
Travaux d'amélioration de la voirie vicinale, travaux d'assainissement dans les villes et communes, et travaux d'utilité communale dans les localités atteintes par la crise de l'industrie cotonnière	— 20 décembre 1851	600,000	»
	— 7 mars 1859	* 1,000,000	»
	— —	* 1,000,000	»
	— 2 juin 1861	150,000	»
	— 26 décembre 1862	500,000	»
	— 8 juillet 1865	2,000,000	»
	— 6 juin 1867	100,000	»
	— 31 décembre 1870	1,000,000	»
	— 24 mai 1872	1,000,000	»
	— 4 août 1879	2,000,000	»
		9,800,000	»
	Excédent de crédit annulé	561 08	
			<u>9,799,458 92</u>

Recensements et divers.

Frais du recensement général effectué au 31 décembre 1866, 1876 et 1880	Loi du	29 mai 1866	* 555,000	»	
		— 29 juin 1869	* 155,000	»	
		— 24 mai 1876	* 125,000	»	
		— 25 mai 1880	900,000	»	
		— 20 août 1881	45,150	»	
			1,778,150	»	
		Excédent de crédit annulé	60,919 84		
					<u>1,717,250 16</u>
Armement de la garde civique	Loi du	8 août 1862	160,040	»	
		— 8 septembre 1870	* 500,000	»	
		— 21 mai 1872	* 45,555 02	»	
		— 25 août 1881	1,100,000	»	
			1,805,595 02		
		Excédent de crédit annulé	409 09		
					<u>1,802,985 93</u>
Frais des funérailles de S. M. Léopold I ^{er} , et dépenses relatives à l'inauguration de S. M. Léopold II. (Loi du 29 mai 1866.)			* 275,755 56		
		Excédent de crédit annulé	5,501 24		
					<u>270,252 12</u>
Frais relatifs aux obsèques du Duc de Brabant. (Loi du 14 juin 1869.)			* 60,495 74		
		Excédent de crédit annulé	1,205 31		
					<u>68,292 45</u>
Tables générales des registres des paroisses avant 1792.	Loi du	29 juillet 1871	61,224 62		
		— 5 juillet 1875	50,000	»	
		— 29 mars 1877	100,000	»	
		— 15 mai 1880	100,000	»	
			511,224 62		
		Excédent de crédit annulé	52 96		
					<u>311,191 66</u>
Frais de révision de la pharmacopée officielle	Loi du	10 mars 1875	8,000	»	
		— 28 décembre 1875	5,000	»	
		— 4 août 1879	4,000	»	
					<u>17,000</u> »
Subside à la ville de Spa pour travaux d'embellissement. (Loi du 21 avril 1874.)					<u>890,000</u> »
		A REPORTERfr.			<u>5,076,950 50</u>

	REPORT. fr.	5,076,950 50
Frais de publication de l'exposé de la situation du royaume de 1861 à 1875. (Loi du 27 juillet 1877.)		25,000 »
Fournitures d'installations électorales par l'État. (Loi du 27 juillet 1877.)	100,000 »	
Excédent de crédit annulé.	10 »	
		99,990 »
Célébration du 50 ^e anniversaire de l'indépendance nationale. {		
Loi du 4 juin 1878	* 10,000 »	
— 4 août 1879	4,847,000 »	
— 28 août 1880	1,700,000 »	
		6,557,000 »
Dépenses résultant de l'instruction des réclamations relatives à la révision des listes électorales pour 1878-1879 dans les provinces d'Anvers et de la Flandre orientale (Loi du 4 juin 1878.) *		14,000 »
Frais de rapatriement d'émigrants russes revenant du Brésil (Loi du 4 avril 1879.)	25,000 »	
Excédent de crédit annulé.	6,000 27	
		18,990 75
Restitution aux fonds dits: des prélèvements communaux de la Flandre occidentale (Loi du 25 mai 1880)		15,562 56
		<u>11,807,295 59</u>

B. — Objets d'art et de sciences.

Acquisition de la bibliothèque de feu M. Van Hulthem. (Loi du 15 mars 1857.) *	515,000 »	
— — de feu M. Müller. (Loi du 2 juin 1861.) . . . *	40,000 »	
		555,000 »
Acquisition d'œuvres d'art anciennes. {		
Loi du 2 juin 1861	* 250,000 »	
— 30 juin 1865	* 200,000 »	
— 16 août 1873	* 200,000 »	
— 24 mai 1876	* 100,000 »	
		750,000 »
Excédent de crédit annulé.	47 09	
		749,952 91
Acquisitions pour la galerie des plâtres du Musée royal de peinture et de sculpture. (Loi du 2 juin 1861.)	* 25,000 »	
Excédent de crédit annulé	55 »	
		24,945 »
Acquisitions pour les collections de paléontologie et d'entomologie, etc., du Musée royal d'histoire naturelle. {		
Loi du 2 juin 1861. . . . *	25,000 »	
— 29 mars 1877.	6,000 »	
		51,000 »
Création d'une section ethnologique belge au Musée royal d'antiquités, d'armures et d'artillerie. {		
Loi du 2 juin 1861. . . . *	50,000 »	
— 30 juin 1865. . . . *	100,000 »	
		150,000 »
Excédent de crédit annulé	16 09	
		149,983 91
Dépenses relatives au legs fait à l'État des œuvres artistiques de feu Wiertz. (Loi du 29 mai 1866.)	* 85,000 »	
Excédent de crédit annulé	9 21	
		84,990 79
Solde payé au conseil de fabrique de l'église cathédrale de Gand pour l'acquisition de deux volets peints par J. Van Eyck. (Loi du 29 juin 1869.) *		40,000 »
Dépenses d'ameublement, etc., pour la collection de M. Demeester de Ravenstein. (Loi du 21 décembre 1874.)		40,000 »
Acquisition de la bibliothèque musicale de M. de Ghmes (Loi du 24 mai 1876.) *		20,000 »
Acquisition d'instruments pour l'Observatoire royal. (Loi du 29 mars 1877.)		541,700 »
		<u>1,857,572 61</u>
	A REPORTER. fr.	

	REPORT. fr.	1,857,572 61	
Acquisitions à la vente des collections de Costemacker-Didot et C ^{ie} . (Loi du 27 juillet 1877.)	20,000 »		
Excédent de crédit annulé	5 91		
		<hr/>	19,994 09
Exécution d'un spécimen d'une nouvelle carte géologique de la Belgique. (Loi du 27 juillet 1877.)	25,000 »		
Achat de bocaux et autres objets nécessaires au classement de la collection de produits médicamenteux de feu Van Martius et acquise par le Gouvernement. (Loi du 25 avril 1878.) *	12,000 »		
Bibliothèque royale. — Acquisition des manuscrits délaissés par feu M. Altmeier. (Loi du 4 août 1879.)	12,000 »		
Acquisitions faites pour la Bibliothèque royale.	{ Loi du 4 août 1879 11,000 » — 25 mai 1880 25,000 »		
	56,000 »		
Excédent de crédit annulé.	1 54		
		<hr/>	55,998 66
Musées royaux de peinture — Acquisitions d'aquarelles et de dessins de feu Madou (Loi du 4 août 1879.)	6,991 50		
Excédent de crédit annulé.	1 »		
		<hr/>	6,990 50
Acquisition de la collection d'instruments de musique de M. Tolbecque. (Loi du 25 mai 1880)	50,000 »		
Acquisition d'une partie de la bibliothèque entomologique de M. Weyers.	ld. 8,000 »		
Extraction, solidification et montage d'ossements fossiles découverts à Bernissart. (Loi du 50 juin 1881.)	25,000 »		
Acquisition d'une collection de curculionides destinée au Musée royal d'histoire naturelle. (Loi du 20 août 1881.)	12,000 »		
Acquisition d'un nouvel orgue pour le palais des beaux-arts (Loi du 20 août 1881.)	50,000 »		
		<hr/>	
	TOTAL fr.	2,074,555 86	

C. — *Expositions.*

Travaux d'appropriation du Palais ducal pour les expositions générales des beaux-arts, etc., (Loi du 8 septembre 1859.)	524,995 46		
Dépenses résultant de la participation des producteurs belges à l'Exposition universelle de Paris en 1867. (Loi du 6 mars 1866.) *	600,000 »		X
Appropriation des locaux du Jardin Botanique pour l'exposition des beaux-arts en 1869.	{ Loi du 12 juin 1869 * 55,000 » — 3 juin 1870 * 49,000 »		
	104,000 »		
Excédent de crédit annulé	1,667 74		
		<hr/>	102,552 26
Dépenses résultant de la participation des artistes, industriels et horticulteurs à l'Exposition universelle de Londres en 1871. (Loi du 8 juin 1870.) *	100,000 »		
Dépenses résultant de la participation des artistes et des producteurs belges à l'Exposition de Vienne en 1875.	{ Loi du 21 mai 1872 * 225,000 » — 2 avril 1875 * 125,000 »		
	350,000 »		
Participation des artistes et des producteurs belges à l'Exposition universelle de Philadelphie en 1876.	{ Loi du 5 juillet 1875 * 200,000 » — 24 mai 1876 * 50,000 » — 4 août 1879 5,028 90		
	255,028 90		
Exposition triennale des beaux-arts : construction d'un local provisoire.	{ Loi du 9 juillet 1875 120,000 » — 2 mai 1876 28,000 »		
	148,000 »		
		<hr/>	
	A REPORTER. fr.	1,880,556 62	

	REPORT. fr.	1,880,556 02
Participation des producteurs belges à l'Exposition de Paris en 1878	{ Loi du 27 juillet 1877. 870,000 » — 4 août 1879 115,000 » — 25 mai 1880 5,000 »	
		990,000 »
Appropriation d'un local pour l'exposition des beaux-arts en 1878. (Loi du 27 juillet 1877.) . .		64,700 »
Bourses de voyage pour permettre à des artisans de visiter l'Exposition de Paris	{ Loi du 26 août 1878 * 40,000 » — 4 août 1879 14,995 »	
		54,995 »
Exposition internationale de Sidney. (Loi du 8 avril 1879.)		100,000 »
Participation des producteurs belges à l'Exposition de Melbourne. (Loi du 16 mars 1880.) . . .		100,000 »
Participation des producteurs belges à l'exposition internationale d'électricité de Paris, en 1881. (Loi du 9 avril 1881.)		50,000 »
	TOTAL. fr.	<u>5,240,051 02</u>

INSTRUCTION PUBLIQUE.

ÉTAT N° V.

SOMMAIRE.

A. — Maisons d'école (1851 à 1880)	fr. 46,961,998 98
B. — Divers	1,589,554 85
TOTAL.	<u>fr. 48,551,553 81</u>

DEVELOPPEMENTS.**A. — Maisons d'école (1851 à 1880).**

Subsides et avances pour construction et ameublement d'é- coles	Loi du 20 décembre 1851	1,000,000	•
	— 51 mai 1859	* 1,000,000	•
	— 14 mars 1865	* 1,000,000	•
	— 15 juillet 1864	* 1,000,000	•
	— 7 avril 1865	* 1,000,000	•
	— 8 juillet 1865	5,000,000	•
	— 29 juin 1869	* 1,000,000	•
	— 3 juin 1870	* 1,000,000	•
	— 27 février 1871	1,000,000	•
	— 24 mai 1872	1,000,000	•
	— 11 août 1875	20,000,000	•
	— 4 juin 1878	6,000,000	•
	— 27 août 1880	6,965,865	45
		<u>46,965,865</u>	45
Excédent de crédit annulé	1,866	45	
	<u>46,961,998</u>	98	

B. — Divers.

Pensions des professeurs et instituteurs (Loi du 4 juin 1878)	fr *	489,776 55
Bibliothèque de l'Université de Liège (Loi du 15 août 1879)		20,000 •
Création d'une bibliothèque centrale (Loi du 18 mai 1880)		40,000 •
Avances aux instituteurs communaux des { Loi du 25 août 1880	500,000	•
soumises dues pour traitements en cas de { — 1 ^{er} août 1881	500,000	•
refus de paiement des communes		
	<u>1,000,000</u>	•
Excédent de crédit annulé	578	87
		<u>999,621 15</u>
Frais de concours ouvert entre les instituteurs pour l'étude des sciences naturelles dans les écoles primaires communales (Loi du 25 août 1880)		7,000 •
Frais des cours normaux temporaires institués pour la préparation de maitresses d'écoles gardiennes. (Loi du 25 août 1880.)	fr	15,000 •
Excédent de crédit annulé		42 15
		<u>14,957 85</u>
Cours normal temporaire de dessin pour les membres du personnel enseignant des écoles communales et des écoles normales primaires (Loi du 25 août 1880)		15,000 •
Frais des concours entre les écoles d'adultes de la province de Namur. (Loi du 25 août 1880)		5,000 •
Excédent de crédit annulé		• 70
		<u>2,999 30</u>
TOTAL	fr	<u>1,589,554 85</u>

TRAVAUX PUBLICS.

ÉTAT N° VI.

SOMMAIRE.

CHEMINS DE FER.

A. — Chemins construits par l'État	fr. 755,676,423 81
B. — — rachetés par l'État.	475,884,127 51
TOTAL.	fr. 1,209,560,551 32

DÉVELOPPEMENTS.

A. — Chemins de fer construits par l'État.

Construction de chemins de fer.	Loi du 1 ^{er} mai 1854	10,000,000 »
	18 juin 1856	14,524,165 74
	26 mai et du 12 novembre 1857	9,066,448 57
	25 mai 1858	25,200,807 82
	28 décembre 1859	11,051,262 85
	21 juin 1840	4,489,877 59
	26 — —	55,951,505 58
	29 septembre 1842	24,000,000 »
	7 mars 1845	500,000 »
	15 avril 1845	7,960,000 »
	16 août 1846	5,712,960 »
	21 avril 1848	5,000,000 »
	24 mai 1848	2,005,611 58
	4 juin 1850	79,200 »
	20 décembre 1851	1,500,000 »
	25 avril 1855	4,880,000 »
	21 mai 1854	* 9,000,000 »
51 décembre 1856	(a * 5,820,000 »	
19 décembre 1857	* 255,000 »	
5 mars 1859	* 121,000 »	
A REPORTER.	190,897,855 15	

	Report	fr. 190,897,855 13	
Construction de chemins de fer (suite).	Loi du 8 septembre 1859	{ 4,850,000 "	
	— 2 juillet 1860	{ 7,563,000 "	
	— 6 —	* 40,000 "	
	— 18 —	* 105,000 "	
	— 9 juin 1861	* 1,000,000 "	
	— 10 mai 1862	* 2,000,000 "	
	— 27 août 1862	* 5,899,000 "	
	— 14 —	* 70,000 "	
	— 21 avril 1864	* 6,000,000 "	
	— 14 septembre 1864	b) * 1,075,000 "	
	— 50 décembre 1864	* 5,500,000 "	
	— 8 juillet 1865	* 2,000,000 "	
	— —	* 5,000,000 "	
	— 15 février 1866	* 29,700,000 "	
	— 19 mai 1866	* 10,000,000 "	
	— 31 mars 1868	* 150,000 "	
	— 5 juin 1868	* 5,850,000 "	
	— 12 juin 1869	* 1,510,000 "	
	— 30 juin 1869	* 4,000,000 "	
	— 5 juin 1870	* 1,500,000 "	
	— 24 février 1871	* 6,100,000 "	
	— 27 juillet 1871	* 6,200,000 "	
	— 2 mars 1872	* 15,440,000 "	
	— 24 mai 1872	* 16,080,000 "	
	— 16 août 1873	* 5,800,000 "	
	— 17 avril 1874	* 58,500,000 "	
	— 1 ^{er} juin 1874	* 2,000,000 "	
	— 9 juillet 1875	* 8,500,000 "	
	— 27 mai 1876	* 21,702,000 "	
	— 17 juillet 1877	* 21,524,100 "	
	— 21 mai 1878	* 15,150,000 "	
	— 5 juin 1878	* 20,000 "	
— 17 février 1879	* 10,800,000 "		
— 4 août 1879	* 6,000,000 "		
— 25 mai 1880	* 59,800,000 "		
— 26 août 1880	* 20,900,000 "		
— 2 avril 1881	* 10,500,000 "		
— 14 août 1881	* 17,500,000 "		
		* 15,060,000 "	
		c) 577,667,955 15	
	Excédent de crédit annulé	2,021,711 52	
			575,646,225 81
Capital nominal des titres de la Dette publique à 4 p. %, émis et à émettre en vertu de la loi du 27 mai 1876 pour l'exécution de la convention du 31 janvier 1875. (Lignes dans le Luxembourg.)			46,000,000 "
Id. en vertu de la loi du 19 décembre 1876 pour l'exécution du chemin de fer de Tirlemont à la ligne d'Anvers vers Gladbach et de Tongres à Neerlinter			14,250,000 "
Id. en vertu de la loi du 26 juin 1877 pour l'exécution de la convention du 1 ^{er} juin 1877			97,170,000 "
Id. en vertu de la loi du 10 juin 1878 pour l'exécution de la convention du 9 juin 1878. (Chemin de fer de Battice à Aube.)			2,610,200 "
	TOTAL	fr. 755,676,425 81	

a) Déduction faite de 100,000 francs pour l'établissement de haies de clôture, somme remboursée par la Compagnie de Dendre-et-Waes. (Art. 2 de la loi.)

b) Déduction faite de 500,000 francs pour le prolongement du quai du Rhin à Anvers.

c) Dans le compte du chemin de fer sont considérés comme afférents à l'exploitation, les crédits suivants :

Loi du 21 avril 1864	1,075,000
— 50 décembre 1864	1,000,000
— 15 février 1866	1,000,000
	<u>5,075,000</u>

B. — Chemins de fer rachetés par l'État.

Rachat du chemin de fer de Mons à Manage. — Capitalisation à 5 p. % de l'annuité de rachat (672,530).	13,233,505 51
Rachat du réseau dit des Bassins Houillers en vertu des conventions/lois des 25 avril-5 juin 1870 et 1/20 juin 1877. — 1 ^o Capital nominal des obligations de la Dette publique à 4 1/2 p. % délivrées en vertu de la loi du 25 février 1871, savoir :	
a. En acquit du prix du matériel de transport, du mobilier, de l'outillage, etc. (1)	1 2020,500 "
b. En remboursement de la somme de 5 millions de francs appliquée par les Bassins Houillers aux compléments d'installation, doubles voies et autres travaux sur ses lignes	2,862,200 "
2 ^o Capital correspondant à l'annuité de 612,000 francs due pour prix du matériel attribué aux Compagnies concessionnaires	15,600,000 "
5 ^o Capitalisation à 4 p. % de l'annuité de 8,471,857 francs due pour prix des lignes. (2)	194,208,800 "
	223,600,300 °
Rachat du chemin de fer du Luxembourg (loi du 15 mars 1873) :	
1 ^o Actions ordinaires	62,950,000 "
2 ^o Actions privilégiées	6,545,400 "
5 ^o Obligations de 20 et de 4 livres sterling	86,181,125 "
	155,676,525 "
A déduire pour le canal de l'Ourthe	10,984,462 19
	144,692,062 81
Rachat du chemin de fer de Dendre-et-Waes. (Loi du 25 juin 1877.) — Capitalisation de l'annuité de rachat	52,550,000 "
Rachat du chemin de fer de Pepinster à Spa. (Loi du 25 juin 1877.) — Capitalisation de l'annuité de rachat (500,000).	6,727,000 "
Capital nominal des titres de la Dette publique à 4 p. % créés en vertu de la loi du 51 mai 1878 pour le rachat du réseau des Flandres.	18,989,500 "
Rachat du chemin de fer de Saint-Ghislain à Erbisœul. (Loi du 4 août 1879.)	2,850,000 "
Excédent de crédit annulé	8,740 81
	2,841,259 19
Rachat de la concession du chemin de fer de Virton. (Loi du 26 août 1880).	6,948,500 "
Rachat du chemin de fer de Liège à Turnhout (Loi du 2 avril 1881.)	4,500,000 "
	473,884,127 51
TOTAL. fr.	

(1) Déduction faite de 22,500 francs pour objets télégraphiques.

(2) Déduction faite d'un capital de 5,819,700 francs, représentant la valeur des bonifications dues au Trésor, en vertu de l'article 27 de la convention du 1^{er} juin 1877.

TÉLÉGRAPHES ET BATEAUX A VAPEUR.

ÉTAT N° VII.

SOMMAIRE.

A — Télégraphes	fr.	4,739,951 25
B. — Bateaux à vapeur.		9,607,496 04
TOTAL.		<u>fr. 14,547,447 29</u>

DÉVELOPPEMENTS.

A. — Télégraphes.

Établissement de télégraphes électriques sur les lignes des chemins de fer de l'État	Loi du 4 juin 1850 *	250,000 »	
	— 14 avril 1852 *	150,000 »	
	— 7 avril 1854	170,000 »	
	— 31 décembre 1856.	180,000 »	
	— 27 mai 1859	226,000 »	
	— 6 août 1862	525,000 »	
	— 21 avril 1864	100,000 »	
	— 22 mars 1865	500,000 »	
	— 9 mai 1866 *	650,000 »	
	— 12 juin 1869 *	160,000 »	
	— 24 février 1871.	500,000 »	
	— 26 mars 1872 *	500,000 »	
	— 16 août 1873	500,000 »	
	— 9 juillet 1875	100,000 »	
	— 27 mai 1876	125,000 »	
	— 5 juin 1878	100,000 »	
— 4 août 1879	200,000 »		
— 14 août 1881	211,000 »		
		<u>4,547,000 »</u>	
	Excédent de crédit annulé.	209 90	
			<u>4,546,790 10</u>
	Valeur des objets télégraphiques repris avec les lignes des Bassins Houillers par la convention des 25 avril/5 juin 1870.		22,500 »
	Établissement d'un réseau télégraphique reliant le parquet du tribunal de première instance à Bruxelles aux commissariats de police de la ville et des communes suburbaines. (Loi du 21 mars 1875.) *	25,000 »	
	Excédent de crédit annulé.	4,158 85	
			<u>20,861 15</u>
Établissement de télégraphes le long des voies navigables.	Loi du 4 août 1879	150,000 »	
	— 25 mai 1880	100,000 »	
	— 14 août 1881.	100,000 »	
			<u>550,000 »</u>
	TOTAL.		<u>4,739,951 25</u>

B. — Bateaux à vapeur.

Acquisition du bateau à vapeur <i>British-Queen</i> . (Loi du 28 février 1842.)	1,520,000 »	
Complément de la dépense imputée sur le Budget de 1841.	527,552 48	
		1,817,552 48
Intérêts de l'amortissement du capital d'acquisition de la <i>British-Queen</i> (Loi du 22 février 1842.) .		130,000 »
Acquisition, location et réparation de bateaux à vapeur, à l'effet d'établir entre la Belgique et l'Angleterre un service de transport des voyageurs et des dépêches		
Loi du 9 juillet 1845	977,565 66	
— 21 avril 1864	* 718,457 50	
— 5 mars 1866	* 655,000 »	
— 25 mai 1868	* 625,000 »	
— 28 juin 1869	* 625,000 »	
— 50 mars 1870	* 1,250,000 »	
— 20 février 1871	* 250,000 »	
— 12 mars 1872	* 615,000 »	
— 2 avril 1875	260,000 »	
— 16 août 1875	750,000 »	
— 9 juillet 1875	180,000 »	
— 4 août 1879	700,000 »	
— 14 août 1881	70,000 »	
	7,655,801 16	
Excédent de crédit annulé.	25,657 60	
		7,610,165 56
		<u>9,607,496 04</u>
	TOTAL	

CANAUX.

ÉTAT N° VIII.

SOMMAIRE.

Provinces de Hainaut, de Liège et de Luxembourg.

Rachat du canal de Charleroi (1850 et suiv.) fr.	8,552,122 99
Rachat des embranchements de ce canal (1869)	2,450,000 »
Construction du canal latéral à la Meuse (Liège-Maestricht) (1845 à 1865)	10,112,131 49
Canal de l'Ourthe. — Rachat. (Loi du 14 avril 1875.)	10,984,462 19
Id. Travaux d'amélioration (1881)	220,000 »
Indemnité pour le canal et le chemin de fer de Mons à la Sambre (1856)	528,500 22
Canaux houillers du Hainaut (1879 et 1881).	10,000,000 »
Canal de Mons à Condé (1881).	100,000 »
TOTAL fr.	<u>42,747,216 89</u>

Flandres.

Construction du canal de Selzaete (1842 à 1881) fr.	4,881,460 34
Construction du canal de Deynze à Schipdonck et écoulement des eaux de l'Escaut (1846 à 1881).	22,049,000 »
Approfondissement du canal de Gand à Bruges (1851 à 1868) .	4,992,964 25
Amélioration du canal de Bruges à Ostende (1870 à 1881) . .	4,500,000 »
Canalisation de la Lys et de la Mandel (1859 à 1879).	3,355,454 19
Souscription d'actions pour le canal de la Lys à l'Yperlée (1862 à 1879)	4,800,000 »
Amélioration du canal de Terneuzen (1870 et suiv.)	17,300,000 »
TOTAL fr.	<u>61,856,858 78</u>

Anvers et Limbourg.

Construction du canal de la Campine (du Rupel au canal de Bois-le-Duc, 1842 à 1859). fr.	7,083,774 07
Id. jonction de Turnhout (1845 et suiv.)	6,420,000 »
Id. jonction de Hasselt (1851 et suiv.)	3,121,750 50
Id. prolongement jusqu'à Anvers (1851 et suiv.)	7,988,959 91
TOTAL fr.	<u>24,614,484 48</u>
TOTAL GÉNÉRAL fr.	<u>129,218,560 15</u>

DÉVELOPPEMENTS.

Canaux.

	Arrêté du Gouvernement provisoire du 15 décembre 1850 fl.	100,000 »	211,640 21	
	Arrêté du Gouvernement provisoire du 14 avril 1851. . .		2,116,402 11	
Canal de Charleroi. (a)	Loi du 1 ^{er} juin (période du 20 juin 1859 au 1 ^{er} août 1840) *		4,760,067 55	
	Loi du 20 décembre 1851 (élargissement du canal) . . .		1,000,000 »	
	— 12 mars 1856 (—)		214,000 »	
	— 12 juillet 1865 (—) *		165,000 »	
	— 9 juillet 1875 (—) *		90,000 »	
			8,555,109 87	
	Excédent de crédit annulé.		2,986 88	
				8,552,122 99
	Rachat des embranchements du canal de Charleroi (Loi du 30 juin 1869.)			2,450,000 »
Construction du canal de navigation latéral à la Meuse, de Liège vers le canal de Maestricht à Bois-le-Duc	Loi du 10 mai 1845		5,500,000 »	
	— 22 mars 1848.		2,000,000 »	
	— 18 mai 1848		800,000 »	
	— 17 juillet 1849 *		800,000 »	
	— 4 juin 1850		590,000 »	
	— 5 mars 1858.		8,571 56	
	— 8 septembre 1859		210,000 »	
	— 2 juin 1861		1,400,000 »	
	— 12 juin 1861 *		1,510 52	
	— 14 août 1862 *		600,000 »	
	— 14 septembre 1864		195,000 »	
	— 12 juillet 1865		40,000 »	
			10,144,881 88	
	Excédent de crédit annulé		52,750 59	
				10,112,131 49
	Canal de l'Ourthe. Rachat. (Loi du 14 avril 1873.)		10,984,462 19	
	— Travaux d'amélioration. (Loi du 14 août 1881).		220,000 »	
				11,204,462 19
Indemnité payée en vertu d'un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles, concernant la concession d'un chemin de fer de Manage à Erquelines, et d'un canal de Mons à la Sambre	Loi du 27 mai 1856.		527,695 55	
	— 5 mars 1858.		804 69	
				528,500 22
Canaux houillers du Hainaut	Loi du 4 août 1879		6,000,000 »	
	— 26 août 1880		500,000 »	
	— 14 août 1881		5,500,000 »	
				10,000,000 »
	Canal de Mons à Condé. (Loi du 14 août 1881.)			100,000 »
	A REPORTER. fr.			42,747,216 89
	(a) Aux paiements faits par le Gouvernement actuel			8,554,743 07
	il y a lieu d'ajouter 2,900,000 florins appliqués au canal de Charleroi sous le Gouvernement des Pays-Bas.			6,157,566 13
	DÉPENSE TOTALE. fr.			14,692,309 20

		REPORT fr.	42,747,216 80
Canal de Selzaete à la mer du Nord.	Loi du 26 juin 1842	1,250,000 »	
	— 18 juillet 1846	550,000 »	
	— 28 mars 1847.	650,000 »	
	— —	720,000 »	
	— 17 avril 1848	100,000 »	
	— —	435,000 »	
	— 17 juillet 1849	* 400,000 »	
	— 4 juin 1850	130,000 »	
	— Budget du 1 ^{er} janvier 1854	* 425,000 »	
	— — 1 ^{er} janvier 1855	* 555,000 »	
	— 14 août 1881	150,000 »	
		<hr/>	
	5,145,000 »		
	Excédent de crédit annulé.	265,559 66	<hr/>
			4,881,460 54
Canal de Deynze à Schipdonck et écoulement des eaux de l'Escaut	Loi du 18 juin 1846	800,000 »	
	— 28 mars 1847.	250,000 »	
	— 17 avril 1848.	400,000 »	
	— 17 juillet 1849	* 500,000 »	
	— 4 juin 1850	550,000 »	
	— 20 décembre 1851	2,500,000 »	
	— —	1,500,000 »	
	— 7 juin 1855	1,200,000 »	
	— 12 mars 1856.	1,754,000 »	
	— 5 mars 1858.	1,500,000 »	
	— 8 septembre 1859	900,000 »	
	— —	525,000 »	
	— —	550,000 »	
	— —	550,000 »	
	— 14 août 1862	* 400,000 »	
	— 12 juillet 1865	* 50,000 »	
	— 5 juin 1870	* 450,000 »	
	— 16 août 1875	500,000 »	
	— 9 juillet 1875	255,000 »	
	— 27 mai 1876	500,000 »	
— 17 juillet 1877	775,000 »		
— 4 août 1879	2,900,000 »		
— 25 mai 1880	500,000 »		
— 14 août 1881.	5,000,000 »		
— —	100,000 »		
	<hr/>		
			22,040,000 »
Approfondissement du canal de Gand à Bruges.	Loi du 20 décembre 1851	1,000,000 »	
	— 12 mars 1856.	1,000,000 »	
	— 5 mars 1858.	700,000 »	
	— 8 septembre 1859	1,540,000 »	
	— —	* 765,000 »	
	— 14 août 1862	* 500,000 »	
	— 12 juillet 1865.	* 59,000 »	
	— 5 juin 1868	8,670 »	
	<hr/>		
	5,552,670 »		
	Excédent de crédit annulé.	559,705 75	<hr/>
			4,992,964 25
		A REPORTER. fr.	<hr/>
			74,670,641 48

		REPORT fr.	74,070,641 48
Amélioration du canal de Bruges à Ostende.	Loi du 3 juin 1870 *	250,000 »	
	— 27 juillet 1871	250,000 »	
	— 17 juillet 1877	500,000 »	
	— 4 août 1879	5,000,000 »	
	— 14 août 1881	500,000 »	
			4,500,000 »
Canalisation de la Lys et de la Mandel	Loi du 8 septembre 1859	500,000 »	
	— 14 septembre 1864	550,000 »	
	— —	250,000 »	
	— 8 juillet 1865	250,000 »	
	— 30 mai 1866 *	106,000 »	
	— 5 juin 1868	500,000 »	
	— —	14,000 »	
	— 5 juin 1870 *	140,000 »	
	— — *	75,000 »	
	— 27 juillet 1871	100,000 »	
	— 24 mai 1872 *	208,000 »	
	— 16 août 1875	250,000 »	
	— —	55,000 »	
	— 9 juillet 1875	100,000 »	
	— —	42,000 »	
	— 17 juillet 1877	150,000 »	
	— 5 juin 1878	150,000 »	
— 4 août 1879	500,000 »		
			3,540,000 »
	Excédent de crédit annulé	6,565 81	
			5,535,454 19
Subside pour la souscription d'actions de la Société concessionnaire d'un canal à grande section, formant jonction de la Lys à l'Yperlée	Loi du 14 août 1862, art. 2 *	2,800,000 »	
	— 4 août 1879	2,000,000 »	
			4,800,000 »
Amélioration du régime du canal de Gand à Terneuzen au point de vue de la navigation maritime	Loi du 3 juin 1870 *	5,000,000 »	
	— 16 août 1875	5,000,000 »	
	— 27 mai 1876	1,000,000 »	
	— 5 juin 1878	2,200,000 »	
	— 4 août 1879	5,000,000 »	
	— 26 août 1880	1,500,000 »	
— 14 août 1881	1,600,000 »		
			17,500,000 »
Canal du Rupel au canal de Bois-le-Duc, ou canal de la Campine (Loi du 18 février 1843.)	Loi du 29 septembre 1842	1,750,000 »	
	— 24 juillet 1844	1,110,000 »	
	— 24 septembre 1845	950,000 »	
	— 18 juin 1846	200,000 »	
	— 15 mai 1847	280,000 »	
	— 17 avril 1848	154,000 »	
	— 7 juin 1855	500,000 »	
	— 1 ^{er} juillet 1858	50,000 »	
	— 8 septembre 1859 *	1,400,000 »	
	— 17 février 1860 (solde)	900,000 »	
			1,345 75
			7,095,545 75
	Excédent de crédit annulé	11,571 68	
			7,083,774 07
Canal de navigation destiné à mettre la ville de Turnhout en communication avec le canal de la Campine et le canal de Turnhout à Anvers, par S ^t -Jobint'Goor.	Loi du 6 avril 1845	1,040,000 »	
	— 15 mai 1847	580,000 »	
	— 2 juin 1861	1,000,000 »	
	— 14 août 1862 *	1,000,000 »	
	— 8 juillet 1865	1,000,000 »	
	— 27 juillet 1871	1,000,000 »	
	— 16 août 1875	1,000,000 »	
			6,420,000 »
	A REPORTER fr.		118,107,849 74

REPORT. . . . fr. 118,107,840 74

Construction d'un canal destiné à mettre la ville de Hasselt et le Démer en communication avec la ligne de jonction de la Meuse à l'Escaut. . . .	Loi du 20 décembre 1851	2,650,000 »		
		— 1 ^{er} juillet 1858	450,000 »	
		— 6 juillet 1860 *	10,000 »	
		— 27 août 1862 *	15,015 78	
			5,125,015 78	
	Excédent de crédit annulé.	1,263 28		
			5,121,750 50	
Prolongement jusqu'à Anvers du canal de jonction de la Meuse à l'Escaut. . . .	Loi du 20 décembre 1851	4,500,000 »		
		— 1 ^{er} juillet 1858.	110,000 »	
		— 6 juillet 1860.	350,000 »	
		— 14 août 1862	510,000 »	
		— 12 juillet 1865	140,000 »	
		— 27 juillet 1871	1,100,000 »	
		— 14 août 1873	40,000 »	
		— 9 juillet 1875	86,000 »	
		— 17 juillet 1877.	425,000 »	
		— 4 août 1879	435,000 »	
		— 14 août 1881	500,000 »	
			7,996,000 »	
	Excédent de crédit annulé.	7,040 09		
			7,988,959 91	
	TOTAL. fr.		129,218,560 15	

RIVIÈRES.

ÉTAT N° IX.

SOMMAIRE.

Rachat de la Sambre canalisée (1855 et suiv.)	fr.	7,018,751 07
Amélioration de cette rivière (1851 et suiv.)		2,909,845 87
Canalisation de la Meuse (1861 à 1881)		25,818,312 84
Travaux relatifs aux prises d'eau de la Meuse (1864 à 1879)		2,279,999 99
Canalisation de la Dendre (1851 et suiv.)		10,588,687 53
Amélioration du Demer, de la Dyle, de la Senne, de l'Yser et des Nèthes (1851 à 1881)		4,291,988 27
Amélioration de la Grande-Nèthe, de l'Yser, du canal de Plaschendaële et de Nieuport, par Furnes (1858 à 1881)		2,991,000 »
Subsides pour l'amélioration de la Vesdre et de la Mandel (1859 à 1865)		5,750,000 »
Assainissement de la Senne (1865 et 1866)		6,000,000 »
Barrage de la Gileppe (1874 à 1879)		2,560,000 »
Divers		911,361 58
		<hr/>
TOTAL	fr.	70,919,926 75

DÉVELOPPEMENTS.

Rivières.

Rachat de la Sambre canalisée (a)	Loi du 26 septembre 1855	1,490,000 »
(Loi du 26 septembre 1855, approuvant la transaction du 5 avril et le contrat du 5 août de la même année.)	— 18 juin 1856	1,000,000 »
	— 17 avril 1845	4,466,426 60
	— 27 mai 1856 (intérêts bonifiés à la Société générale pour favoriser l'industrie nationale).	62,504 47
		<hr/>
	A REPORTER	fr. 7,018,751 07
(a) Aux paiements faits par le Gouvernement actuel		7,018,751 07
il y a lieu d'ajouter les paiements faits par le Gouvernement précédent		5,919,082 89
ainsi que la créance de la dame veuve Thirionnet (fl. 63,091 86 c)		155,827 78
		<hr/>
DÉPENSE TOTALE	fr.	13,071,311 74

REPORT. fr. 7,018,731 07

Amélioration de l'écoulement des eaux de la Sambre et approfondissement de la Sambre dans la partie comprise entre Mornimont et la frontière de France	Loi du 20 décembre 1851.	630,000 »
	— 8 septembre 1850	1,000,000 »
	— 5 juin 1868.	600,000 »
	— 5 juin 1868.	40,000 »
	— 12 juin 1869.	580,000 »
	— 27 juillet 1871	5,775 76
	— 14 août 1873	12,359 »
	— 14 août 1873	10,000 »
	— 9 juillet 1875	65,500 »
	— 14 août 1881	150,000 »
	2,915,654 76	
Excédent de crédit annulé	5,788 89	

2,909,845 87

Canalisation de la Meuse. — Communication du bassin houiller de Chokier avec le canal de Bois-le-Duc à l'Escaut Amélioration de l'écoulement des eaux de la Meuse dans la traverse de la ville de Liège. Barrage à Bouvignes, etc.	Loi du 20 décembre 1851.	8,000,000 »
	— 2 juin 1861.	1,600,000 »
	— 2 juin 1861.	225,000 »
	— 14 août 1862	1,400,000 »
	— 1 ^{er} juin 1865	1,400,000 »
	— 14 septembre 1864	2,000,000 »
	— 8 juillet 1865	2,000,000 »
	— 5 juin 1868.	11,718 »
	— 5 juin 1870.	550,000 »
	— 27 juillet 1871	1,500,000 »
	— 27 juillet 1871	84,000 »
	— 16 août 1873	1,000,000 »
	— 9 juillet 1875	1,000,000 »
	— 27 mai 1876.	600,000 »
	— 17 juillet 1877	800,000 »
	— 5 juin 1878.	1,200,000 »
	— 4 août 1879	1,000,000 »
— 14 août 1881	2,000,000 »	
	26,170,718 »	
Excédent de crédit annulé	552,405 16	

25,818,312 84

Amélioration et canalisation de la Dendre	Loi du 20 décembre 1851.	500,000 »
	— 5 mars 1858	65,148 30
	— 8 septembre 1859.	1,500,000 »
	— 8 septembre 1859.	1,000,000 »
	— 1 ^{er} juin 1863	2,000,000 »
	— 8 juillet 1865	2,500,000 »
	— 5 juin 1868.	1,800,000 »
	— 14 août 1875	558 94
	— 16 août 1875	55,000 »
	— 9 juillet 1875	100,000 »
	— 27 mai 1876.	100,000 »
	— 5 juin 1878.	70,000 »
	— 4 août 1879	160,000 »
— 14 août 1881	560,000 »	
	10,588,687 55	

A REPORTER. fr. 46,135,577 11

REPORT. . . . fr. 46,133,577 11

	Loi du 20 décembre 1851.	600,000 »	
	— 12 juillet 1865 *	17,000 »	
	— 5 juillet 1868	16,267 »	
	— 5 juillet 1868	60,000 »	
	— 3 juin 1870. *	40,000 »	
	— 5 juin 1870. *	400,000 »	
	— 16 août 1875	40,000 »	
Amélioration du Dè- mor, de la Dyle, de la Senne, de l'Yser et des Nèthes . . .	— 16 août 1875	800,000 »	
	— 16 août 1875	120,000 »	
	— 27 mai 1876.	24,000 »	
	— 5 juin 1878.	500,000 »	
	— 4 août 1879	500,000 »	
	— 14 août 1881	250,000 »	
	— —	225,000 »	
	— —	500,000 »	
	— —	500,000 »	
	— —	500,000 »	
		4,202,267 »	
	Excédent de crédit annulé.	278 73	
			4,201,988 27
Amélioration, au double point de vue de la navigation et de l'écoulement des eaux, du régime de la Grande-Nèthe, de l'Yser et du canal de Plasschen- daele et de Nieuport, par Furnes, à la frontière de France.	Loi du 8 mars 1858	500,000 »	
	— 8 septembre 1859	900,000 »	
	— 8 septembre 1859 *	550,000 »	
	— 27 juillet 1871.	200,000 »	
	— 27 juillet 1871.	150,000 »	
	— 9 juillet 1875.	200,000 »	
	— 27 mai 1877	200,000 »	
	— 17 juillet 1877.	156,000 »	
	— 4 août 1879	100,000 »	
	— 14 août 1881	75,000 »	
			2,991,000 »
Subsides destinés à des travaux d'amé- lioration du régime de la Vesdre et de la Mandel, dans un intérêt indus- triel et hygiénique	Loi du 8 septembre 1859	500,000 »	
	— 14 août 1862 *	1,000,000 »	
	— 8 juillet 1865.	1,000,000 »	
	— 8 juillet 1865.	3,250,000 »	
			5,750,000 »
Exécution des travaux stipulés dans le traité conclu entre la Belgique et les Pays-Bas, le 12 mai 1863, pour ré- gler le régime des prises d'eau à la Meuse	Loi du 14 septembre 1864	1,200,000 »	
	— 8 juillet 1865.	600,000 »	
	— 16 août 1875	400,000 »	
	— 4 août 1870	80,000 »	
		2,280,000 »	
	Excédent de crédit annulé.	» 01	
			2,279,999 99
Part de l'intervention de l'État dans les travaux d'assainissement de la Senne	Loi du 8 juillet 1865	5,000,000 »	
	— 4 juin 1866. *	5,000,000 »	
			6,000,000 »
Barrage de la Gileppe	Loi du 1 ^{er} juin 1874	1,700,000 »	
	— 27 mai 1876	260,000 »	
	— 4 août 1879	600,000 »	
			2,560,000 »
Part contributive de la Belgique dans les travaux exécutés sur le territoire français, afin d'obvier aux inondations de la vallée de la Haine. (Loi du 6 juin 1855.) *			17,000 »
			70,025,565 37
	A REPORTER. fr.		70,025,565 37

	REPORT. fr.	70,023,505 37
Reconstruction partielle d'un mur de quai s'étendant sur la rive gauche de l'Ourthe, depuis le pont de Longdoz jusqu'au pont d'Amersœur, à Liège, et consolidation de la partie restante du mur de quai. (Loi du 6 août 1862.) *	250,000 »	
Excédent de crédit annulé	24,493 26	
	<hr/>	205,506 74
Exécution de travaux destinés à améliorer la navigation de la Zuidlede. (Loi du 14 septembre 1864.)	40,000 »	
Excédent de crédit annulé	1,145 36	
	<hr/>	58,854 64
Travaux à la Trouille, à Mons. (Loi du 12 juin 1869.) *	350,000 »	
Amélioration du système d'égouts de la ville de Tournai. (Loi du 16 août 1873.)	200,000 »	
— — — — — Namur. (Loi du 17 juillet 1877.)	100,000 »	
	<hr/>	
TOTAL. fr.		<u>70,919,926 75</u>

PORTS ET COTES. — POLDERS.

ÉTAT N° X.

SOMMAIRE.

Amélioration des ports et côtes (1851 à 1881)	fr. 11,856,655 56
Port d'Anvers et éclairage de l'Escaut (1865 et suiv.)	40,429,584 20
Port d'Ostende 1865 à 1881)	4,277,056 97
Polders (1857 à 1881)	5,415,706 21
TOTAL	<u>fr. 61,976,800 74</u>

DÉVELOPPEMENTS.

Ports et côtes. — Polders.

Amélioration des ports et côtes	Loi du 20 déc. 1851 (port d'Ostende)	400,000 "
	— 7 juin 1855 —	500,000 "
	— 12 mars 1856 —	640,000 "
	— 5 mars 1858 —	700,000 "
	— 8 sept. 1859 —	650,000 "
	— 8 sept. 1859 — *	595,000 "
	— 2 juin 1861 (port de Blankenberghe)	1,500,000 "
	— 2 juin 1861 (port de Nieuport)	200,000 "
	— 14 août 1862 — *	500,000 "
	— 1 ^{er} juin 1865 (port d'Ostende, ses abords et ses côtes) *	550,000 "
	— 8 juillet 1865 — —	500,000 "
	— 8 juillet 1865 (port de Blankenberghe)	500,000 "
	— 8 juillet 1865 (port de Nieuport)	1,000,000 "
	— 8 mars 1867.	250,000 "
	— 5 juin 1868 (port de Blankenberghe)	240,000 "
	— 5 juin 1868 —	100,000 "
	— 5 juin 1868 (port d'Ostende)	150,000 "
	— 5 juin 1870 — *	75,000 "
	— 5 juin 1870 — *	158,500 "
	— 5 juin 1870 (port de Blankenberghe) *	55,000 "
	— 5 juin 1870 (phares de Blankenberghe et de Heyst) *	175,000 "
	— 5 juin 1870 (défense des côtes) *	500,000 "
	— 27 juillet 1871 (port d'Ostende)	281,000 "
	— 16 août 1873 —	50,000 "
	— 9 juillet 1875 (port de Blankenberghe)	121,000 "
	— 17 juillet 1877 —	400,000 "
	— 4 août 1879 (Nieuport)	1,000,000 "
— 4 août 1879 (Blankenberghe)	250,000 "	
— 4 août 1879 (défense de la côte)	500,000 "	
— 14 août 1881 (port de Nieuport)	250,000 "	
— — (défense de la côte)	500,000 "	
	<u>11,870,500 "</u>	
Excédent de crédit annulé	15,846 64	
	<u>11,856,655 56</u>	

Port d'Anvers	Loi du 7 juin 1855	120,000	•	
	— 14 septembre 1864	500,000	»	
	— 5 juin 1868	120,000	»	
	— 5 juin 1868	260,000	»	
	— 12 juin 1869	50,000	»	
	— 3 juin 1870	500,000	»	
	— 27 juillet 1871	157,400	»	
	— 5 juin 1878	6,000,000	»	
	— 4 août 1879	16,000,000	»	
	— 25 mai 1880	5,000,000	»	
	— 26 août 1880	5,000,000	»	
	— 14 août 1881	5,000,000	»	
— 30 juin 1881	440,000	»		
		59,127,400	»	
	Excédent de crédit annulé	124,021	02	
				59,005,578 98
Éclairage de l'Escaut	Loi du 8 juillet 1865	500,000	»	
	— 29 mai 1868	250,000	»	
	— 14 août 1875	150,000	»	
	— 2 janvier 1881	567,700	•	
		1,427,700	»	
	Excédent de crédit annulé fr.	1,694	78	
				1,426,005 22
		TOTAL fr.		40,429,584 20
Agrandissement du bassin d'échouage des bateaux pêcheurs, à Ostende	Loi du 8 juillet 1865	550,000	»	
	— 5 juin 1868	480,000	»	
	— 5 juin 1870	500,000	»	
		1,550,000	»	
	Excédent de crédit annulé	6,990	91	
				1,523,009 09
Raccordement du nouveau pont-barrage établi sur le canal de Bruges à Ostende avec le bassin du commerce à Ostende. Construction de maisons pour les agents préposés au service de l'écluse de ce bassin. Construction de deux embarcadères au nouveau quai des bateaux à vapeur, à Ostende. Construction d'un bassin et de chantiers à l'usage du service de la marine	Loi du 12 juin 1869	80,000	»	
	— 27 juillet 1871	20,254	90	
	— 26 mai 1872	475,000	»	
	— —	175,000	»	
	— 16 août 1875	115,000	»	
	— 1 ^{er} juin 1874	50,000	»	
	— 9 juillet 1875	547,000	»	
	— 27 mai 1876	400,000	»	
— 5 juin 1878	500,000	»		
— 4 août 1879	550,000	»		
		2,512,854	90	
	Excédent de crédit annulé	507	02	
				2,512,547 88
Achat de deux bateaux-pilotes. (Loi du 4 août 1879.)		150,000	»	
Construction d'un bateau-pilote. (Loi du 14 août 1881.)		70,000	»	
				200,000 »
Construction d'un bateau garde-pêche. {	Loi du 4 août 1879	160,000	»	
	— 14 août 1881	18,000	»	
				178,000 »
Acquisition et installation de « sirènes » à bord de deux bateaux-phares (Loi du 14 août 1881.)		67,500	»	
Application aux deux nouveaux bateaux-phares du vireveau Harfield.		26,000	»	
Installation d'une « sirène » à l'extrémité de la jetée Est d'Ostende (Loi du 14 août 1881.)		20,000	»	
Construction de deux remorqueurs. (Loi du 14 août 1881.)		150,000	»	
		TOTAL fr.		4,277,056 97

Polders.

Réendiguement des polders de Borgerweert, Lillo et Liefkenshoek. (Loi du 25 mai 1857)		2,979,899	13
Réendiguement du polder de Lillo. {	Loi du 18 avril 1846	508,000	»
	— 17 avril 1848	12,000	»
		<hr/>	520,000
Amélioration du service des eaux du sud de Bruges. (Loi du 28 mars 1847).		580,000	»
Travaux d'assainissement des polders du pays de Waes. (Loi du 16 août 1873).		100,000	»
Polders et wateringues. (Loi du 14 août 1881).		200,000	»
Amélioration des voies d'écoulement des eaux dans l'arrondissement d'Eecloo. {	Loi du 16 août 1873	180,000	»
	— 4 août 1879	10,000	»
	— 14 août 1881	10,000	»
		<hr/>	200,000
Excédent de crédit annulé		10,187	76
		<hr/>	189,812
Exhaussement et renforcement de la digue du comte Jean. (Loi du 8 juillet 1865)		450,000	»
Transaction conclue avec les ayants droit du sieur Ronserez, à l'occasion de l'entreprise du déplacement de la digue du polder de Ruypenbroeck. (Loi du 8 juillet 1867)		310,000	»
Excédent de crédit annulé		5	16
		<hr/>	509,994
Liquidation de la part de la Belgique dans la dépense d'exécution des travaux d'endiguement du Zwyn. {	Loi du 21 mai 1872	220,000	»
	— 9 juillet 1875	50,000	»
	— 17 juillet 1877	14,000	»
		<hr/>	284,000
		<hr/>	5,415,706
TOTAL fr.			21

ROUTES ET PONTS.

ÉTAT N° XI.

SOMMAIRE.

Construction de routes (1856 à 1879).	fr.	9,575,000	,
Routes dans le Luxembourg et le Limbourg (1842 à 1871)		4,598,942	80
Raccordements de routes aux chemins de fer (1859 à 1878)		11,899,926	15
		<hr/>	
TOTAL	fr.	25,673,868	93
		<hr/>	
Ponts sur la Nèthe à Waelhem (1866).	fr.	136,817	92
Ponts sur la Meuse à Dinant et ailleurs (1866 à 1869).		1,200,000	»
Ponts appartenant à des routes (1870 à 1881)		8,849,851	97
Pont de Tamines sur la Sambre (1870)		140,000	»
Pont sur la Langelede (1872)		14,910	91
Pont sur l'Ourthe (1879).		20,000	»
Pont sur la Lys (1879)		505,000	»
		<hr/>	
TOTAL	fr.	10,886,580	80
		<hr/>	
TOTAL GÉNÉRAL	fr.	36,560,449	75
		<hr/>	

DÉVELOPPEMENTS.

Routes.

Construction de routes pavées et empierrées	Loi du 18 juin 1856	350,000	»	
		— 12 novembre 1857	955,551	45
		— 25 mai 1858	2,577,225	88
		— 28 décembre 1859	968,757	15
		— 21 juin 1840	510,122	61
		— 26 juin 1840	2,660,562	95
		— 4 août 1879	1,000,000	»
	— 4 août 1879	375,000	»	
		<hr/>		9,575,000
Création et amélioration des voies de communication dans le Luxembourg et le Limbourg	Loi du 29 septembre 1842	2,000,000	»	
		— 8 juillet 1865 (1)	2,000,000	»
		— 27 juillet 1871	200,000	»
		— 27 juillet 1871	200,000	»
		<hr/>		4,400,000
	Excédent de crédit annulé	1,057	20	
		<hr/>		4,598,942
		<hr/>		80
	A REPORTER	fr.	15,775,942	80

(1) Ce crédit est en même temps applicable à des routes affluentes au chemin de fer de l'État et aux chemins de fer concédés.

		REPORT. fr.	15,773,942 80
Travaux de raccordement de routes, tant aux chemins de fer de l'État qu'aux chemins de fer concédés.	Loi du 8 septembre 1850 } — 12 juin 1869 * — 3 juin 1870 * — 31 décembre 1870. — 24 mai 1872 — 16 août 1873 — 9 juillet 1875. — 27 mai 1876 — 17 juillet 1877. — 5 juin 1878	500,000 »	
		500,000 »	
		400,000 »	
		500,000 »	
		1,000,000 »	
		500,000 »	
		3,000,000 »	
		1,000,000 »	
		1,000,000 »	
		1,500,000 »	
	2,000,000 »		
	11,900,000 »		
Excédent de crédit annulé.	75 87		
		11,899,926 15	
	TOTAL. fr.	25,673,868 95	

Ponts.

Reconstruction du pont en charpente établi à Waelhem, sur la Nèthe, pour le passage de la route de 1 ^{re} classe de Bruxelles à Anvers. (Loi du 30 mai 1866.) *		200,000 »	
	Excédent de crédit annulé.	45,182 08	
			150,817 92
Reconstruction du pont de Dinant sur la Meuse et construction de nouveaux ponts sur ce fleuve.	Loi du 30 mai 1866. * — 5 juin 1868. — 12 juin 1869. *	200,000 »	
		500,000 »	
		500,000 »	
			1,200,000 »
Construction et reconstruction de ponts appartenant à des routes.	Loi du 5 juin 1870 * — 27 juillet 1871 — 24 mai 1872 — 16 août 1873 — 9 juillet 1875. — 27 mai 1876 — 4 août 1879 — 14 août 1881	500,000 »	
		500,000 »	
		250,000 »	
		600,000 »	
		1,200,000 »	
		1,000,000 »	
		3,500,000 »	
		1,500,000 »	
	8,850,000 »		
Excédent de crédit annulé.	148 03		
		8,849,851 97	
Reconstruction du pont de Tamines sur la Sambre. (Loi du 3 juin 1870.) *		140,000 »	
Subsides à la province de la Flandre orientale pour la construction d'un pont sur le canal de Langeledé et l'exécution de travaux d'amélioration projetés au même canal. (Loi du 24 mai 1872.)		17,000 »	
	Excédent de crédit annulé.	2,089 09	
			14,910 91
Ourthe. — Établissement d'un pont à Chênée. (Loi du 4 août 1879)		20,000 »	
Lys. — Pont à Courtrai et chemin de halage		505,000 »	
	TOTAL. fr.	10,886,580 80	

ANNEXE N° 8.



APERÇU GÉNÉRAL

DE

LA DETTE CONSTITUÉE

ET DES ANNUITÉS DUES PAR L'ÉTAT.



*APERÇU GÉNÉRAL de la dette constituée, à la date du 1^{er} novembre 1881
pour la dette à 4 p. $\frac{0}{10}$ (2^e série), et à celle du 1^{er} janvier*

NATURE ET ORIGINE DE LA DETTE.	TAUX DE L'INTÉRÊT.
A. — LA DETTE PROPREMENT DITE.	
Dette dérivant de l'exécution de l'article 65 du traité du 5 novembre 1842.	2 $\frac{1}{2}$ p. $\frac{0}{10}$.
Dotation de S. G. le duc de Wellington, à titre de prince de Waterloo. (Arrêté royal du 5 juin 1817).	»
Dette à 4 p. $\frac{0}{10}$ (1 ^{re} série), composée comme il suit :	
1 ^o Emprunt d'un capital nominal de 51,000,000 de francs, à 4 p. $\frac{0}{10}$, autorisé par la loi du 27 juillet 1871 (<i>Moniteur</i> , n° 211), pour l'exécution de travaux publics	
2 ^o Dette de 185,855,000 francs ajoutée à cet emprunt en vertu de la loi du 27 mai 1876 et de l'arrêté royal du 9 septembre suivant, ainsi que des lois du 19 décembre 1876, des 25 et 26 juin 1877, du 51 mai 1878 et de l'arrêté royal du 10 juin suivant. (Reprise de lignes de chemins de fer).	4 p. $\frac{0}{10}$ (1 ^{re} série).
3 ^o Dette de fr. 466,178,182 22 c, résultant de la conversion décrétée par la loi du 25 juillet 1879, des emprunts et dettes à 4 $\frac{1}{2}$ p. $\frac{0}{10}$	
Emprunt de 154,719,000 francs de capital nominal, à 4 p. $\frac{0}{10}$, 2 ^e série, émis conformément à l'arrêté royal du 8 janvier 1880 (<i>Moniteur</i> , n° 9), pour couvrir les crédits alloués par les lois des 4 et 5 juin 1878 et suivantes. (Travaux publics, etc.).	4 p. $\frac{0}{10}$ (2 ^e série).
Emprunt de 586,850,000 francs de capital nominal, à 5 p. $\frac{0}{10}$, émis en vertu de la loi du 29 avril 1875 et de lois subséquentes, pour divers travaux publics, etc.	5 p. $\frac{0}{10}$.
Rentes 5 p. $\frac{0}{10}$ à titre d'indemnités du chef des servitudes militaires. (Loi du 2 avril 1875).	»
TOTAL DE LA DETTE.	fr.

pour les dettes à 3 et à 4 p. 0/0 (1^{re} série); à la date du 1^{er} août 1881
1882 pour la dette à 2 1/2 p. 0/0 et les annuités.

CAPITAL			DOTATION ANNUELLE.		FRAIS	Observations.
PRIMITIF.	AMORTI.	A AMORTIR.	INTÉRÊTS.	AMORTISSEM.	ANNUELS.	
(¹) 380,271,631 74	169,312,000 »	219,959,631 74	5,498,990 78	»	7,000 »	(1) Déduction faite d'un capital de 146,000 francs qui était inscrit au grand-livre de la dette à 2 1/2 p. 0/0, au nom de S. G. le duc de Wellington, à titre de prince de Waterloo, et qui a été annulé et transformé en rente sans désignation de capital, en vertu d'une convention intervenue le 7 juin 1872, entre l'État et le titulaire de l'inscription.
»	»	»	80,598 14	»	»	
705,051,182 22	1,966,300 »	701,064,882 22	28,121,247 29	3,515,153 91	58,000 »	
154,719,000 »	»	154,719,000 »	5,588,760 »	(²) »	9,000 »	(2) La dotation d'amortissement ne prendra cours qu'à partir du 1 ^{er} février 1882. (Art. 4 de l'arrêté royal du 8 janvier 1880.)
586,859,000 »	4,701,000 »	582,158,000 »	11,605,770 »	773,718 »	18,000 »	
1,409,634 95	»	1,409,634 95	42,287 74	»	»	
1,615,290,448 91	(a) 175,979,300 »	1,439,311,148 91	50,737,653 95	4,288,873 91	92,000 »	(a) Voir le tableau de développement. (Annexe n° 9.)

Suite de l'APERÇU GÉNÉRAL de la dette constituée, à la date du 1^{er} novembre 1881
pour la dette à 4 p. ^o/_o (2^e série), et à celle du 1^{er} janvier

NATURE ET ORIGINE DE LA DETTE.	TAUX DE L'INTÉRÊT
B. — LES ANNUITÉS.	
Cession faite à l'État, par la ville de Bruxelles, de divers immeubles, collections scientifiques et objets d'art.	»
Rente annuelle constituant le prix de la cession du chemin de fer de Mons à Manage (loi du 8 juillet 1858).	»
Quote-part de la Belgique du chef de la reprise, par l'État, de la ligne de Spa à la frontière grand-ducale	»
Annuité (calculée à 4 ¹ / ₂ p. ^o / _o sur un capital de 15,600,000 francs), pour prix du matériel d'exploitation, etc., repris par l'État en exécution de l'article 10 de la convention du 25 avril 1870, approuvée par la loi du 5 juin suivant.	»
— à servir jusqu'en 1929 inclusivement pour les intérêts et l'amortissement des obligations de 100 francs (4 £) de la Grande Compagnie du Luxembourg (convention du 31 janvier 1875, approuvée par la loi du 15 mars suivant, <i>Moniteur</i> , n ^o 75).	»
— à servir jusqu'en 1954 inclusivement pour les intérêts et l'amortissement des obligations de 500 francs (20 £) de cette compagnie	»
— à servir jusqu'en 1940 inclusivement pour les intérêts et l'amortissement des actions privilégiées de la même compagnie.	»
— de 7,000 francs par kilomètre due sur 770,167 mètres, longueur des lignes ou sections de lignes livrées à l'État antérieurement au 1 ^{er} janvier 1877. (Art. 55, § 1 ^{er} , de la convention du 1 ^{er} juin 1877.)	»
— de 4,000 francs par kilomètre sur les mêmes lignes ou sections de lignes. (Art. 55, § 2, et art. 57 combinés de la même convention.)	»
<i>Loyer provisionnel</i> à payer à la Société du chemin de fer d'Anvers à Rotterdam, en exécution de la convention internationale du 31 octobre 1879, approuvée par la loi du 29 avril 1880	»
TOTAUX fr.
RÉCAPITULATION.	
A. — DETTE PROPREMENT DITE	
B. — ANNUITÉS	

pour les dettes à 3 p. 0/0 et à 4 p. 0/0 (1^{re} série), à la date du 1^{er} août 1881
1882 pour la dette à 2 1/2 p. 0/0 et les annuités.

CAPITAL			DOTATION ANNUELLE.		FRAIS ANNUELS.	Observations.
PRIMITIF.	AMORTI.	A AMORTIR.	INTÉRÊTS.	AMORTISSEM ² .		
•	•	•	500,000	•		
•	•	•	672,550	•		
•	•	•	500,000	•		
•	•	•	612,000	•		
•	•	•	511,970	87,875	8,000	•
•	•	•	2,808,075	385,000		
•	•	•	268,025	16,800		
•	•	•	8,471,857	•		
•	•	•	1,000,000	•		
•	•	•	15,144,257	489,675	8,000	•

1,615,290,448 91	175,979,500	1,439,311,148 91	50,737,653 95	4,288,875 91	92,000	•
•	•	•	15,144,257	489,675	8,000	•
1,615,290,448 91	a) 175,979,500	1,439,311,148 91	65,881,890 95	4,778,548 91	100,000	•

a) Voir le tableau de développement ci-après. (Annexe n° 9.)

70,660,439 86

ANNEXE N° 9.

ÉTAT indiquant les sommes appliquées à l'amortissement partiel des emprunts et dettes de l'État actuellement existants, et qui sont compris dans l'aperçu général qui précède, ainsi que les capitaux rachetés au moyen de ces fonds d'amortissement, depuis la date de la création des emprunts et dettes jusqu'aux dernières échéances de l'exercice 1881.

EXERCICES.	EMPRUNT ET DETTES à 4 p. 0/0, 1 ^{re} série. (fr. 688,494,582 22 ct.)		EMPRUNT à 4 p. 0/0, 2 ^{me} série. (fr. 134,719,000.)		EMPRUNT à 3 p. 0/0. (fr. 386,859,000.)		TOTAUX.	
	SOMMES dépendées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti.	SOMMES dépendées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti.	SOMMES dépendées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti.	SOMMES dépendées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti.
1875. .	257,546 »	258,095 50	»	»	»	»	257,546 »	258,095 50
1874. .	267,986 »	268,365 14	»	»	»	»	267,986 »	268,365 14
1875. .	278,826 »	279,117 76	»	»	»	»	278,826 »	279,117 76
1876. .	290,084 »	287,907 27	»	»	283,085 »	569,562 77	573,169 »	657,470 04
1877. .	500,268 25	500,621 82	»	»	650,170 »	822,665 75	1,150,458 25	1,323,285 57
1878. .	a) 575,381 47	572,196 71	»	»	735,782 50	941,672 81	1,111,165 97	1,313,869 52
1879. .	a) »	»	»	»	845,969 »	1,017,987 50	845,969 »	1,017,987 50
1880. .	a) »	»	»	»	875,919 »	1,027,144 70	875,919 »	1,027,144 70
1881. .	a) »	»	»	»	(b) 449,545 50 (c) 19 47	521,946 06 22 41	449,564 97	521,968 47
TOTAUX.	1,970,091 72	1,966,500 »	»	»	5,818,490 47	4,701,000 »	5,788,582 19	6,667,500 »
A ajouter :								
Au capital nominal amorti, le capital de 169,512,000 francs, en dette à 2 1/2 p. 0/0, inscrit au grand-livre de Belgique au profit du Gouvernement des Pays-Bas, et dont le rachat a été effectué au cours de 50 p. 0/0, en vertu du § 8 de l'article 65 du traité du 5 novembre 1842. — Le prix de ce rachat a été prélevé sur le produit de l'emprunt de 84,656,000 francs, à 4 1/2 p. 0/0, créé en vertu de la loi du 22 mars 1844 (<i>Bulletin officiel</i> , n° 44), ci								
								169,512,000 »
ENSEMBLE. fr.								175,979,500 »
Pour rappel :								
Capital racheté pour les emprunts et dettes à 5 et à 4 1/2 p. 0/0 convertis. (Voir annexe n° 10.) 112,668,865 74								
Capital racheté, remboursé ou annulé des emprunts et dettes à 4 p. 0/0 de 1856 et à 5 p. 0/0 de 1858. (Voir annexe n° 11.) 88,474,800 »								
TOTAL GÉNÉRAL. fr.								377,122,965 74
a) A partir du semestre échu le 1 ^{er} novembre 1878 (à l'exception d'une somme de fr. 88 72 c ^{ts} qui a été imputée sur ce semestre pour parfaire les rachats effectués avec jouissance du 1 ^{er} mai 1878), les fonds d'amortissement de la dette à 4 p. 0/0 (1 ^{re} série) n'ont pu être employés à cause de l'élévation du cours au-dessus du pair et ont fait retour au Trésor.								
b) Semestre d'amortissement échu le 1 ^{er} mai 1881.								
c) A compte du semestre d'amortissement échu le 1 ^{er} novembre 1881.								

ANNEXE N° 10.

ÉTAT

indiquant les sommes appliquées à l'amortissement partiel des emprunts et dettes à 5 et à 4 1/2 p. % , qui ont été respectivement convertis en rente 4 1/2 et 4 p. % , ainsi que les capitaux rachetés au moyen de ces fonds d'amortissement, depuis la date de la création de ces emprunts et dettes jusqu'à l'époque de leur conversion.

ÉTAT indiquant les sommes appliquées à l'amortissement partiel des emprunts et dettes à 5 et à 4 1/2 p. 0/0, qui ont été respectivement convertis en rente 4 1/2 et 4 p. 0/0,

EXERCICES.	EMPRUNT de fr. 100,800,000, de 1852, à 5 p. 0/0.		EMPRUNT de fr. 1,481,481 48 c ^s , de 1829, à 5 p. 0/0.		EMPRUNT de fr. 86,940,000, de 1840, à 5 p. 0/0.		EMPRUNT de fr. 28,621,718 40 c ^s , de 1842, à 5 p. 0/0.		EMPRUNT de fr. 37,815,940, de 1848, à 5 p. 0/0.		EMPRUNT de fr. 26,000,000, de 1852, à 5 p. 0/0.	
	SOMMES dépensées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti.	SOMMES dépensées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti.	SOMMES dépensées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti.	SOMMES dépensées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti.	SOMMES dépensées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti.	SOMMES dépensées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti.
1852	788,646 60	1,008,517 96	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1853	1,095,276 80	1,180,877 08	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1854	1,158,975 20	1,169,512 96	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1855	1,190,952 "	1,190,695 05	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1856	1,250,928 "	1,241,614 01	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1857	1,297,598 40	1,297,598 40	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1858	1,546,245 "	1,546,859 88	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1859	1,447,712 80	1,447,976 08	14,814 81	14,814 81	"	"	"	"	"	"	"	"
1840	1,485,596 "	1,551,962 22	14,814 81	14,814 81	"	"	"	"	"	"	"	"
1841	1,661,927 20	1,656,955 56	17,142 85	16,609 45	"	"	"	"	"	"	"	"
1842	1,662,535 60	1,662,159 92	17,142 85	17,151 92	"	"	"	"	"	"	"	"
1845	1,725,680 90	1,725,680 90	17,989 41	17,989 41	"	"	"	"	"	"	"	"
1844	"	"	20,226 91	20,226 91	"	"	"	"	"	"	"	"
1843	"	"	"	"	47,119 27	46,916 67	"	"	"	"	"	"
1846	"	"	"	"	875,662 20	868,273 46	"	"	"	"	"	"
1847	"	"	"	"	959,191 40	956,221 45	157,622 67	148,754 14	"	"	"	"
1848	"	"	"	"	995,690 60	1,241,610 11	504,248 58	586,579 50	"	"	"	"
1849	"	"	"	"	859,479 60	896,995 16	264,012 72	282,786 45	"	"	"	"
1850	"	"	"	"	1,082,457 20	1,092,588 72	551,248 58	552,974 65	"	"	"	"
1851	"	"	"	"	1,157,521 80	1,154,557 51	548,045 58	546,271 04	"	"	"	"
1852	"	"	"	"	a) 5,654,855 55	5,652,008 26	b) 1,706,969 05	1,705,926 55	576,859 40	575,150 79	150,000 "	128,440 65
1853	"	"	"	"	650,141 17	624,505 44	194,551 21	192,594 18	201,854 65	200,049 21	268,825 "	264,976 80
1854	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	285,250 "	286,755 72
1855	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	297,725 "	296,795 70
1856	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	310,250 "	307,704 64
1857	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	550,569 58	555,528 49
1858	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1859	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1860	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1861	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1862	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1863	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1864	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1865	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1866	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1867	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1868	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1869	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1870	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1871	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1872	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1873	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1874	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1875	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1876	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1877	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1878	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1879	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX	16,105,692 50	16,458,568 "	102,151 64	101,587 29	12,200,096 57	12,473,272 58	3,286,475 07	5,595,686 09	578 04 05	575,200 "	1,626,419 58	1,618,000 "

a) Y compris la somme de fr. 4,640,400 58 c^s tenue en réserve, conformément à la loi, sur les fonds d'amortissement des exercices 1841, 1842, 1845, 1844, 1845 et 1852, et employée aux remboursements qui ont été effectués en vertu de la loi du 1^{er} décembre 1852, décrétant la conversion dudit emprunt.

b) Y compris la somme de fr. 4,543,375 69 c^s tenue en réserve, conformément à la loi, sur les fonds d'amortissement des exercices 1842 à 1847, et qui a été employée de la même manière.

c) La somme de fr. 282,186 67 c^s, formant la dotation d'amortissement pour le service du 1^{er} mai au 31 décembre 1844 n'a pas été employée à cause du cours trop élevé des titres en circulation. Cette somme a été attribuée au Trésor, conformément à la loi d'emprunt, et portée en recette au compte du Budget de l'exercice 1844.

d) Non compris la somme de 211,640 francs, formant la dotation du 1^{er} semestre 1845 non employée pour le motif exprimé ci-dessus, et portée en recette au compte du Budget de l'exercice 1845.

e) A compte du semestre d'amortissement échu le 1^{er} mai 1868.

f) Id. id. échu le 1^{er} novembre 1869.

g) Id. id. échu le 1^{er} mai 1870.

N. B. A partir de l'exercice 1868, jusqu'en 1879 inclusivement, les fonds d'amortissement des six séries de la dette 4 1/2 p. 0/0 n'ont pas été employés à cause de l'élévation du cours au-dessus du pair. Ils ont fait retour au Trésor, à l'exception toutefois des exercices 1868, 1869 et 1870, pour lesquels une partie de ces fonds a pu recevoir sa destination (voir les chiffres qui se trouvent en regard de ces trois exercices).

ainsi que les capitaux rachetés au moyen de ces fonds d'amortissement, depuis la date de la création de ces emprunts et dettes jusqu'à l'époque de leur conversion.

EMPRUNT de fr. 84,636,000, de 1844, à 4 1/2 p. 0/0.		DETTE CONVERTIE de fr. 95,442,852, de 1844, à 4 1/2 p. 0/0.		DETTE CONVERTIE de fr. 157,615,500, de 1855, à 4 1/2 p. 0/0.		DETTE ET EMPRUNT réunis de fr. 69,582,000, de 1837- 1860, à 4 1/2 p. 0/0.		EMPRUNT de fr. 59,525,000, de 1863, à 4 1/2 p. 0/0.		EMPRUNT ET DETTES réunis de fr. 77,803,800, de 1867-1871, à 4 1/2 p. 0/0.		TOTALS.		Exercices.
SOMMES dépensées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti.	SOMMES dépensées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti.	SOMMES dépensées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti.	SOMMES dépensées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti.	SOMMES dépensées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti.	SOMMES dépensées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti.	SOMMES dépensées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti.	
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	788,646 60	1,008,517 96	1852
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,095,276 80	1,180,877 08	1853
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,158,975 20	1,169,512 96	1854
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,190,952 "	1,190,695 05	1855
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,250,928 "	1,241,614 01	1856
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,297,598 40	1,297,598 40	1857
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,546,245 "	1,546,859 88	1858
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,462,527 61	1,462,700 89	1859
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,498,210 81	1,546,777 05	1840
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,679,070 05	1,675,542 99	1841
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,679,498 45	1,679,271 84	1842
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,741,670 51	1,741,670 51	1845
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	179,765 57	176,559 17	1844
"	"	159,556 66	156,152 26	"	"	"	"	"	"	"	"	1,259,568 02	1,255,581 59	1845
"	"	977,908 75	972,469 51	"	"	"	"	"	"	"	"	2,566,852 20	2,562,960 51	1846
"	"	1,045,192 50	1,046,057 40	"	"	"	"	"	"	"	"	2,657,011 94	2,708,049 16	1847
"	"	1,090,455 57	1,155,165 15	"	"	"	"	"	"	"	"	2,958,258 04	3,715,590 29	1848
"	"	676,912 27	1,408,488 61	"	"	"	"	"	"	"	"	2,527,585 98	2,765,241 95	1849
"	"	1,144,981 56	1,097,571 81	"	"	"	"	"	"	"	"	3,178,772 24	3,544,719 31	1850
"	"	979,575 95	1,545,565 09	"	"	"	"	"	"	"	"	3,557,509 45	3,459,940 80	1851
"	"	1,251,162 70	1,580,531 80	"	"	"	"	"	"	"	"	9,790,057 02	9,815,165 75	1852
"	"	598,980 65	1,354,247 76	"	"	"	"	"	"	"	"	3,719,977 84	3,797,805 15	1855
"	"	1,554,247 76	1,375,754 71	"	"	"	"	"	"	"	"	5,228,586 48	5,505,920 51	1854
"	"	1,416,595 08	1,466,406 49	594,058 25	408,889 96	"	"	"	"	"	"	3,588,080 08	3,546,159 21	1855
"	"	1,484,704 98	1,617,025 55	816,494 "	895,590 80	"	"	"	"	"	"	3,546,929 06	3,582,860 92	1856
"	"	1,557,698 58	1,654,668 48	856,904 "	902,429 16	"	"	"	"	"	"	3,722,021 14	3,765,557 91	1857
"	"	1,651,525 06	1,647,516 12	897,516 50	909,621 14	"	"	"	"	"	"	3,664,622 81	3,685,692 56	1858
"	"	1,706,250 06	1,728,982 84	958,894 "	950,709 59	"	"	"	"	"	"	3,855,091 56	3,877,454 54	1859
"	"	1,784,696 51	1,798,905 67	982,026 50	982,822 52	125,282 50	125,505 79	"	"	"	"	4,122,259 06	4,180,985 56	1860
"	"	1,866,810 06	1,881,945 59	1,027,071 50	1,042,711 14	128,950 "	129,855 61	"	"	"	"	4,426,445 56	4,595,442 46	1861
"	"	1,952,757 56	1,984,164 46	1,074,411 50	1,088,050 58	247,547 50	248,851 59	"	"	"	"	4,626,662 06	4,606,975 08	1862
"	"	2,042,445 06	2,029,556 49	1,125,715 50	1,117,289 29	575,685 "	570,686 57	"	"	"	"	4,855,754 56	4,796,221 05	1865
"	"	2,154,897 56	2,127,195 22	1,174,617 50	1,171,795 04	590,587 "	589,451 62	"	"	"	"	5,054,297 06	5,029,999 54	1864
"	"	2,251,445 06	2,215,908 54	1,227,762 50	1,218,548 58	408,227 "	404,512 56	"	"	"	"	5,257,467 56	5,262,298 89	1865
"	"	2,552,355 06	2,522,651 96	1,285,292 50	1,277,605 60	426,654 50	424,607 57	"	"	"	"	5,825,585 81	5,822,755 24	1866
"	"	2,425,957 56	2,427,797 60	1,535,985 "	1,554,942 15	445,187 50	445,900 15	"	"	"	"	6,086,898 18	6,055,595 59	1867
"	"	2,548,762 56	2,544,582 90	1,402,355 50	1,405,802 22	466,270 25	467,054 90	500,022 50	500,956 76	"	"	1,457 65	1,451 50	1868
"	"	2,665,906 51	2,658,248 56	1,465,920 50	1,455,571 54	487,588 75	485,508 25	513,628 25	511,622 56	"	"	257,950 64	258,600 "	1869
"	"	605 99	605 57	41 11	40 91	688 98	685 81	41 06	40 88	"	"	592,976 25	404,400 "	1870
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1871
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1872
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1875
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1874
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1875
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1876
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1877
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1878
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1879
16,685,288 77 ^s	17,175,000 "	59,150,815 86	40,078,649 78	16,164,667 28	16,550,400 "	5,545,410 58	5,555,600 "	744,422 58	744,000 "	185,240 05	185,100 "	110,371,555 01 ^s	112,668,865 74	

Pour rappel :

Capital racheté pour les emprunts et dettes actuellement existants (voir le tableau précédent, annexe n° 9) fr. 175,979,500 »
 Capital racheté, remboursé ou annulé pour les emprunts et dettes à 4 p. 0/0 de 1856 et à 5 p. 0/0 de 1858 (voir le tableau suivant, annexe n° 11) 88,474,800 »

264,454,100 »

TOTAL GÉNÉRAL fr. 377,122,965 74

ANNEXE N° 11.

ÉTAT indiquant les sommes appliquées à l'amortissement et au remboursement de l'emprunt de 50,000,000 de francs à 4 p. % et de la dette de 58,474,800 francs à 5 p. %, ainsi que les capitaux rachetés, remboursés ou annulés, depuis la date de la création de ces deux dettes jusqu'à l'époque de leur remboursement.

EXERCICES.	EMPRUNT de fr. 50,000,000, de 1850, à 4 p. %.		EMPRUNT et dette réunis de fr. 58,474,800, de 1858-1847, à 5 p. %.		TOTALS.	
	SOMMES dépensées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti ou remboursé.	SOMMES dépensées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti, remboursé ou annulé.	SOMMES dépensées pour l'amortissement.	CAPITAL nominal amorti, remboursé ou annulé.
1857.	506,600	329,682 12	•	•	506,600	329,682 12
1858.	525,220	541,228 91	•	•	525,220	541,228 91
1859.	557,780	505,454 37	522,592	740,421 15	860,172	1,105,875 52
1840.	552,420	565,282 15	544,667	758,517 95	897,087	1,101,650 10
1841.	555,940	601,185 88	816,507 85	1,156,211 20	1,372,247 85	1,757,595 08
1842.	597,400	421,757 21	612,547	859,146 15	1,009,747	1,260,885 51
1845.	412,400	426,554 64	629,059 50	856,569 01	1,041,459 50	1,262,925 68
1844.	426,740	426,554 76	653,709 50	851,079 02	1,080,149 50	1,257,655 78
1845.	444,520	450,218 53	682,552	871,967 64	1,126,852	1,322,186 17
1846.	465,580	475,901 55	710,202	949,508 97	1,175,582	1,425,210 50
1847.	485,540	516,514 02	819,992	1,181,519 04	1,505,552	1,698,055 96
1848.	515,480	814,955 21	859,069 50	1,578,440 14	1,572,549 50	2,595,595 55
1849.	527,520	625,971 10	512,112	791,422 94	1,039,652	1,415,594 04
1850.	546,880	659,440 40	911,217	1,396,461 44	1,458,097	2,055,901 84
1851.	578,620	686,284 79	955,112	1,479,616 45	1,551,752	2,165,901 22
1852.	605,900	657,650 19	997,652	1,452,874 24	1,605,552	2,090,504 45
1855.	652,240	708,970 57	1,059,752	1,584,509 58	1,671,992	2,095,479 75
1854.	661,580	744,585 75	1,082,807	1,555,762 19	1,744,277	2,208,145 92
1855.	691,060	741,760 84	1,128,962	1,520,991 76	1,820,022	2,262,252 60
1856.	720,920	760,440 69	1,174,727	1,574,580 05	1,895,647	2,355,020 72
1857.	751,620	790,506 66	1,222,687	1,651,264 98	1,974,507	2,411,771 64
1858.	785,480	854,788 86	1,272,712	1,688,489 28	2,056,192	2,525,278 14
1859.	812,120	851,175 60	1,325,902	1,756,285 76	2,156,022	2,567,459 56
1860.	850,700	870,515 54	1,375,907	1,766,025 92	2,226,607	2,656,541 46
1861.	885,660	892,572 96	1,429,097	1,762,485 75	2,514,757	2,655,058 69
1862.	921,700	924,475 80	1,481,687	1,775,502 79	2,405,587	2,699,776 59
1865.	959,000	961,966 46	1,555,422	1,822,565 58	2,494,422	2,784,529 84
1864.	998,080	1,012,678 82	1,590,717	1,925,774 26	2,588,797	2,956,455 08
1865.	1,058,980	1,059,587 86	1,648,797	1,955,457 76	2,687,777	2,994,825 62
1866.	1,082,020	1,125,215 82	1,707,087	1,985,728 77	2,789,107	3,108,942 59
1867.	1,127,580	1,166,285 55	1,767,177	2,055,626 52	2,894,557	3,221,911 85
1868.	1,174,160	1,169,484 85	1,829,187	2,070,572 51	3,005,547	3,259,857 56
1869.	•	•	1,891,092	2,062,518 50	1,891,092	2,062,518 50
1870.	•	•	1,952,967	2,092,085 28	1,952,967	2,092,085 28
1871.	•	•	2,007,747	2,056,158 85	2,007,747	2,056,158 85
1872.	•	•	2,077,152 05	2,116,872 54	2,077,152 05	2,116,872 54
A ajouter :	21,566,640	22,751,000	40,765,826 56	51,557,800	62,159,406 56	74,088,800
1° Le capital de 7,269,000 fr., en dette à 4 %, qui a été remboursé au pair en vertu de l'art. 1 ^{er} de la loi du 12 juin 1869 (M ^o n° 164).	7,269,000	7,269,000	•	•	•	7,269,000
FR.	28,653,640	50,000,000	•	•	•	•
2° Le capital de 5,653,000 francs, en dette à 5 %, dont le rembourse- ment au pair a été autorisé par l'article 1 ^{er} de la loi du 18 dé- cembre 1872 (Moniteur n° 354), et	•	•	5,653,000	5,653,000	•	5,653,000
FR.	•	•	46,596,826 56	56,990,800	•	•
3° Le capital de 1,484,000 francs, correspondant à la rente de 44,520 francs (qui était inscrite sur le grand-livre de la même dette au nom du duc de Wellington et qui a été annulée par l'article 5 de la loi précitée.	•	•	•	1,484,000	•	1,484,000
FR.	•	•	•	58,474,800	•	•
ENSEMBLE.	•	•	•	•	•	88,474,800
Capital racheté pour les emprunts et dettes actuellement existants (voir l'annexe n° 9).	•	•	•	•	175,979,500	•
— — — à 5 et à 4 1/2 p. % convertis (voir l'annexe n° 10).	•	•	•	•	112,668,865 74	288,648,165 74
TOTAL GÉNÉRAL.	•	•	•	•	•	577,192,963 74

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
Situation générale du Trésor public, au 1 ^{er} janvier 1882. — Exposé	1— x
Tableau de la situation générale du Trésor, au 1 ^{er} janvier 1882	1— 7
ANNEXE N° 1. — État de la situation du Budget général des recettes de l'exercice 1880, au 31 octobre 1881	9—17
— N° 2. — État de la situation du Budget général des dépenses de l'exercice 1880, au 31 octobre 1881, comprenant les transferts des exercices 1876 à 1879	19—26
— N° 3. — État de la situation du Budget général des recettes de l'exercice 1881, au 1 ^{er} janvier 1882	27—36
— N° 4. — État de la situation du Budget général des dépenses de l'exercice 1881, au 31 décembre 1881, comprenant les transferts des exercices 1877 à 1880	39—48
— N° 5. — État des crédits alloués pour desservices spéciaux. — Situation au 1 ^{er} janvier 1882.	47—71
— N° 6. — Tableau des résultats des Budgets des exercices clos de 1850 à 1879 inclusivement.	75—78
— N° 7. — Aperçu des recettes et dépenses extraordinaires comprises dans les résultats des Budgets des exercices 1850 à 1881 inclusivement	81—126
— N° 8. — Aperçu général de la dette constituée, à la date du 1 ^{er} novembre 1881, pour les dettes à 5 et à 4 p. 0/0 (1 ^{re} série); à la date du 1 ^{er} août 1881 pour les dettes à 4 p. 0/0 (2 ^e série) et à celle du 1 ^{er} janvier 1882 pour la dette à 2 1/2 p. 0/0 et les annuités .	128—151
— N° 9. — État indiquant les sommes appliquées à l'amortissement partiel des emprunts et dettes de l'État actuellement existants, et qui sont compris dans l'aperçu général qui précède, ainsi que les capitaux rachetés au moyen de ces fonds d'amortissement, depuis la date de la création des emprunts et dettes jusqu'aux dernières échéances de l'exercice 1881	152
— N° 10. — État indiquant les sommes appliquées à l'amortissement partiel des emprunts et dettes à 5 et à 4 1/2 p. 0/0, qui ont été convertis en rente 4 1/2 et 4 p. 0/0, ainsi que les capitaux rachetés ou remboursés au moyen de ces fonds d'amortissement, depuis la date de la création de ces emprunts et dettes jusqu'à l'époque de leur conversion.	153—155
— N° 11. — État indiquant les sommes appliquées à l'amortissement et au remboursement de l'emprunt de 30,000,000 de francs, à 4 p. 0/0, et de la dette de 58,474,800 francs, à 3 p. 0/0, ainsi que les capitaux rachetés, remboursés ou annulés, depuis la date de la création de ces deux dettes jusqu'à l'époque de leur remboursement . . .	156